1^{re} Année

N^o 1

Mars 1920

LA
REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Scientifique, Politique, Littéraire

Directeur : Ch. RAPPOPORT

ONT COLLABORÉ A CE NUMÉRO

Henri Barbusse, Oscar Bloch, Marthe Bigot, Calzan, Crispien,
Emile Chauvelon, Ernest Daumig, Amédée Dunois, Henriette-
Roland Holst, V. Griffuelhes, Constantino Lazzari, Léonias,
F. Lorient, Jacques Mesnil, Nuntius, Georges Pioch, Charles
Plisnier, Karl Radek, Ch. Rappoport, Jean-Michel Renaitour,
G. M. Serrati, Boris Souvarine, Claudio Treves, Robert Thal,
Léon Trotzky, Alfred Varela, Raoul Verfaeil.

Le N^o : 3 francs

Rédaction et Administration :

17, rue Grange-Batelière, 17

PARIS (IX)

Tél. : Bergère 40-09

TARIF DES ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois	Trois mois
France :	25 fr.	13 fr.	7 fr.
Étranger :	30	18	10

SOMMAIRE :

Pourquoi et comment nous sommes communistes?, Ch. Rappoport. — *Thèses et directives*, La Rédaction. — *Aux Soviets Russes vainqueurs*, Georges Pioch. — *La Révolution Russe*, Karl Radek. — *Liebknecht et Rosa Luxembourg*, Léon Trotzky. — *Pour la Troisième Internationale*, F. Loriot. — *Les Goëlands*, Jean-Michel Renaitour. — *De Iéna à Gotha*, Ernest Daumig. — *Le Nouveau Millerandisme*, V. Griffuelhes. — *Devant les Bolcheviks*, Boris Souvarine. — *L'Internationale Socialiste de 1889*, Crispieu. — *Le Flot qui marche*, Alfred Varella. — *Le Communisme et la femme*, Marthe Bigot. — *Réponses à l'enquête sur l'adhésion à l'Internationale Communiste*, Henri Barbusse, Oscar Bloch, Emile Chauvelon, Caizan, Amédée Dunois, Henriette-Roland Holst, Constantino Lazzari, G. M. Serrati, Claudio Treves, Raoul Verfeuil. — *La Chronique internationale*, Lénine, Jacques Mesnil, Nuntius, G., Charles Plisnier, H. J., Robert Thal. — *Revue de Politique Internationale*, Ch. R. — *Revue de l'histoire de la guerre*.

La Revue Communiste

Scientifique, Politique, Littéraire

POURQUOI ET COMMENT NOUS SOMMES COMMUNISTES?

Le Socialisme opportuniste, réformiste et nationaliste de la Deuxième Internationale a fait, au vu et au su de tous, irrémédiablement faillite. Nous ne pouvons pas prétendre donner dans une courte introduction-programme, même la simple énumération de toutes les causes de la chute de cette Internationale qui a pourtant su grouper des millions de travailleurs. Il est impossible d'oublier qu'à l'édification de la II^e Internationale, ont collaboré des hommes comme Engels, le co-fondateur du socialisme scientifique, Wilhelm Liebknecht, le père de notre glorieux martyr ; Auguste Bebel, le génial organisateur des masses ouvrières allemandes ; Jules Guesde, l'apôtre du socialisme marxiste en France ; l'irréductible et spirituel Paul Lafargue ; Ed. Vaillant, esprit encyclopédique et indomptable ; Georges Plekhanoff, le Jules Guesde russe, Victor Adler et Emile Vandervelde, habiles et actifs tacticiens.

Nous ne pouvons pas citer tous les noms de cette phalange brillante et héroïque qui, pendant un quart de siècle, a réussi à grouper autour du drapeau socialiste des masses prolétariennes frémissantes. Mais nous devons une mention spéciale à ceux qui caractérisent le mieux l'esprit de la II^e Internationale : à Ed. Bernstein, le savant théoricien du

réformisme ; à Jean Jaurès, le génial apôtre de l'évolution pacifique, qu'il cherchait à concilier avec la tendance révolutionnaire de l'histoire, et à Karl Kautsky, qui fut, depuis la mort d'Engels, en 1895, le plus éminent et le plus actif théoricien de la II^e Internationale.

Son œuvre est d'une importance doctrinale et historique de premier ordre.

Le gigantesque effort de ces hommes de premier plan, secondé par un développement extraordinaire des forces productives capitalistes, s'est trouvé comme anéanti en août 1914, par la guerre mondiale. L'une des tâches principales de la *Revue Communiste* sera d'étudier à fond les causes de l'effondrement de la II^e Internationale et les moyens d'éviter à l'humanité productrice le retour d'un pareil désastre.

Mais, dès maintenant, nous pouvons affirmer, d'accord avec tous les faits connus, que la II^e Internationale est morte d'un mal chronique qui, fatalement, devait amener sa fin tragique. C'est la contradiction entre sa théorie révolutionnaire et lutte des classes, et sa pratique réformiste et collaboration des classes.

Ayant comme mission historique le recrutement du plus grand nombre possible de prolétaires, le ralliement des masses inconscientes autour du drapeau socialiste, la II^e Internationale appliquait constamment la méthode du moindre effort. Elle sacrifia la rigidité de la doctrine au souci du nombre d'adhérents, la qualité à la quantité. Le recrutement électoral et corporatif, basé sur des intérêts immédiats et tangibles, fut tout ensemble son triomphe et la cause principale de sa chute. Elle négligea l'éducation socialiste. Elle ne pratiqua la solidarité internationale qu'occasionnellement et superficiellement. En effet, les intérêts immédiats, essentiellement d'ordre matériel, se réalisent surtout dans les cadres de nationalités données et de l'Etat capitaliste existant.

La *participation effective* à l'action nationale et capitaliste est ainsi devenue tout naturellement le problème central de la vie de la II^e Internationale. Tout en interdisant

cette *participation* en théorie, elle la pratiquait sans cesse. L'« union sacrée » en France, le *Burgfrieden* en Allemagne ne furent que la suite logique de cette participation constante à la vie et à l'action capitalistes.

Les sections les plus importantes de la II^e Internationale — la section allemande et la section française — se sont irrémédiablement compromises à la suite de leur complicité intellectuelle, morale et politique, dans la guerre mondiale qui fut pour tous les belligérants, directement ou indirectement, *une guerre impérialiste et capitaliste*.

Le « Centre » socialiste — les futurs Indépendants en Allemagne et les « Longuettistes » en France — ont, les uns *au début* de la guerre, les autres pendant toute la guerre, suivi cette tactique imprévoyante et anti-socialiste. Le « Centre » combat les excès nationalistes, mais il demeure réformiste et opportuniste.

La révolution russe d'octobre 1917 fut le coup de tonnerre qui réveilla le monde prolétarien de son assoupissement nationaliste. Elle sonne le glas de l'Ancien Régime économique. Elle appelle tous les vivants à l'action révolutionnaire internationale. Née au milieu de difficultés qui paraissaient, même aux esprits les plus révolutionnaires, insurmontables, la révolution communiste russe a triomphé de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs. Elle ouvre une nouvelle ère dans l'histoire. C'est la première grande révolution de réalisation communiste. Dans le fracas formidable de la chute du vieux monde capitaliste, la Révolution communiste russe construit, avec des matériaux limités et sans cesse contestés, un nouveau monde de travail productif et équitablement distribué. Luttant pied à pied, les armes à la main, contre les capitalistes du monde entier, alliés aux socialistes de guerre et opportunistes, elle trouve le moyen de répandre à flots les enseignements salutaires du communisme intégral. Elle soulève, par son exemple et sa propagande morale, des continents. Elle inspire le respect même à ceux qui ne respectent que la force.

Rompant avec les procédés aussi puérils que malhonnêtes de la diplomatie périmée, elle apporte aux nationalités op-

primées, avec la vérité communiste, l'indépendance et la liberté. Méprisant la phraséologie sonore et vide des charlatans officiels, elle procède dans le sens de la Justice sociale et du Droit communiste — par des actes.

Le Gouvernement communiste russe est le premier gouvernement dans l'histoire qui cherche, honnêtement et constamment, à réaliser son programme élaboré pendant la période de la lutte pour le pouvoir. Il tient les promesses données au peuple travailleur, aux paysans et aux ouvriers.

La *Revue Communiste* suivra pas à pas cette œuvre grandiose de régénération économique, sociale et politique.

Le nom même de la II^e Internationale fut un compromis. C'était une Internationale *socialiste* ou *social-démocrate*. Or, les promoteurs du mouvement prolétarien moderne furent des *communistes*. Le mot socialisme — je le tiens de l'expérience d'Engels lui-même — fut accepté par Marx et Engels *contre leur gré*.

La III^e Internationale en s'intitulant *communiste*, revient à la saine tradition du *Manifeste Communiste* et au Communisme intégral.

Le Communisme intégral combat, en première ligne, la *propriété capitaliste*, génératrice de misère, de massacres et de ruines.

Il combat également et énergiquement la *propriété nationale* se couvrant du mensonge et de la mystification systématique des prétendus intérêts nationaux et de la défense nationale qui, en réalité, masquent habilement les intérêts et la défense capitaliste.

Nous haïssons de toutes nos forces la guerre. Mais la haine de la guerre, la critique morale de la guerre comme le crime des crimes » ne détruiront pas la guerre. Pour détruire la guerre, il faut commencer par comprendre ses véritables raisons qui ne sont pas des raisons futiles. C'est la lutte implacable pour le partage du globe, pour la propriété nationale. La guerre fut une étape historique, comme le capitalisme, comme la période zoologique dont elle est la manifestation.

L'Internationalisation du globe — en commençant par

les grandes routes mondiales — est le seul moyen de résoudre radicalement les problèmes et les difficultés d'ordre international qui, sans la solution internationaliste, amèneront très prochainement de nouveaux massacres, encore plus atroces que la guerre de 1914-1918.

Le Communisme intégral combattra *l'esclavage politique économique et moral* des femmes. Il dévoilera impitoyablement la honte et les misères de la famille capitaliste, la *Capitalisation des femmes* par toutes les formes de prostitution et d'amour vénal. Il préconisera l'émancipation intégrale de l'esprit et de la matière qui ne doivent connaître d'autres lois que celles de la nature, du bon goût et de l'égalité, sans soumission, ni humiliation de l'un des deux sexes.

Le Vieux Monde s'écroule. Avec lui doivent tomber tous les préjugés, tous les mensonges, toutes les hypocrisies d'ordre moral et intellectuel. L'Hercule prolétarien doit entreprendre le nettoyage à fond de toutes les écuries capitalistes. Il s'agit de purifier l'air qui nous empoisonne tous.

Nous appelons à nous tous les prolétaires, hommes et femmes et tous ceux qui se placent sur ce terrain, les représentants de toutes les nations et de toutes les races, pour combattre *par tous les moyens* le régime qui, en continuant son œuvre de décadence et de ruine, menace de noyer l'humanité dans un nouveau déluge de sang et de larmes. Nous ne transigerons pas sur les principes — sur la nécessité de la destruction fondamentale et rapide de *toutes* les bases de la vieille société capitaliste en faillite. Cette destruction ne saurait se faire que par la dictature révolutionnaire des producteurs — ouvriers et paysans — organisés en parti de classe.

Mais la discussion est largement ouverte entre Communistes, partisans de l'adhésion immédiate et totale à l'Internationale Communiste, sur les moyens secondaires de combat contre le régime existant. La liberté de discussion est la garantie de l'*Unité Communiste* que nous défendrons énergiquement.

Communistes de tous les pays, unissez-vous!

Vive la Révolution communiste mondiale!

Charles RAPPOPORT.

Thèses et Directives

1° La Deuxième Internationale n'a pas combattu, malgré la décision formelle du congrès d'Amsterdam (1904), le révisionnisme et le réformisme. Elle n'a pas suffisamment soutenu et développé, malgré cette même décision qui est formelle, le caractère d'opposition et de révolution des Partis socialistes affiliés ;

2° Les conséquences en ont été désastreuses. Sous prétexte de défense nationale, les trois sections les plus importantes de la deuxième internationale — les sections allemande, française et le Labour Party d'Angleterre — ont violé formellement la lettre et l'esprit du pacte d'Amsterdam, qui ne pouvait et ne devait être modifié qu'internationalement ; les sections ont conclu l'union dite sacrée avec les ennemis du prolétariat, voté les crédits militaires et participé au pouvoir capitaliste. Elles ont formé, avec la bourgeoisie réactionnaire, de toutes leurs forces au massacre mondial et à la ruine de l'Europe.

3° La deuxième internationale dans les sections précitées, aussi bien que dans la section belge, a formellement violé la résolution du Congrès de Stuttgart (1908), qui fait un devoir à toutes les sections, en cas de déclaration de guerre de hâter par tous les moyens, la fin du massacre et de profiter de la guerre pour accomplir la révolution sociale. Elle a partagé le pouvoir avec la bourgeoisie et poussé le monde à la guerre à outrance. La section belge continue cette tactique anti-socialiste, en participant au pouvoir capitaliste et réactionnaire. D'autres Sections, en Suède, en Danemark, en Tchéco-Slovaquie, en Autriche, suivent le même exemple.

4° Seules, dans les pays belligérants, la section italienne et la section russe, sont du commencement jusqu'à la fin, restées fidèles aux décisions des congrès internationaux, en repoussant les crédits militaires et en combattant énergiquement la folie nationaliste.

5° Une partie de la section russe, dite bolchevique, a fait plus. Elle a profité de la guerre pour accomplir, la première dans l'histoire, une grande révolution sociale, en conquérant au prolétariat tout le pouvoir, pour commencer la réalisation intégrale du Communisme. La révolution communiste d'octobre 1917, combat héroïquement, comme sentinelle avancée de la révolution mondiale, contre la réaction capitaliste mondiale.

6° Le caractère anti-socialiste de l'opportunisme, alias réformisme, alias révisionnisme, s'est manifesté clairement dans l'appui plus ou moins masqué qu'il prête dans tous les pays

capitalistes, aux ennemis de la classe ouvrière en les aidant à calomnier et à combattre ouvertement la révolution sociale russe, et à massacrer les éléments les plus ardents de l'avant-garde ouvrière communiste.

7° La guerre a ruiné l'Europe et créé partout une situation révolutionnaire. Seule la révolution sociale, internationale, peut sauver le monde d'une destruction complète, résultant de nouvelles guerres et de la gestion ruineuse, financière et économique de la société actuelle.

8° Il résulte de cette constatation de fait que le parti socialiste ne peut pas ajourner sa préparation systématique et méthodique de la révolution sociale, sous prétexte de misère et d'une situation économique défavorable ; car la continuation du régime capitaliste, non seulement n'améliore pas la situation, mais l'aggrave tous les jours.

9° Pour hâter la venue de la révolution sociale, les communistes de tous les pays se servent de tous les moyens propres à intensifier la propagande d'action révolutionnaire (Parti socialiste, organisations syndicales et coopératives, écoles et cercles d'études socialistes, parlements, associations de toutes sortes).

10° Les communistes de tous les pays déclarent la deuxième Internationale déchue de son titre socialiste, révolutionnaire et internationaliste.

11° Ils agissent par tous les moyens, usent de leur droit de critique et de propagande pour travailler dans l'intérieur de leurs organisations, par la presse et par les réunions, à l'édifier et à faire vivre la troisième internationale communiste et révolutionnaire.

12° Les communistes de tous les pays sont partisans de la dictature révolutionnaire des ouvriers et des paysans. Ils adoptent le système des conseils des travailleurs, comme organes directeurs de la révolution.

13° Cette dictature prolétarienne est provisoire, jusqu'à l'extinction des classes privilégiées et aboutira à la gestion des affaires publiques, par l'assemblée élue des producteurs des deux sexes et sans distinction d'origine.

14° Seul, le système communiste, avec le travail obligatoire pour tous les membres valides de la société, sur la base de la propriété communiste, assurera le gouvernement de tous par tous et au profit de tous, sans privilège d'aucune sorte, sans iniquité et sans gaspillage des forces naturelles et humaines. Seul, ce système réalisera la règle de la liberté effective par l'abolition des classes sociales et par la paix assurée dans le monde.

MOYENS D'ACTION

1° Action sous toutes les formes dans toutes les organisations pour propager et réaliser les thèses ci-dessus.

2° Formation des partis communistes partout où l'action dans les organisations actuelles est devenue impossible pour accomplir la fondation définitive de la Troisième internationale Communiste.

4° Appui actif à tous les mouvements révolutionnaires de tous les pays afin de hâter la venue de la société communiste.

Aux Soviets Russes vainqueurs

Au camarade Trotzky.

« On n'aime pas les missionnaires armés. »

ROBESPIERRE.

Plus de maux que le ciel n'en pourrait conjurer.
 Plus de pleurs qu'on n'en peut pleurer...
 La Misère et sa sœur jumelle : la Famine,
 Et la Mort : leur fidèle aînée,
 Et la Calomnie assassine
 Assiégeant sur le steppe, aux champs, dans les cités,
 L'innocence où la mère et l'enfant sont mêlés,
 Les vieux où l'âge humain s'appauvrit et décline,
 Le paysan, maître, enfin, de son blé,
 Et l'ouvrier qui vient de conquérir l'usine...

Vous rappelez la Paix. Et c'eût été le Pain
 Libre, abondant, pétri d'espoir tendre et divin,
 Pour tout un peuple ardent à redimer les peuples.
 Mais c'est encor notre destin :
 Que l'innombrable effort des fous et des aveugles
 Menés, trompés, soumis par le Riche enivré,
 Porte la nuit partout où l'Amour s'est montré.

Soudards, scribes vendus, et tous les mercenaires
 Du lucre, du négoce ou du banal honneur,
 — Qui faisant son devoir, qui faisant ses affaires, —
 Vous pressaient dans la double étreinte meurtrière
 De leurs crimes et de leur peur.

Ils armaient leurs fureurs, affinaient leurs outrages,
 Pour, dans votre cadavre immense, anéantir
 La Révolution, qui donne à vos ouvrages
 Les vertus où l'on voit se former l'avenir.

Vos suprêmes espoirs volaient comme des feuilles.
 Et miracle c'était que vous eussiez vécu
 Quand la terre n'est plus, sous le ciel qui s'endeuille,
 Qu'une plaie infinie...

Or, vous avez vaincu.

Vous avez dénoué la monstrueuse étreinte
 Où mouraient avec vous nos jeunes libertés...
 Et contre vos bourreaux, enragés de leur crainte,
 Tout l'Orient s'éveille à votre nouveauté...

..

...Et, maintenant, vainqueurs, triomphez de vous-mêmes !
 La victoire guerrière où l'on vous a réduits,
 Il vous faut, dans le grand silence et dans la nuit,
 En éteindre l'orgueil, l'ivresse et les blasphèmes.

Il vous faut rappeler à vous la vérité
 Qui, dans toute victoire où dominant les armes,
 Nous découvre une source éternelle de larmes
 Et la perte de ceux qu'elle a trop exaltés,

Hommes où le Messie est né, qu'il vous suffise
 D'avoir mis le Travail malheureux dans ses droits
 Et de montrer sans feinte une terre promise
 Aux peuples qu'abusaient leurs horizons étroits.

Laissez à vos vaincus la gloire militaire :
Ce rut de la Bêtise ! Et ne reformez pas,
Quand la paix couvrira vos œuvres et vos terres,
Le troupeau furieux et morne des soldats.

Détestez vos exploits. Plaignez vos sacrifices.
Et n'interprétez point le sommeil de vos morts.
Car, même si le droit le rend juste et propice,
Un triomphe qui tue est mêlé de remords.

Lacérez vos drapeaux, et faites-en litière
A tout ce qui répare : à l'Esprit, au Travail.
Suscitez l'homme libre et meilleur du bétail
Dont on fit les héros qui sont au cimetière.

Dépouillez tout éclat que le sang a souillé.
N'élevez point ces arcs où la guerre s'obstine.
Et que la seule croix remise à vos poitrines
Soit la croix rédemptrice où naquit la Pitié.

Ceux qui vous assiégeaient vont, un jour vous élire.
Mais si, pour vous fêter, vous les voyez levés,
Méprisez-les assez tendrement pour leur dire :
« Frères, nous vous avouons moins vaincus que sauvés ».

Ainsi, vainqueurs de tous et de votre victoire,
Et pardonnant autant que vous fûtes haïs,
Vous serez, clair et seul, le peuple expiatoire
Qui déclara l'amour à tous ses ennemis.

GEORGES PIOCH.

3 février 1920.

La Révolution Russe⁽¹⁾

J'étais, les dernières semaines, de toute mon âme à Pétrograd. Une barrière me sépare de Pétrograd et je m'y cramponne. Je m'efforçais de traverser cette barrière et de m'approcher, à travers les nuages, de mes frères de Pétrograd. Ce que j'avais à dire, je ne pouvais le crier que là-bas dans le feu du combat ; je n'avais de paroles que pour les ouvriers russes de Pétrograd, pas pour les spectateurs de l'Europe.

Voici quelques années, en 1917, j'étais dans la montagne, je descendais deux fois par jour à la poste, à travers la neige, pour chercher les journaux. Ils me semblaient écrits avec du sang. Je voyais chaque homme qui tombait sur le champ de bataille. Et lorsque je lisais la presse socialiste qui « informait » et « commentait », une vague de haine remplissait mon cœur. Des hommes discutant la mort de leurs proches ! S'ils ne pouvaient l'empêcher, s'ils ne pouvaient se jeter sous les roues des canons lancés au galop, que ne criaient-ils à pleine voix ! Et quand je pensais aux ouvriers des villes et des usines qui jour et nuit fabriquaient des instruments de meurtre, contents de ne pas être au front, je les exécrais. Et je les haïssais encore davantage en les voyant contempler stupidement de quelle façon on leur forgeait des nouvelles chaînes — c'était au moment de la discussion de la loi sur le service auxiliaire au Reichstag — et la façon « catégorique » dont protestaient ces bons indépendants. Bien des soirs nous restions muets, là-haut, avec au cœur cette haine, née du sang répandu sur les champs de bataille grâce à la fumée des usines ; et pendant des semaines je m'appliquais à transformer en pensées les sentiments qui m'envahissaient, je m'usais les doigts à écrire, ma colère s'apaisait, et je me demandais finalement : comment peux-tu chercher à évaluer la pression qui serait nécessaire pour faire sortir la mer de ses rives ? Et à cet instant même où j'écris, disparaissent le désespoir et la haine qui me prenaient lorsque je lisais votre presse des temps derniers et surtout la presse communiste.

Cette haine est prête à s'éveiller encore ; elle me prenait tout le jour lorsque je lisais comment vous contiez la lutte pour Pétrograd, comment vous la « commentiez », lorsque je n'entendais ni le moindre cri sortir d'aucune poitrine, ni un hymne jaillir d'aucun cœur.

Lorsque je lisais comment la presse « renseigne » sur la lutte

(1) Ecrit en prison, en Allemagne, sous la forme d'une lettre adressée aux Communistes.
N. D. L. R.

de Pétrograd, comment elle vous la dépeint, sans qu'aucun cri sorte d'aucune poitrine, sans qu'un hymne ne jaillisse d'aucun cœur.

Quand je pense à Pétrograd, mon sang afflue au cœur et je voudrais être là pour m'y faire enterrer, s'il était nécessaire, avec nos camarades. Je suis lié à cette ville comme un enfant à sa mère qui se tient à son chevet et qui ne peut rien faire d'autre que de la regarder se débattre entre la vie et la mort. Je me suis trouvé un jour dans Pétrograd à l'agonie et de nouveau je suis condamné à attendre en tremblant au loin le jour qui m'apportera la nouvelle de sa mort ; condamné à répandre des larmes sur sa dépouille superbe, et à la porter au tombeau, pour la voir surgir de nouveau dans un transport d'allégresse.

Ce sont les ouvriers de Pétrograd qui ont osé prendre en mains le pouvoir. Nul d'entre vous ne sait ce que cela signifie. Etre esclave, battu, maltraité, entraîné dans la guerre, subir les plus grandes humiliations, voir s'effondrer et se lever le monde bourgeois, et déclarer parmi les ruines, en plein tremblement de terre : « C'est mon œuvre, je vais réorganiser le monde. » Voilà ce qu'ont accompli les ouvriers de Pétrograd malgré tous les sceptiques. Les neuf dixièmes des intellectuels du Parti, les meilleurs, Zinovieff, Kamenev, Rykov, Noguive s'opposaient à Lénine, lorsque, dans sa fougue il déclara : « Le moment est venu ! » Ils frémissaient alors. Ils envisageaient les difficultés de la dictature du prolétariat. Mais lorsque arriva l'heure et qu'ils virent le prolétariat complètement abandonné de tout ce qui constitue l'éducation et la culture, soutenu seulement par les lourdes masses paysannes menacées de retomber demain dans la barbarie du moyen âge, alors ils reculèrent d'effroi. Ce furent les ouvriers qui se placèrent résolument derrière Lénine ; et non seulement l'élite des ouvriers de Pétrograd, mais le personnel des fabriques et des ateliers. L'une après l'autre : « C'est nous qui créons ; nous créons un nouveau monde ».

Il faut s'être complètement assimilé l'histoire de l'humanité et celle de ceux qui combattaient pour le communisme, pour lutter jusqu'à la mort. Je conserverai à jamais le souvenir de ce mois de novembre 1917.

J'ai vécu de loin les mois du début avec l'angoisse du spectateur. Lorsqu'en juillet les camarades furent emmenés comme des espions sur des camions automobiles, lorsque Lénine était contraint de se cacher, que nous tremblions pour sa vie et que nous étions arrêtés sur son ordre et sur celui du Comité Central, je me demandais : « Que vont dire les ouvriers de Pétrograd ? »

Toute la presse apportait la preuve que nous étions des espions allemands. Notre imprimerie fut saccagée. Gorki n'avait plus le courage de démentir ces mensonges et de déclarer que Lénine ne pouvait être un espion de l'Allemagne. Il réclamait des preuves.

Gorki, qui pendant des années avait avec amour et respect, pris le vieux pour modèle, n'osait pas se déclarer pour Lénine. Puis, arriva le journal d'Helsingfors « Huftustadtbladet », j'épelai, dictionnaire en main, les informations sur les résolutions des fabriques. Les ouvriers de Pétrograd tenaient dur comme fer et ne vacillaient pas, malgré les canonnades. Lorsqu'ils prirent le pouvoir dans la nuit du 7 novembre, avec la décision d'un homme mûr et l'enthousiasme d'un éphèbe, commencèrent à parvenir les nouvelles que Kerenski marchait sur Pétrograd avec les troupes du front, qu'il avait pris la ville, que les ouvriers se défendaient dans Wassili-Ostrow. Puis, de nouveau, les jours et les nuits passèrent et nous nous demandions en tremblant s'ils n'avaient pas succombé. J'allai à Pétrograd sans savoir si la frontière était entre nos mains. Et, durant le long trajet à travers la Finlande, je recevais les nouvelles les plus terribles sur la scission du Parti et sur le chaos général. C'est en tremblant que je lus avec avidité les journaux à Bielo-Ostrow. C'étaient tous des organes de la bourgeoisie. Vous pouvez vous figurer ce qu'ils contenaient. Il était à peu près dix heures du matin lorsque le train entra à Pétrograd. Le soleil dissipait les nuages. Je me penchai à la fenêtre (collé à la vitre). Une mer de maisons enveloppée dans une lumière grise. Nous approchions de la gare finnoise. Nous traversons une place. Je regarde, je regarde et la joie éclate en moi. Par rangs de file les ouvriers de Pétrograd font l'exercice, le fusil à la main. *La première armée d'ouvriers qui porte les armes, non pour le capitalisme, mais pour la classe ouvrière.*

Vous pouvez vous imaginer que le désordre existait partout dans les premiers temps. Sabotage des intellectuels, nécessité de détruire toute la mécanique de l'Etat, manque d'apprentissage, lutte pour l'élargissement de la base. Moi aussi, qui sortais de « l'ordre » régnant chez les neutres, malgré toute ma conviction théorique de la nécessité du pas qui venait d'être accompli, je me trouvais sous le coup d'une impression fort dure.

Lénine se mit à rire cordialement lorsque je lui exprimai mes sentiments : « Oui, dit-il, ça craque partout ici, mais nous en sortirons. Quittez Smolny (le siège des soviets) et allez à Wasilli Ostrow auprès des ouvriers ; vous y prendrez des forces ». J'allai dans les fabriques ; j'assistai aux séances des conseils d'ou-

vriers, des comités de districts et à celles du tribunal du peuple qui commençait à siéger et au cours de laquelle chaque spectateur pouvait accuser et défendre les inculpés (voleurs, vagabonds et tout le rebut de la boue capitaliste). J'écoutais ce qui se disait dans les rues, et ma confiance s'accrut. Car, à travers ce chaos, je voyais se dresser de nouveaux piliers et apparaître hors de ces ruines et de cette pourriture une nouvelle vie, un ordre nouveau ainsi que les architectes de cette vie nouvelle.

Lorsque, quelques semaines plus tard, je voulus aller à Brest-Litowsk, je trouvai la gare prise presque d'assaut par une foule de petits bourgeois, de paysans et de soldats. Tous voulaient partir en raison de l'approche des fêtes de Noël. Il n'y avait que quelques trains. Les gardes rouges devaient les refouler à coups de crosse. J'étais à la fenêtre de notre train spécial. C'était un train du tsar avec tout son luxe et la foule le considérait mi-ennemieuse et mi-respectueuse, sans vouloir le prendre d'assaut, parce qu'ils avaient entendu dire que c'était le train de la délégation de la paix. Je remarquais une profonde anxiété dans les yeux de nombreux camarades qui semblaient se demander : « Quelle paix pouvons-nous obtenir dans de telles conditions militaires. Ici la désorganisation complète et là-bas l'organisation allemande ». Nous gardâmes le silence pendant tout le trajet. Lorsque nous eûmes franchi nos tranchées abandonnées et pénétrâmes dans les allemandes, propres, bien ordonnées, gardées à chaque tournant par un factionnaire silencieux, je retrouvai dans le silence de mes camarades la question : Que sortira-t-il de tout cela ? Nous montâmes dans le train allemand qui nous attendait. Un peu avant le dîner, je restai seul avec Trotzky : « Malgré tout, lui dis-je à voix basse, nous vaincrons quoique puissent nous apporter les prochaines semaines ». « Oui » répondit-il d'une voix ferme et calme. Nous avions dans l'âme l'image de la vie nouvelle ; nous savions qu'elle pouvait être momentanément dominée, mais qu'elle est là et ne disparaîtra plus. C'est ce que nous a montré l'ouvrier à Pétrograd.

C'est sur lui qu'a été basée notre politique à Brest. Lorsque nous sommes rentrés sans avoir signé la paix, et bien que sachant que dans quelques jours nous serions forcés d'en signer une encore plus mauvaise, les ouvriers nous comprirent. Ils comprenaient que nous devions montrer au monde que nous ne signions une telle paix que sous la menace du revolver. Mais en même temps ils se prononçaient pour la conclusion de la paix : « Nous ne pouvons pas combattre maintenant ». Lénine, cette tête froide partageait cette opinion : « La lutte est maintenant impossible ; elle ne sera possible qu'après que nous aurons posé

les fondements de la nouvelle vie. Donc, la paix à tout prix, si elle nous donne la possibilité de travailler pendant quelques mois ». Nous, les plus jeunes, Boucharine, Obolenski, Lomoff, Smyrnoff (parmi les vieux Uritzky, le professeur Pokrovsky) nous ne pouvions pas nous résoudre à capituler devant l'ennemi extérieur au moment de notre victoire sur celui de l'intérieur ; nous ne pouvions pas nous retirer de la grande offensive. (L'art le plus grand est celui de la retraite. Nous l'avons appris plus tard et ce sera la plus grande gloire de Lénine, dans l'histoire, de l'avoir compris le premier.) Nous masquions notre incapacité sentimentale à capituler avec de grands plans stratégiques : transfert du gouvernement derrière la Volga ; laisser l'impérialisme allemand se saigner à blanc dans sa lutte contre le prolétariat de la Russie du Centre pour reconstituer la Russie Centrale de l'Oural. Mais nous prêchions à des sourds. Non seulement les masses ouvrières qui aspiraient à la paix, mais leurs éléments de première ligne nous déclaraient : « Non ; nous lutterons si les Allemands nous refusent toute paix, mais s'il nous reste une chance sur cent d'obtenir la paix, nous devons nous en servir ». L'attaque allemande commença ; la deuxième délégation de paix se rendit à Brest pour signer la paix sous la menace des canons. Nous ne savions pas si les Allemands l'accorderaient. Quand arriva l'annonce de l'offensive allemande, toutes les sirènes des fabriques de Pétrograd sifflèrent. Le Comité de Pétrograd décida d'exiger du gouvernement son départ de Pétrograd, mais de défendre la ville jusqu'à la dernière goutte de sang. Il vota la résolution de se défendre.

Alors, vinrent des jours et des nuits inoubliables, où sous la conduite de ces mêmes ouvriers qui s'étaient prononcés pour la paix à tout prix, les fabriques envoyèrent leurs hommes et leurs femmes les meilleurs au front, contre Bkow. La première nuit, l'institut Smolny fut envahi par les délégués des Conseils de Districts. C'est un souvenir que n'oubliera aucun de ceux qui ont vécu ces heures. Jour et nuit les préparatifs de combat se poursuivaient et, si les Allemands n'avaient pas conclu la paix, ils avaient dû conquérir Pétrograd rue par rue. L'armée de paysans démobilisée et démoralisée fuyait devant eux. Les contingents ouvriers, provisoirement constitués, ne pouvaient en rase campagne opposer aucune résistance aux Allemands ; mais à Pétrograd nous préparions une bataille comme les Allemands n'en avaient encore eue ou vue aucune. Les ponts, les arsenaux étaient minés ; la ville divisée en quartiers qui auraient dû être enlevés les uns après les autres. « Ils devront les prendre maison par maison » me disait Uritzky au cours d'une nuit de garde

passée au Comité de défense ; ce cher Uritzky, cet ami calme que l'été dernier, la balle d'un contre-révolutionnaire « socialiste » avait abattu à Pétrograd. « Rue par rue » disait Swerdlow, président du Comité Central des soviets. J'étais allongé sur la table et regardais les deux hommes : Uritzky, l'adversaire de la conclusion de la paix et Swerdlow, l'un des plus influents défenseurs de cette nécessité. Et je riais intérieurement en pensant que j'avais une égale confiance en tous les deux et que j'avais la certitude que Iaschka Swerdlow persévérerait avec nous à Pétersbourg jusqu'à la fin. Aujourd'hui Swerdlow est mort également. Il discute peut-être, parmi les bienheureux, avec Uritzky pour savoir qui alors était dans le vrai. Oui, cher Iaschka, c'était important alors, mais ce ne l'est plus aujourd'hui. *L'important est maintenant que nous qui vivons encore et combattons, nous conservions présente à l'esprit, tant que nous vivrons et serons forcés de combattre, notre image et celle du prolétariat inébranlable de Pétrograd.*

Lorsque la paix fut conclue, je dus quitter Pétrograd. Il était difficile de sortir du Gouvernement (c'est-à-dire des milliers des meilleurs camarades) de cette « ville morte ». On l'appelait ainsi, parce qu'elle avait été abandonnée lorsqu'elle était sous la menace de l'ennemi et d'un ravitaillement si difficile. Il est dur de se séparer de Pétrograd. Le travail monstre, non seulement de Pétrograd, mais encore de tout le grand quartier ouest, se trouvait presque exclusivement aux mains des ouvriers. Neuf sur dix des commissaires de la Commune de Pétrograd étaient des ouvriers. Après que Uritzky fut tombé, Zinonoeff fut presque le seul intellectuel de marque restant à ce poste périlleux. Et quel travail ils eurent à fournir ! Parmi les tâches les plus difficiles, le ravitaillement de la ville qui manquait de pain ; les grandes fabriques de munitions, d'autres qui ne pouvaient se transporter en un clin d'œil ; et dix mille intellectuels hostiles, crevant de faim et une armée de créatures de l'Allemagne et de l'Entente. Et ils tinrent le coup. Il y avait des semaines où l'on n'avait pas le moindre morceau de pain et où l'on se partageait des morceaux de harengs ou des raisins secs. La bande des Mencheviks qui, sous le gouvernement capitaliste de Kerensky, prêchaient le calme, commencèrent une furieuse propagande : « Un beau gouvernement ouvrier qui vous fait crever de faim ». Et ils arrivaient à faire flancher les masses affamées. Mais l'avant-garde des ouvriers tenait ferme comme un mur. Ils firent le nécessaire : Ils prirent les braillards au collet, luttèrent comme des lions dans les fabriques contre les flanchards, organisèrent les premiers bataillons qui allèrent de village en village chercher du pain. Et ils eurent encore la force, lors-

qu'éclata le soulèvement tchéco-slovaque et que l'armée rouge alors seulement en formation, essayait défaite sur défaite, d'envoyer des milliers et milliers d'ouvriers pétersbourgeois au front qui réparaient la casse. Lorsque, en août 1918, Bela Kun rentra du front de l'Oural, il me dit : « Les meilleurs soldats, ce sont les ouvriers de Pétrograd ».

Et en même temps qu'ils menaient cette lutte contre la faim, contre les tchécoslovaques, contre le choléra, ils accomplissaient un travail d'instruction qui n'a pas son pareil : il faut avoir vu comment ils se sont occupés de l'enfance, comment ils ont organisé la première université paysanne, quel parti ils ont tiré des théâtres, pour savoir ce qu'est Pétrograd.

En août 1918 je dus traverser Pétrograd. Le choléra ravageait alors la ville épuisée. Ils ont rendu la ville plus propre qu'elle n'avait jamais été, et ce sont des milliers de volontaires qui ont assuré ce service. Je la parcourais en tous sens, plein d'admiration pour les pétersbourgeois. Je me mis à table à Smolny avec tous les commissaires ; ces puissants du jour ne recevaient pas plus d'un morceau de sucre pour leur thé. Quand je leur parlai des perspectives d'avenir, ils étaient tous pleins de confiance. Tant que nous ne serons pas encerclés par des troupes de l'Allemagne et de l'Entente, nous tiendrons, déclaraient ces hommes aux vêtements de cuir et aux cœurs d'acier.

Maintenant, ils luttent contre les tanks britanniques et les canons de la grande flotte. Et je suis là, sans pouvoir comprendre comment il se peut qu'aucun ouvrier en Europe ne se lève pour crier : « Aux armes ! Pétrograd en danger ! »...

KARL RADEK.

Liebknecht et Rosa Luxemburg

(Discours prononcé à la séance du Soviet de Pétrograd, le 13 janvier 1919).

Nous avons subi une grande, ou plutôt deux grandes pertes. Deux chefs sont arrachés de nos rangs, dont les noms sont inscrits au grand livre de la révolution prolétarienne : Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Le nom de Karl Liebknecht a acquis une renommée mondiale depuis les premiers mois de la terrible boucherie.

Dans les premières semaines, quand le militarisme allemand fêtait ses premières victoires, les premières orgies sanglantes, dans ces premiers mois, où les régiments allemands marchaient à travers la Belgique, s'élançant par-dessus les forteresses belges, et alors qu'il semblait que les canons de 420 mm. de Guillaume subjugueraient tout le restant du monde, dans ces semaines et ces mois, quand la social-démocratie officielle allemande, avec Scheidemann et Ebert, à sa tête, était à genoux devant le capitalisme et le militarisme allemand, auxquels — comme il semblait alors, tout se soumettait : la paix extérieure ; la France avec le nord occupé par les Allemands, comme la paix intérieure ; non seulement les junkers allemands, la bourgeoisie allemande, mais aussi le parti ouvrier officiel, dans ces heures sombres et tragiques, une voix de protestation se faisait entendre en Allemagne, celle de Karl Liebknecht.

Elle eut un retentissement dans le monde entier. En France, où l'esprit des grandes masses des travailleurs était sous l'impression de l'occupation allemande ; en France, où les cercles dirigeants, des social-patriotes français donnaient comme prétexte la nécessité de poursuivre la guerre à outrance, que tout le peuple en Allemagne voulait prendre Paris d'assaut, la bourgeoisie française même, déclarait que Liebknecht était la seule exception.

En vérité, il n'était déjà plus seul, car la courageuse Rosa Luxemburg travaillait avec lui la main dans la main.

L'impuissance du parlementarisme bourgeois allemand ne lui donnait pas la possibilité d'élever sa protestation de la tribune parlementaire, comme l'a fait Karl Liebknecht. Il faut rappeler encore les éléments plus conscients du prolétariat allemand, où la parole et la pensée de Rosa Luxemburg ont produit leur puissant effet. Ces deux personnes, ces deux camarades se complétaient l'un l'autre et marchaient bravement vers le but commun.

Karl Liebknecht était le type le plus pur et le plus accompli du révolutionnaire inflexible. Une série de légendes s'est formée autour de lui, déformant sa personnalité comme il s'est produit chez nous, pendant la période bourgeoise.

Karl Liebknecht était, certes, aussi dans la vie privée, toute bonté et fraternité. On peut dire qu'il était d'une douceur féminine au meilleur sens du mot, mais il possédait avec cette douceur une rare volonté révolutionnaire, capable de combattre pour la vérité jusqu'à la dernière goutte de sang. Il l'a prouvé, quand il élevait la voix contre tous les représentants de la bourgeoisie et de la social-démocratie traître du « Reichstag », où toute l'atmosphère était empestée de chauvinisme venimeux. Il l'a prouvé quand, soldat, il élevait publiquement sur la place de Postdam, à Berlin, le drapeau de la révolte et de l'émeute contre les Hohenzollern et contre le militarisme bourgeois.

Il fut arrêté, mais le bain n'a pu briser sa volonté, et, libéré par la révolution de novembre, Liebknecht se plaçait au premier rang des meilleurs combattants de la classe ouvrière allemande.

Rosa Luxemburg, de petite taille, délicate et malade, fut étonnante de courage, de profondeur et de force de pensée.

J'ai déjà dit, que ces deux chefs se complétaient. Si l'inflexible révolutionnaire Liebknecht était d'une douceur féminine, cette femme délicate avait une vigueur extraordinaire dans sa pensée. Ferdinand Lasalle parlait une fois de

la force physique de la pensée, de sa force de tension, quand elle surmonte par sa pression et son impétuosité les obstacles physiques et matériels. Nous avons cette même impression quand Rosa Luxemburg parlait, de la tribune, contre ses ennemis ; et elle avait beaucoup d'ennemis. Avec sa petite taille fragile elle conquérait un auditoire nombreux et qui, au début, lui avait été hostile.

Elle pouvait imposer silence par sa logique à son adversaire le plus acharné, particulièrement si ses paroles arrivaient aux grandes masses populaires.

A peine Liebknecht avait-il quitté la prison, qu'ils se sont donnés la main et, ensemble, ils marchaient dans les premiers rangs, à la tête de la classe ouvrière et... tout ce qu'il y avait de lumineux dans la révolution prolétarienne, de noble et de conscient dans cette classe. Et, sur ce chemin, le coup perfide les atteignit tous les deux le même jour.

La réaction n'aurait pu choisir de victimes plus dignes et des ennemis plus dangereux.

Cette réaction était personnifiée par ceux qui, autrefois, étaient les chefs de la classe ouvrière, Scheidemann et Ebert, dont les noms resteront inscrits dans le livre du mouvement ouvrier du monde entier et de la révolution mondiale, comme les noms des auteurs responsables de cet assassinat perfide.

Sans doute, nous avons reçu un communiqué officiel allemand, qui représente l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxemburg comme un « malentendu » provoqué par la négligence... de la surveillance militaire et par l'attaque des ennemis du parti communiste contre les chefs de ce dernier. Même, on avait commencé une enquête judiciaire...

Nous savons trop bien comment la réaction prépare des attaques spontanées de ce genre. Nous nous rappelons distinctement très bien les journées de juillet que nous avons vécues dans les rues de Pétrograd : nous nous rappelons comment les groupes et les bandes des « Cent noirs », levés par Kerensky et Tseretelli pour le combat contre les Bolchevistes, pillaient, d'après un plan concerté, les ouvriers,

comment ils frappaient leurs chefs, et comme ils fusillaient et poignardaient des ouvriers isolés dans les rues.

Les noms de ces ouvriers, comme par exemple Woinow, sont encore présents à la mémoire de tous. Si, alors là, Lénine et Sinoviev nous ont été conservés, ce n'est que parce qu'ils ne sont pas tombés dans les mains de ces bandes furieuses. Ils se trouvaient alors des gens, parmi les Mencheviks et socialistes révolutionnaires, qui prétendaient qu'on accusait Lénine et Sinoviev d'être des espions allemands, et que Lénine et Sinoviev, quoiqu'ils peuvent avec facilité prouver la fragilité de cette accusation, ne voulaient pas paraître devant la justice. C'est cela qu'on n'a pas voulu leur pardonner.

Devant quelle justice?... Devant le tribunal, en route vers lequel Lénine et Sinoviev auraient essayé de s'enfuir « comme l'a fait Liebknecht », c'est-à-dire, on les aurait fusillés et puis on aurait déclaré officiellement, qu'essayant de s'enfuir, ils avaient été fusillés par la garde militaire...

Non, maintenant, après les terribles expériences de Berlin, nous avons toutes raisons d'être satisfaits que ni Lénine ni Sinoviev ne se soient présentés devant la justice perfide du gouvernement bourgeois.

Quelle douleur! Quelle trahison! Les véritables chefs du parti communiste ne sont plus! Nos grands frères ne sont plus! Et leurs assassins se placent sous le drapeau du parti social-démocrate, qui a l'insolence de se considérer comme le successeur de Karl Marx.

Imaginez-vous, Camarades, que le parti qui, déjà dans les premiers jours de la guerre avait vendu les intérêts de la classe ouvrière, qui soutenait le militarisme allemand et approuva la destruction de la Belgique : que le parti, dont les chefs nous livraient au militarisme allemand ennemi pendant la paix de Brest, que ces chefs, Scheidemann et Ebert, s'appellent toujours des marxistes et qu'ils organisent des bandes noires, qui assassinent les héros de l'Internationale : Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Nous voyons que la même déformation historique a été commise vers le Christianisme... Est-ce que la doctrine

chrétienne du Nouveau Testament, qui, au commencement était la doctrine des pécheurs, des esclaves, des ouvriers opprimés par une société fondée sur l'esclavage, est-ce que cette doctrine des pauvres n'a pas été usurpée plus tard par le monopole de la richesse, par les rois, par les évêques, par les patriarches et par le pape romain?...

Sans doute, y a-t-il entre la véritable doctrine du Christianisme primitif, comme elle était sortie de la conscience populaire et de la conscience des masses, et entre le catholicisme officiel et la religion orthodoxe officielle, le même abîme qu'entre la doctrine de Marx, qui représente le plus haut degré de la pensée et du sentiment révolutionnaire, et entre les débris des sentiments et pensées bourgeoises, avec l'aide desquelles les Scheidemann et les Ebert de tous pays prolongent leurs existences et avec lesquels ils trafiquent?...

Mais je ne doute pas, camarades, que ces horribles crimes soient les derniers sur la liste des Scheidemann et des Ebert ! Le prolétariat allemand avait beaucoup à souffrir de ceux qui, par une révolution historique se trouvent placés à sa tête, mais cet événement ne passera pas sans laisser trace. Le sang de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg crie vengeance, ce sang fera parler les pierres de Berlin et les pierres de la place de Postdam, sur laquelle Karl Liebknecht levait pour la première fois le drapeau de la révolte contre les Hohenzollern. Et, sans doute, de nouvelles barricades s'élèveront de ces pierres contre les laquais et les chiens de garde les plus sûrs de la société bourgeoise, contre les Scheidemanns et les Eberts !

Maintenant, Scheidemann et Ebert ont réprimé le mouvement de Spartacus à Berlin, ils ont tué deux des meilleurs chefs de ce mouvement, peut-être qu'ils fêtent aujourd'hui la victoire, mais il n'y a pas de victoire, car il n'y a pas eu de combat franc, loyal et véritable. Le prolétariat allemand ne s'est pas encore levé pour conquérir le pouvoir politique. Ce n'était qu'une puissante reconnaissance, qu'une ronde de patrouilles dans le camp ennemi, ce n'était qu'une escarmouche, mais ce n'était pas une bataille. Et le prolétariat

allemand avait besoin de cette reconnaissance, comme nous en avons eu besoin dans les journées de juillet.

Vous connaissez la marche des événements et leur logique intime. Les masses populaires renversèrent fin février (vieux style), le vieux trône des tsars, et, pendant les premières semaines, on voyait que la chose principale avait déjà été faite. Des hommes nouveaux sont venus des partis, qui n'avaient jamais eu le pouvoir, et, pendant le premier temps, ces gens jouissaient de la confiance ou de la mi-confiance des larges masses ouvrières.

Cependant, Pétrograd marchait à la tête, comme il convient à cette ville, et, en juillet et février, elle était l'avant-garde des larges masses populaires. elle était l'avant-garde qui appelait les masses du peuple au combat ouvert contre le gouvernement bourgeois, contre les conciliateurs, et cette avant-garde a accompli une grande avance.

Et c'est précisément dans ces journées de juillet qu'a eu lieu le choc entre Pétrograd et le gouvernement de Kerensky. Ce n'était pas une révolte comme nous l'avons vécue ensemble en octobre, ce n'était qu'une expérience, du sens de laquelle les grandes masses ne se rendaient pas pleinement compte. Les ouvriers de Pétrograd ne faisaient que déclarer la guerre au gouvernement de Kerensky, ils se rencontrèrent avec lui, et cette rencontre montrait aux masses populaires de tous les pays, que Kerensky n'avait pas derrière lui les forces révolutionnaires indépendantes, mais que les forces, qui étaient derrière lui étaient les forces de la bourgeoisie, de la garde blanche et de la contre-révolution.

Léon Trotzky.

Pour la Troisième Internationale

Les causes de la chute de la Deuxième Internationale ? Elles sont à la fois d'ordre intérieur et extérieur. La seconde Internationale est morte le 4 août 1914 du coup que lui a porté la guerre nationaliste et impérialiste ; mais il est évident qu'il faut rechercher à l'intérieur les causes de faiblesse qui l'ont empêchée de résister à ce coup. On peut dire que les tares dont elle souffrait étaient congénitales et qu'elles la livraient à un grand effort de dépense capitaliste.

La Deuxième Internationale correspond à un stade de l'évolution capitaliste : elle devait disparaître normalement à l'échéance de ce stade. Ainsi, l'Internationale est morte brusquement, sinon prématurément, en 1914, parce qu'à cette date, le milieu dans lequel elle vivait s'est lui-même brusquement modifié et parce qu'elle poussait dans ce milieu ses racines vitales.

La faiblesse de la Deuxième Internationale vient de la *contradiction* qui existait entre la doctrine socialiste et l'action des chefs et des masses inconscientes. Sa mission historique fut surtout de recruter et d'organiser ; mais l'éducation de la foule des adhérents était nécessairement subordonnée à l'existence de cadres nombreux, solides et parfaitement d'accord sur les idées à répandre ; or, ces cadres n'existaient pas. Malgré les apparences, la Deuxième Internationale fut une Internationale de chefs, divisés eux-mêmes suivant les réactions qu'exerçait sur leur propre tempérament, la force du capitalisme.

L'idée de composer avec le régime existant apparaît dès l'origine de la seconde Internationale, et celle-ci restera durant toute son existence, dans l'impossibilité absolue de rompre les liens qui, sous couvert de la démocratie, et de la défense nationale, la rattache au régime capitaliste.

Nous pouvons, grâce au recul des cinq années de guerre, mesurer toute l'étendue de cette faiblesse et répandre ces vérités dans les couches profondes des prolétaires, dresser ceux-ci contre leurs oppresseurs en leur donnant la nette conscience que l'heure est venue où ils

doivent accomplir leur mission révolutionnaire en s'emparant du pouvoir politique et en exerçant leur dictature.

L'organisation internationale d'une vaste propagande, vraiment communiste et révolutionnaire, la direction morale et l'orientation communiste des mouvements économiques toujours plus fréquents, toujours plus étendus, leur extension sur le domaine politique, à l'effet d'affaiblir de plus en plus la résistance de l'état bourgeois, et de ses organismes de classe, jusqu'à l'effort révolutionnaire décisif qui aboutira à la prise du pouvoir, telles sont, je crois, les grandes lignes de l'action immédiate de l'Internationale nouvelle.

Elle a suffisamment prouvé jusqu'ici, malgré l'abstention de certains partis, qu'elle était de taille à l'entreprendre et à la mener à bien. Il faut souhaiter cependant et faire effort pour que les prolétariats qui s'en tiennent encore à l'écart la rejoignent immédiatement et lui permettent ainsi de travailler avec le maximum de forces et de rapidité.

F. LORiot.

LES GOELANDS

Nous fûmes en bateau chasser le goëland.
C'est un oiseau sauvage de difficile approche.
On en trouve parfois, en mer, sur une roche
Cinquante ou cent, posés comme un beau troupeau blanc.
Quand l'un d'eux est blessé à mort et, pantelant,
De la nue à la vague en s'abattant ricoche,
Tel qu'au signal d'effroi d'une invisible cloche
Tout le troupeau revient au secours du mourant.
Plus, au nombre des coups, le danger se précise,
Plus, malgré les fusils, revient la meute grise,
Stridente et tournoyante, à l'appel du devoir.
Et, pour les opprimés de tous les esclavages,
Chez les hommes du siècle, on voudrait souvent voir
La solidarité des goëlands sauvages.

Jean-Michel RENAITOUR.

De Iéna à Gotha

« Suant le sang et la boue par tous les pores, de la tête aux pieds », comme l'a dépeint Marx de façon géniale, le capital est venu au monde. C'est par des traces de sang et de boue que le capitalisme a marqué le chemin parcouru par lui au cours des trois derniers siècles de l'histoire de l'humanité. Au dernier stade de son développement, à l'époque de l'impérialisme, le capitalisme a créé une mer de sang et un désert de fange où viennent s'abîmer les fondements sur lesquels il s'affirme.

Des millions d'hommes ont cessé de croire à l'ordre social économique et capitaliste et lui refusent leur confiance. Les prolétaires conscients, les fossoyeurs de l'ancien ordre de choses, se refusent plus longtemps à assainir le capitalisme en faillite, comme de faux amis leur conseillent de faire ; ils veulent rendre la route libre pour l'économie et la société socialistes. Une œuvre aussi grande et aussi difficile ne s'est encore jamais présentée aux cerveaux ni aux mains des hommes. Ici les hoquets d'agonie de l'ancien ordre social, disposant encore de forces importantes ; là les vagissements de l'ordre naissant dont les défenseurs, embarrassés par un océan d'opinions, d'idéologies vieilles et nouvelles, de préjugés et d'illusions, trouvent difficilement la route droite qui conduit à l'ordre nouveau, à l'ordre socialiste.

Il n'y a qu'un guide sûr pour le prolétariat, dans la tempête et l'agitation de cette période de fermentation : la conviction que seul le socialisme est capable de faire surgir des ruines une vie nouvelle ; que seul il redonnera à des millions d'êtres humains la confiance en soi, la joie du travail et le sentiment des responsabilités. Ensuite la ferme volonté de ne plus conclure aucun pacte avec les anciens pouvoirs économiques et sociaux, de briser à fond avec la superstition du passé capitaliste et, en dirigeant son regard encore plus avant, de concentrer les forces prolétariennes en vue du coup suprême et décisif à porter à l'ordre social et économique capitaliste qui sent déjà le cadavre. Autrement dit : Il ne suffit pas de mettre fin seulement à la conception capitaliste du monde, basée sur l'égoïsme, et à son dogme de la domination « naturelle » des classes possédantes et cultivées ; il faut encore rompre avec l'art des diplomates, avec les demi-mesures et l'allure dégagée du socialisme réformiste qui, dans ce temps d'indécision, devient forcément un soutien du capitalisme. Seuls les principes fondamentaux et les exigences du socialisme révolutionnaire peuvent aujourd'hui nous indi-

quer la direction qui, à travers les ruines chaotiques du présent, nous conduit vers un avenir meilleur.

Ce n'est que de ce point de vue élevé et seulement dans le cadre de la destinée mondiale, que l'on peut juger les résultats du dernier Congrès du Parti socialiste indépendant, et mettre ses résolutions en pratique.

Depuis plus d'un demi-siècle, le mouvement ouvrier allemand s'est développé dans la voie des réformes socialistes. Il reposait bien sur le principe de la théorie marxiste, le socialisme scientifique dont la pensée mondiale est révolutionnaire ; on a bien fait usage et *abondamment* dans l'agitation politique d'une phraséologie radicale ; mais, dans la pratique, l'agitation ouvrière était opportuniste et devait l'être finalement dans un puissant état militaire et policier et en face d'un développement capitaliste formidable. C'est ainsi que le parti social-démocrate se borna presque exclusivement à la lutte parlementaire et que son organisation se préoccupa avant tout d'obtenir des succès électoraux et des mandats. Quant au mouvement syndical il ne pouvait livrer au capital qu'une petite guerre. Dans les dernières phrases de la période d'avant-guerre, sa tactique fut livrée à l'art des manœuvres et des négociations des stratèges pédants des XVII^e et XVIII^e siècles. Il n'était alors aucunement question de la lutte finale entre le capital et le travail. En 1889 encore le programme de la 2^e Internationale revêtait un caractère nettement réformiste. C'était l'époque où le révisionisme interrompu par des périodes de radicalisme, amenait au ministérialisme, au vote du budget, etc., de nombreux partisans. La petite équipe véritablement révolutionnaire, composée d'éléments pensant et sentant, se trouvait alors dans une situation assez peu agréable au sein de l'agitation ouvrière allemande. Qu'on se souvienne des luttes entre partisans de la grève générale et les bureaucrates de la Commission syndicale. Les manifestations pour le droit de vote furent les premières tentatives d'une agitation extraparlementaire des masses ; elles furent provoquées par l'influence de la révolution russe de 1905 et furent noyées quelques années plus tard par la grande vague d'opportunisme. Les quelques grandes démonstrations pour la paix permises par les autorités au cours des dernières années d'avant-guerre ne furent que de grandes parades auxquelles manquaient totalement la volonté révolutionnaire d'empêcher par l'action la guerre des peuples. D'ailleurs ces manifestations cadraient très souvent avec les calculs du gouvernement, désireux de mettre une certaine mesure aux projets d'armements, en attendant l'occasion propice pour déclencher la guerre. L'attentat de Serajevo en juin 1914 fournit, après le formidable bud-

get militaire de 1913, le prétexte désiré pour lancer la mèche dans le tonneau de poudre et entraîner le monde entier dans la catastrophe. La publication des documents d'avant-guerre dans ces derniers temps, montre comment les partisans de la guerre ont criminellement entraîné avec eux le prolétariat, selon un plan dûment préparé.

Lorsqu'éclata l'orage, l'agitation ouvrière allemande se présentait ainsi : Les masses organisées, sans tradition ni apprentissage révolutionnaire, dressées à la discipline du parti, paiement régulier des cotisations, petit travail de propagande, etc. ; l'organisation elle-même avant tout bureaucratique, disposant des ressources comme éditions, imprimeries, journaux, etc. ; en outre les millions encaissés par les organisations d'appui syndicales. Les leaders, presque sans exception, imbus de la pensée réformiste, habitués d'une part à n'attendre des résultats que de l'action parlementaire, de l'autre fiers de cette grande organisation syndicale qui créait aux exploités certaines obligations, sans menacer en rien l'économie du profit du capital privé.

Un tel mouvement ouvrier possédait trop peu de force de résistance interne lorsque sur sa tête éclatèrent les premiers bruits de guerre.

En un tour de main furent oubliées les manifestations les plus néfastes du régime personnel — qui justement à cette époque, comme le prouvent ses actes d'avant-guerre, donnait libre cours à ses passions, et ce d'une façon dangereuse pour tous. Oubliée la brutalité du militarisme, oublié le courant expansionniste de la grosse industrie et du capital financier décidé à conquérir par le fer et par le sang, le monopole du marché mondial. Tout ceci est remplacé par ces simples mots : « La Patrie est en danger ». Les crédits de guerre furent accordés, la « politique du 4 août » est considérée comme le devoir des socialistes ; c'est maintenant « tenir » et « jusqu'au bout » que l'on prêche à la classe ouvrière allemande.

Il n'y avait alors qu'une petite équipe qui ne pouvait admettre que le « régiment personnel » que le militarisme — l'affaire de Saverne et le procès de la *Gazette de Francfort* contre Rosa Luxembourg ne dataient que de quelques mois — que les dessein de la grande industrie et des grandes banques pour la domination du marché mondial, se fussent tout à coup évanouis ou devenus inoffensifs.

C'est encore cette petite équipe qui, au milieu de la psychose de guerre générale, sentait venir le grand désastre, sans, bien entendu, prévoir la longue durée ni l'ampleur du cataclysme, dans ses détails. C'est elle encore qui, sous la pression de la dictature de guerre, chercha à utiliser sa force de résistance

contre la guerre, tout au moins au sein des organisations du parti. Par contre, plus d'un de ceux qui, plus tard, se signalèrent par leur opposition à la guerre, se mit au début à la disposition de la Croix-Rouge, ou participa à quelque-une de ces œuvres de bienfaisance qui surgissaient alors de terre comme les champignons.

Il est impossible de décrire exactement comment cette petite équipe d'opposants à la guerre, qui fut constamment en opposition croissante avec la politique officielle du parti, s'accrut constamment au cours de la guerre et d'un vote du budget au suivant. Il faut d'abord écrire l'histoire du mouvement ouvrier en Allemagne et avant tout à Berlin. Il put se former à l'intérieur du parti une organisation illégale de l'opposition, qui mena à grand-peine et dans un rayon restreint, sans le lancement de tracts, etc... le combat contre la boucherie mondiale en général et la politique de guerre de la social-démocratie en particulier. C'est également cette opposition qui trouva le chemin vers Zimmerwald et Kienthal. Malheureusement une scission se produisit bientôt parmi les opposants à la guerre, due en partie à des questions de fait, en partie aussi à des questions de personnes. Il arrive souvent que pour certains cas, les questions de fait et celles de personnes se confondent. On ne trouve pas de trace, dans les premières années de la guerre, d'une vie politique réelle dans l'organisation ouvrière allemande. La presse était censurée et la plupart du temps se trouvait muselée. Un faible souffle politique se faisait sentir dans le pays lorsque la grande machine à accorder les milliards, le Reichstag, fut mise en mouvement pour en voter de nouveaux. Sur ce terrain parlementaire, une opposition se dessinait en même temps au sein de la fraction social-démocrate. En octobre 1916 se constitua le *Comité de Travail Social-Démocrate*, dont la lutte contre le vote des crédits était la base. A l'intérieur comme en dehors du parlement, l'opposition se prononça par une protestation contre la politique de guerre de la droite socialiste. Les idées révolutionnaires comme les buts révolutionnaires n'étaient alors qu'à peine exprimés.

La constitution du *Comité du Travail* accentua la contradiction entre l'opposition du parti et la bureaucratie du parti. Alors commencèrent ces perfides attaques dans les journaux du parti qui s'attaquaient à la politique officielle du parti : Ce fut le rapt « du *Vorwärts* » par lequel s'entendirent la censure militaire et le Comité exécutif du parti. Ces mesures de force et d'autres encore permirent à l'extrême l'antagonisme des camarades du parti vers la fin de 1916 et le commencement de 1917. Les événements poussèrent eux-mêmes les opposants du parti

à s'organiser et à se séparer du vieux parti enlisé, sans espoir d'en sortir dans la boue de la guerre.

La scission s'accomplit en avril 1917. Le baptême du parti social-démocrate indépendant fut célébré au Congrès de Gotha. Mais il ne prit pas seulement au vieux parti une bonne partie des réformes organisatrices ; il lui prit encore un lot important de ses traditions parlementaires et autres. Le parti social-démocrate indépendant était tout d'abord un parti d'opposition radicale ; il n'était pas encore un instrument révolutionnaire. Il ne le devint qu'au cours du trajet entre Gotha et Leipzig.

Le dernier Congrès du vieux parti unifié eut lieu à Iéna en 1913. Il eut, conformément à l'usage, un caractère opportuniste et évolutionniste. Les secousses des premières années de guerre firent violemment sortir du bloc mal équilibré du parti les éléments d'opposition. Le feu des deux dernières années de guerre et de la première année de la révolution a transformé le feu brut de l'opposition en acier révolutionnaire.

Ernest DEUMIG.

Le nouveau Millerandisme

Il est banal de rappeler que l'histoire n'est qu'un recommencement. On ne peut pas cependant s'abstenir de semblables rappels devant le renouvellement de faits identiques et de tentatives de subornation du même ordre.

Il y a vingt ans révolus, nous sortions d'une période agitée, dénommée le Dreyfusisme. La réaction politique avait soutenu une rude bataille en vue de maintenir la vie de notre pays sous la main mise d'un militarisme mortel. Contre elle s'étaient dressées et confondues des fractions du libéralisme confessionnel, politique et social. La réaction fut passagèrement vaincue grâce au désintéressement d'une classe de producteurs dont la fougue et l'élan entraînèrent le succès.

M. Millerand, à la prudence si courageuse, sut, au moment voulu, se placer sur le terrain des conquêtes personnelles en se présentant comme la « caution », la « garan-

tie » d'un assagissement ouvrier. Cet assagissement, s'imposait afin de calmer les inquiétudes d'une bourgeoisie affairiste, inquiétudes suscitées par une agitation politique pouvant être d'une grande portée sociale. Cet assagissement s'imposait également par l'approche de l'Exposition de 1900 dont le capitalisme escomptait des merveilles et des profits.

Il était en effet à craindre que la classe des producteurs, accoutumée à l'action sur le plan politique au cours de près de trois années, ne fut entraînée par son propre élan, à porter cette activité exaspérée sur le plan économique et ne vint contrarier la manifestation du capitalisme mondial.

Placé à la tête d'un ministère par Waldeck-Rousseau, M. Millerand reçut pour mission d'amener dans l'orbite gouvernementale le « centre moral » de l'activité des organisations ouvrières. Celles-ci, pleines de jeunesse et d'inexpérience, guidées par des bergers vaniteux et ambitieux, frôlèrent le piège, et j'ai souvenir — qu'on excuse ce rappel personnel — qu'au début de la tentative de subornation, il m'arriva d'être seul pour en signaler les méfaits et les conséquences néfastes.

Rapidement, les organisations se ressaisirent et le millerandisme fut vaincu. Il avait vécu « l'espace d'un matin », malgré l'appui, à l'intérieur de l'organisation, de quelques personnalités, et de certaines autres se réclamant du socialisme.

Mais si son influence fut passagère, le millerandisme eut comme heureux effet d'extérioriser, en les affinant, les dualités de penser et d'agir, latentes ou assoupies, qui existaient au sein des organisations ouvrières. Ce fut comme le coup de fouet qui porta à un point jusqu'alors inconnu le degré de vigueur et de hardiesse des producteurs organisés. Désormais, la bataille d'idées, de méthode, allait procurer à l'organisme syndical les moyens de se donner une « constitution » confédérale, une philosophie agissante qui prit nom de syndicalisme, pour trouver dans l'action directe des producteurs, sa plus exacte et sa plus haute expression. Le mouvement syndical bondissait, ayant ses cadres, ses objectifs, sa doctrine, sa méthode.

La formule « soviétique », prenait corps et préparait des imitateurs. Il était réservé à la Russie, considérée comme le plus arriéré des peuples, de donner à cette formule la plus audacieuse et la plus exacte application.

L'histoire du mouvement syndical de ce pays s'exprime ainsi : trois réactions internes l'ont secoué, fortifié, correspondant à trois périodes distinctes mais intimement liées l'une à l'autre.

La première de ces périodes représente la réaction contre le courant mutualiste que, vers 1885-1886, les milieux officiels tentèrent d'introduire dans la vie syndicale. Les éléments politiques qui dirigent celle-ci, refoulent avec vigueur un tel courant.

Plus tard, au cours de 1893, ces éléments politiques vont se heurter. Le motif? la subordination de l'action syndicale à l'action politique. La réaction contre la politique de la vie syndicale triomphe à nouveau. C'est la deuxième période.

Vers 1900, la réaction contre les tentatives de subornation émanant du Pouvoir aura le même succès. Le Pouvoir est désireux de contenir dans les cadres fixés par lui et pour une action choisie et délimitée par lui, toute l'activité syndicale. Cette fois, le danger est plus grand, la puissance corruptrice de l'Etat se manifeste sous des formes variées et multiples. Elle agira sur la vanité des uns, sur l'assagissement des autres, elle agira sur l'organisation par l'appât de réformes inspirées d'un plan unique aux objectifs variés. Par la réglementation des conflits, on voudra, sous prétexte de lui donner force légale, établir des formalités qui les rendront impossibles. Par des conseils divers aux attributions superposées, on tracera les limites de l'activité ouvrière et on lui donnera un aliment et un objectif conformes aux intérêts de l'Etat. L'organisme syndical deviendra un rouage de cet Etat et son développement sera subordonné à la volonté de ce dernier. La paix sociale sera une réalité ; une paix sociale qu'exige l'intérêt national, fait de tous les intérêts, en vue de porter au plus haut le prestige et la grandeur de la France.

Ainsi, à travers les difficultés suscitées du dehors, le mou-

vement syndical a grandi et prospéré. Il est et demeure une réaction permanente contre les emprises tentées d'ici ou de là puisqu'il est l'éternelle réaction contre le capitalisme et son expression politique, l'Etat, parce qu'il contient tous les éléments d'un Pouvoir de producteurs — pouvoir soviétique — se dressant pour détruire un pouvoir autocratique, qu'il soit de forme monarchique ou démocratique.

Aujourd'hui nous assistons à un renouveau de subornation et ce renouveau s'impose d'autant mieux que le capitalisme, grandi par la guerre, menacé par les conséquences révolutionnaires de cette guerre, a un impérieux besoin d'asseoir son équilibre détruit par ses excès. Il recourt donc à son procédé classique : suborner, et aussitôt, comme un événement logique, M. Millerand rentre en scène, traînant un millerandisme rajeuni, expérimenté, mieux conçu.

Cette fois la tentative se présente avec une force de réalisation dont il serait fâcheux de nier l'importance, et la vigilance des militants semble devoir être mise à une rude épreuve.

Je ne veux pas pronostiquer l'issue. Y aura-t-il bataille ou accord? Attendons.

Je me borne à signaler que l'esprit et le programme du bloc millerandiste s'inspireront de l'esprit et du programme de la Deuxième Internationale et que la forme, disons verbale, mise à part, cet esprit et ce programme sont symbolisés par un Gompers et un Legien.

Avec un tel parrainage, le millerandisme nouveau apparaît comme la manœuvre de paix sociale la plus machaviéliquement construite et la plus habilement conduite.

Le Congrès socialiste de Strasbourg, s'il va à Moscou, portera un rude coup à cette manœuvre, dont le succès n'est possible qu'au milieu de et par l'équivoque.

Après ce Congrès, peut-être me permettrai-je de dégager l'avenir.

V. GRIFFUELHES,
Ancien Secrétaire de la C. G. T.

Devant les Bolcheviks

S'il est une critique évidemment dénuée de fondement et que les socialistes-opportunistes comme les démocrates bourgeois ont à notre égard formulée, c'est celle qui nous impute une admiration mystique, une dilection sentimentale pour les bolcheviks de Russie. Nous avons, au contraire, défendu les communistes russes, approuvé et justifié leur action, préconisé pour les socialistes français une attitude inspirée de leurs concepts, en puisant avec sang-froid nos arguments dans la doctrine éprouvée du socialisme scientifique, en appliquant la méthode dialectique de Marx, pour interpréter, comprendre et utiliser la situation révolutionnaire créée par ce bouleversement des facteurs économiques : la guerre.

Avant la Révolution de mars, le parti bolchevik avait discerné le véritable devoir socialiste et prévu la marche des événements, grâce à sa rigoureuse fidélité aux enseignements de nos maîtres, dégagé de l'Histoire, c'est-à-dire des faits. Il avait le premier démontré que la guerre loin de rendre solidaires les deux classes antagonistes d'une nation, loin d'imposer à la classe exploitée l'abandon de ses revendications et le renoncement à la lutte contre le régime bourgeois, loin de soumettre les prolétaires à la « défense nationale », avive encore la lutte des classes, met en évidence la solidarité qui doit lier les travailleurs de tous les pays contre leurs oppresseurs communs, et impose au prolétariat de profiter des circonstances pour attaquer par la force l'oligarchie capitaliste. Il avait dénoncé la défense nationale comme une mortelle aberration des prolétaires trompés par les faux socialistes, préconisé l'irréductible opposition à la bourgeoisie, à son Etat, à son gouvernement, le refus des crédits, l'appel aux masses contre la guerre, l'intransigeance révolutionnaire.

Après mars, le parti bolchevik, seul en Russie, adopta l'attitude logique d'interprète des intérêts des exploités.

Tandis que socialistes-révolutionnaires et mencheviks se discréditaient à jamais en appelant la bourgeoisie au pouvoir, en subissant avec résignation la guerre impérialiste, en décevant les espérances du peuple révolté, en ajournant les revendications économiques et sociales inscrites à leur programme, il faisait retentir les mots d'ordre qui ralliaient les masses, chaque jour mieux éduquées par l'expérience, par le spectacle des avortements et de l'impuissance de la politique menchevique et socialiste-révolutionnaire. Il affirmait justement la nécessité de transformer les promesses en réalités ; de faire, du pacifisme verbal, des propositions de paix concrètes ; d'abandonner la phraséologie démocratique pour donner au prolétariat la puissance politique ; de ne cesser la lutte de classes qu'à l'extinction des privilèges capitalistes.

Après octobre, le parti bolchevik usa de la suprématie à lui conférée par la révolution prolétarienne en servant la cause des ouvriers, des paysans pauvres, des soldats, qui l'avaient choisi pour guide. Il entreprit de réaliser son programme, et le réalisa dans la mesure où les forces humaines peuvent vaincre la coalition furieuse des contre-révolutionnaires internationaux et surmonter les obstacles surgissant d'un chaos économique imputable seulement à ses prédécesseurs au pouvoir. S'il n'a pas encore instauré en Russie le régime communiste tel qu'il s'épanouira un jour, c'est que l'on ne crée pas une société nouvelle en deux ans, c'est aussi que la malfaisance réactionnaire n'a rien épargné pour paralyser ses efforts.

Telle est notre conviction établie sur les renseignements exacts que nous avons patiemment recueillis et accumulés, malgré les censures, malgré le blocus et le « cordon sanitaire », malgré les myriades de fausses nouvelles, malgré l'Himalaya des calomnies, malgré la nuée pestilentielle des faux témoins et des diffamateurs à gages. Cette conviction, nous l'avons exprimée depuis le premier jour, d'abord insuffisamment dans les ténèbres où nous vivions, et de plus en plus fortement à mesure qu'une parcimonieuse documentation nous atteignait. Souvent, en présence de faits inexplica-

bles, tels qu'ils nous étaient présentés, nous avons dû raisonner par induction pour rétablir la vérité, et nous avons la joie, quelques mois plus tard, de voir nos hypothèses vérifiées par des textes probants. Par cette gymnastique intellectuelle, nous avons acquis peu à peu l'indestructible certitude que certains considèrent naïvement comme une foi mystique. Cette certitude est restée intacte au cours des événements qui déconcertaient et désarmaient les beaux parleurs de la majorité socialiste. Aux plus sombres heures comme aux réconfortantes nouvelles, nous sommes restés ce que nous étions : solidaires des communistes russes, de toute notre raison, de toute notre intelligence, de toute notre conscience.

Et nos devoirs se sont imposés à nous avec une force accrue sans cesse. Nous n'entendons pas rester spectateurs et applaudir aux victoires de révolutionnaires d'autres pays, comme font ceux qui approuvent les communistes de Russie et agissent en France comme des réformistes ou des opportunistes.

Trop longtemps nous avons gémi d'impuissance et rougi de nos piétinements : nous avons enfin entrepris en France la propagande communiste qui éveille le prolétariat et éclaire son action. Nous avons, forts de l'exemple et riches de l'expérience des communistes russes, pris notre place au combat des idées, qui prélude aux autres combats. Nous saurons faire une section française de l'Internationale Communiste, digne des partis qui forment cette organisation d'élite du prolétariat mondial, et sommes décidés à remplir la tâche qui nous incombe, suivant la parole de notre à jamais vénéré Franz Mehring : *Avec les chefs s'ils le veulent, sans eux s'ils refusent, contre eux s'ils s'y opposent.*

BORIS SOUVARINE.

L'Internationale socialiste de 1889

L'Internationale socialiste de 1889, nouvellement instituée, n'était pas une organisation fermement destinée à une action internationale vigoureuse. Les organisations nationales n'étaient tout d'abord reliées entre elles que par une commission internationale, et, plus tard, par un bureau permanent socialiste international à Bruxelles. L'Internationale socialiste de 1889 était une incarnation de l'idéologie socialiste. Elle se bornait à agir moralement sur les organisations nationales. Ses séances étaient des démonstrations pour le socialisme. Quant à ses décisions, elles avaient l'importance de manifestations ou de consultations. Tout cela était la conséquence du Nationalisme qui, dans tous les pays capitalistes, était au dix-neuvième siècle arrivé à son apogée. Le développement national était, en son temps, une condition première indispensable à l'institution et au développement de fortes organisations ouvrières. Alors que la bourgeoisie venait justement d'achever son évolution au nationalisme et atteignait alors sa plus haute et dernière apogée : l'époque de l'impérialisme, les organisations des ouvriers se mettaient en mouvement, mais toujours dans le cadre national. L'idéologie de la bourgeoisie d'hier était ancrée dans trop de cerveaux des ouvriers, au dépens de l'idéologie du socialisme révolutionnaire international. Nombreux étaient ceux qui se glorifiaient tout d'abord d'appartenir à leur nation avant de se faire une gloire ensuite d'être socialistes. Ces socialistes trouvaient qu'il était de leur devoir national de défendre — épaulé contre épaulé avec les bourgeois — la patrie — comme est appelé par euphémisme l'Etat capitaliste avec ses biens et son sang. Ces socialistes nationaux se sentaient platoniquement solidaires des ouvriers de tous les pays, mais exerçaient pratiquement leur solidarité avec la bourgeoisie de leur nation contre les ouvriers des autres pays.

L'Internationale socialiste de 1889, avec raison d'ailleurs, s'était portée nettement à gauche en se séparant de l'anarchie. Les limites vers la droite avaient disparu pour pénétrer jusque dans le camp bourgeois. L'Internationale n'a jamais pu venir à bout de l'opportunisme.

L'accentuation toujours grandissante entre les contrastes des classes dans les différents pays a contribué à donner dans les organisations ouvrières plus de force aux éléments révolutionnaires. Les moyens de combat mis jusque-là en pratique par le prolétariat conscient, ne suffisaient pas ; les masses devaient entrer en action. L'Impérialisme et la situation politique internationale, qui en étaient la conséquence, obligea l'Internationale socialiste à prendre position vis-à-vis des grandes questions : émigration, politique coloniale, militarisme, politique navale, guerre, désarmement et tribunal d'arbitrage. Toutes ces questions dominèrent de plus en plus les Congrès nationaux et internationaux, y devenant les sujets des débats.

Mais avant que les tendances révolutionnaires ne purent triompher dans les organisations ouvrières nationales et dans l'Internationale, avant que le mouvement ouvrier ne put s'orienter complètement vers l'Internationale, la guerre survint. Le jour de la déclaration de guerre fut le jour de la déchéance de la plupart des plus fortes organisations ouvrières nationales et celui de la débâcle de l'Internationale socialiste, car elle dépendait des organisations nationales et tomba avec elles.

Le nationalisme enleva aux organisations ouvrières nationales la force révolutionnaire. L'Internationale socialiste mourut du nationalisme.

L'Internationale socialiste de 1889 a rempli sa mission historique. Elle réunissait les organisations ouvrières nationales à l'apogée de leur développement et de leur capacité nationale. Par la petite guerre politique et économique, les ouvriers s'instruisirent au point de vue idéal et matériel, se fortifièrent et se trouvèrent prêts à affronter la lutte des classes. L'Internationale socialiste de 1889 fut le triomphe d'hier du socialisme scientifique ; elle a puissamment pro-

pagé l'idée de la fraternité internationale. Elle avait sa raison d'être en son temps. Aujourd'hui, elle est historiquement impossible. Elle serait, si elle apparaissait à nouveau, au plus, un fantôme du passé.

La nouvelle Internationale

Economiquement parlé, nous possédons aujourd'hui le monde économique. Les peuples civilisés de la terre forment économiquement une Société. Aucun peuple ne peut faire progresser sa culture, ni même la maintenir, s'il est exclu de l'économie mondiale. Qu'on s'en rapporte seulement à la situation de l'Allemagne affamée et de l'Autriche mourante, dont les relations économiques avec le reste du monde ont été détruites par la guerre. Entre les peuples des différents pays, il n'existe plus d'intérêts opposés dans les questions de leur existence. Mais ces contrastes d'intérêts existent dans chaque pays entre les classes. Ces contrastes de classe sont d'ordre national et international. Par suite du développement des forces productives, le capitalisme a fait sauter les frontières nationales. Au cours d'une lutte permanente de concurrence, qui n'a fait que s'accroître et a été menée par tous les moyens, les capitalistes des différents pays sont en lutte pour la domination du marché mondial. Les capitalistes victorieux veulent s'emparer du commandement sur le globe terrestre et dominer toute l'humanité.

Le capitalisme a surtout un caractère international et ne peut être vaincu par des forces nationales, mais seulement par des forces internationales.

Une internationale capable de passer à l'action ne peut comprendre que des organisations qui rejettent tout opportunisme et prennent nettement position vis-à-vis des problèmes nationaux et internationaux du capitalisme et du socialisme : question de l'impérialisme, de la Société des Nations, de la guerre, de la défense du territoire, de la politique coloniale, du militarisme, de la démocratie, de la dictature, de la lutte des classes, de la révolution prolétarienne, de la réalisation du socialisme.

(A suivre.)

CRISPIEN.

Le Flot qui marche

Le flot qui marche est votre flot humain.
Bêtes de somme...
Plus d'un obstacle étrangle le chemin
Où tous nous sommes —
Et, cependant, le but est là : Demain! —
Marchez, les Hommes !!
Marche, le flot! Roule, roule, envahis ;
Sois l'onde adverse!
Ronge en passant les faux dieux ébahis :
Guerre, Commerce,
Eglise et Lois aux vieux temples haïs!
Marche! Renverse!
Marche, le flot! Sors des bourgs paysans!
Gagne la ville!
Lave l'espace où gît depuis des ans
L'empreinte vile!
Répands ta vague aux remous bienfaisants,
Large et tranquille!
Marche, le flot! Terrible soit ton cours!
Submerge! inonde!
Noie en ton sein la terre des pandours
— Nappe profonde
O Communisme, espoir des nouveaux jours,
Sauveur du monde!!

Alfred VARELLA.

Le Communisme et la Femme

Aucune femme résolue à revendiquer pour son sexe l'émancipation totale ne saurait rester indifférente devant l'avènement rapide ou retardé d'un fait social aussi important que le communisme.

Le régime féodal basé sur la force, établi sur l'aristocratie de la naissance, le régime bourgeois fondé sur le profit et donnant la prépondérance à l'aristocratie de l'argent ont tous deux assujéti et exploité la femme. Le socialisme réalisé perpétuera-t-il cet assujettissement, cette exploitation ?

Si l'on s'en tenait à un examen superficiel, on pourrait le croire. Bien des militants syndicalistes ou socialistes ont sur la situation de la femme exactement la mentalité de ces vieux Romains à l'âme autoritaire et égoïste qui ne voyaient pas de plus bel éloge à graver sur la tombe d'une matrone que celui-ci : « Elle resta au logis et fila la laine ».

Ils ne comprennent la vie d'une femme qu'enchaînée par toutes les servitudes du « foyer » : les enfants, le pot-au-feu, la corbeille à chaussettes. Ils ne conçoivent l'activité féminine que dans l'ombre d'une vie d'homme. J'ai encore en main la lettre qu'un bon militant m'adressait il y a quelque temps sur le travail des femmes. « Beaucoup de camarades, me disait-il, sont comme moi, décidés à retirer leur femme de l'usine. »

Il ne se rendait même pas compte du ton de propriétaire qu'il employait. On voyait bien que, dans sa pensée, et celle de ses camarades, les maris ayant décidé, les femmes n'avaient plus qu'à s'incliner, quelles que fussent, par ailleurs, leurs idées personnelles.

Même dans les milieux socialistes sympathiques à l'émancipation de la femme, il ne vient pour ainsi dire jamais à

l'esprit des camarades que l'on puisse aider à cette émancipation en faisant appel aux femmes. Alors qu'on sollicitera le débutant, qu'on l'encouragera, qu'on le poussera à l'action, on laissera toujours la débutante à sa place modeste.

Donc, s'il nous fallait compter sur le seul progrès des idées masculines qui dominent actuellement la société, nous ne verrions l'émancipation des femmes que dans le lointain d'un futur indistinct.

Mais, il y a quelque chose de plus fort que les sentiments et les idées des individus. Tous subissent, qu'ils le veuillent ou non, la loi du milieu dans lequel ils vivent. Le communisme, qui modifiera demain la base même de la société, substituera à la dictature de l'argent la souveraineté du travail et créera, par là-même, le milieu favorable où pourra s'effectuer la libération de l'esclave séculaire.

Dans le régime du droit du plus fort, la femme ne pouvait rien ; le régime de l'argent a donné à l'homme qui apportait son salaire au logis la suprématie sur celle dont le labeur n'était pas monnayé ; aujourd'hui, en basant tous les droits sur le travail, les maîtres de la cité nouvelle sont « les citoyens qui gagnent leur vie en accomplissant des travaux productifs ou utiles au corps social, ainsi que ceux qui s'occupent du ménage des premiers pour leur permettre de travailler. » (Constitution des Soviets. Art. 64.)

Par ses principes, par le renouvellement des cadres mêmes de la vie, la société communiste ne peut manquer d'aider à la libération des femmes, et j'ajoute que si elle ne faisait cesser l'infériorité économique dans laquelle les femmes se trouvent, elle maintiendrait dans son organisme un ferment morbide qui, tôt ou tard, le ruinerait.

Pour préparer la société de demain qui devra faire tomber toutes les chaînes, les socialistes ont le devoir de rechercher la cause de cette infériorité économique des femmes et de reconnaître là l'un de plus sérieux problèmes qui se poseront inéluctablement devant l'esprit des « fossoyeurs » du vieux monde.

A notre époque de machinisme, où la force physique n'est plus la condition principale du travail, où la résistance nerveuse est un facteur important dans le bon accomplissement de la tâche, la femme ne trouve à peu près aucune carrière qui lui soit fermée d'une façon absolue. Elle peut donc s'assurer par le travail une existence indépendante. Les mille expériences tentées pendant la guerre ont prouvé qu'elle était à la hauteur de toutes les tâches. Elle serait donc certaine de garantir sa subsistance si elle pouvait toujours travailler.

L'enfant vient l'en empêcher. L'enfant est ainsi la cause de la servitude de la femme.

Mère, l'ouvrière ne peut plus travailler. Un bébé exige des soins constants ; il monopolise entièrement pendant les deux premières années de sa vie, l'activité de sa mère.

Force a donc été à celle-ci, jusqu'à ce jour, de se placer, elle et son petit, dans la dépendance du père, et souvent celui-ci, par le moyen de l'enfant, a fait plier la femme sous son despotisme. La société a enregistré, a codifié cet état de fait et a surenchéri.

C'est ainsi que nos lois sur le mariage et la famille constituent un véritable monument d'iniquité. Elle ont placé la femme dans un état de subordination complète vis-à-vis de l'homme, en faisant d'elle un objet inépuisable d'exploitation.

Je dis : exploitation, le mot n'est pas trop fort. Heures de travail indéterminées, seize ou dix-sept heures le plus souvent, impossibilité du loisir permettant la culture personnelle, condition de travail qu'on ne cherche jamais à améliorer (voyez si nos édiles au Conseil municipal, membres de l'Office des habitations à bon marché, ont jamais songé au chauffage central pour les maisons ouvrières ou à un aménagement rationnel de l'intérieur) ; hygiène détestable — l'homme s'en soucie peu, ce n'est pas lui qui besogne pendant des heures dans les infects taudis sans air,

ni lumière, ni espace, que sont les cuisines dans les quartiers prolétariens — ; telle est la vie qui attend la travailleuse au foyer. Asservie par le labeur ininterrompu qui constitue ce que tout le gratin littéraire et bourgeois appelle « la vie de famille », la « reine » du foyer n'a jamais pu trouver le temps de réclamer un adoucissement à sa peine.

Les communistes de Russie ont compris que la société socialiste se devrait d'affranchir la femme, non pas seulement en apparence, par l'octroi de droits politiques qui laisseraient subsister l'infériorité économique inhérente à la vie même de la femme, mais aussi par un ensemble de mesures qui la dégagent en partie de l'emprise de l'enfant, et qui essaient, en industrialisant certains travaux domestiques, de rendre moins accablante sa tâche sans repos de ménagère.

Ce ne sera pas tout. Car plus les années avanceront, plus la volonté d'indépendance des femmes sera précise et mieux elles se rendront compte de leur état d'infériorité qui résulte de l'accomplissement de leur fonction maternelle dans la société actuelle.

Et devant la société communiste se posera, comme il se pose déjà devant la société bourgeoise, le problème de garantir l'indépendance économique complète de la mère. A nous donc de commencer à en chercher la solution.

On s'étonnera sans doute que je passe sous silence l'action que selon certains camarades les femmes pourraient mener pour faire aboutir le communisme.

A mon sens, il ne faut pas trop compter pour le moment sur cette action. La femme est, en France, trop écrasée par le labeur et les lois pour avoir eu le loisir suffisant d'étudier les questions politiques et économiques. Elle subit l'état social actuel parce que l'éducation qu'on lui a donnée et la tâche qui l'accable ne lui permettent pas de se révolter contre lui.

C'est seulement quand la Révolution aura réalisé les premières conditions économiques et politiques de l'émancipation de la femme qu'on pourra se retourner vers elle et réclamer son concours.

L'élite des travailleuses est de cœur avec le communisme. Sur celles-là on peut compter. La société nouvelle devra faire crédit aux exploitées. Toutes, dans l'épanouissement enfin possible de leurs facultés rendront au centuple à la société qui les aura délivrées l'équivalent des services qu'elles en auront reçus.

MARTHE BIGOT.

UNE ENQUÊTE sur l'adhésion à l'internationale communiste

La *Revue Communiste* a posé aux camarades communistes et socialistes de différentes tendances les questions que voici :

1° Quelles sont les raisons selon vous de la chute de la Deuxième Internationale ?

2° Etes-vous pour l'adhésion immédiate à la Troisième ?

3° Quelles sont selon vous les directives premières de la nouvelle Internationale ?

Salut Communiste.

Nous publions toutes les réponses reçues sous la responsabilité de leurs auteurs.

Réponse de Serrati

Rome, 30 janvier 1920.

Mon cher Rappoport,

Je suis à Rome depuis quinze jours et je n'ai pas eu le temps de te préparer l'article que tu m'as demandé. D'autre part, il m'aurait été impossible de te l'envoyer car nous avons eu la grève des postiers (55.000 grévistes sur 69.000 employés) pendant une semaine et après, pour huit jours, la grève des cheminots (85 o/o de grévistes). Le gouvernement a dû capituler. Victoire politique de notre organisation. Victoire économique des employés de l'Etat.

La situation devient en Italie de plus en plus aiguë. M. Nitti voudrait ménager la chèvre bourgeoise et les choux socialistes. Il espère peut-être séduire quelques-uns des nôtres et de reconstituer, d'ici peu, son ministère avec un programme très accentué de réformes qui puissent sauver la situation de la bourgeoisie et satisfaire — au moins pour le moment — la classe ouvrière. Je ne pense pas qu'il puisse y réussir. Il lui fau-

drat pour cela l'appui de notre Parti qui, ne le lui donnera absolument pas. Nous traversons donc une série de crises ministérielles, car aucun parti bourgeois n'a la possibilité de se former une base solide dans cette Chambre et les partis bourgeois, tels qu'ils sont maintenant, ne peuvent pas bloquer. Nos 156 votes sont assez lourds, dans cette Chambre de faibles. Il se peut, pourtant, que nous ayons de nouvelles élections d'ici peu de temps. Si notre parti sait se présenter aux foules toujours dans sa position très nette — et je le crois — sans doute il remportera une autre plus grande victoire. Ce sera, peut-être, alors, le commencement de la fin.

Je partirai d'ici quelques jours de Rome pour Milan où je resterai jusqu'à la rentrée de la Chambre. Je ne suis pas député, car je n'ai accepté aucune candidature, croyant incompatible la position de directeur du journal du parti et de membre de la direction du parti avec celle de député. Mais je suis membre du Comité directeur du groupe socialiste comme représentant de la direction. Il m'est donc nécessaire de faire la navette de Milan à Rome et de Rome à Milan. Cela me prend du temps et m'empêche de travailler comme je le voudrais. Je m'engage quand même de t'envoyer de temps en temps des lettres d'Italie pour ta revue.

Mes salutations fraternelles pour toi et pour les camarades.

Ci-inclus mes réponses à tes demandes :

1° La deuxième Internationale devait faillir, car elle était composée d'éléments trop différents.

Son programme était trop vague. Elle manquait d'une tactique, d'une méthode, d'une discipline. Elle n'existait que bureaucratiquement par son Bureau de Bruxelles et sa vue politique unitaire était tout simplement dans ses Congrès. Peut-être cela venait-il du fait que l'Internationale avait précédé la formation d'un vrai prolétariat Internationaliste et même, j'ose dire, d'un capitalisme Internationaliste. Il y avait trop de différence entre le corporatisme possibiliste et jingoïste anglais — par exemple — et certaines organisations prolétariennes de l'Europe Continentale qui sont décidément pour la lutte de classe révolutionnaire.

La guerre a précipité la crise bourgeoise et par conséquence, elle a développé le socialisme — socialiste — c'est-à-dire, révolutionnaire, internationaliste.

2° Oui, je suis pour la Troisième Internationale. La Deuxième est morte en août 14. Elle a été tuée par le social-patriotisme.

3° Voici, selon moi et selon ses statuts, les directives premières de la Troisième Internationale.

- A. — Lutte de classe, intransigeante, anticollaborationiste ;
- B. — Emploi des moyens violents comme *ultima ratio* de la lutte de classe ;
- C. — Dictature du prolétariat ;
- D. — République fédérative socialiste des soviets ;
- E. — Tous les pouvoirs au peuple travailleur.

G. M. SERRATI.

Réponse de Henri Barbusse

Mon Cher Camarade,

Je réponds brièvement à la demande d'enquête que vous avez bien voulu m'adresser et je vous donne l'avis d'un ami fervent de la cause socialiste.

Sans aucun doute, le Parti doit sortir de la Deuxième Internationale. Cette Deuxième Internationale ne signifie plus rien, étant données les divergences et les contradictions de ceux qui se réclament d'elle. Elle est devenue une sorte de conception complexe et pleine d'éléments contradictoires qui peut presque se comparer aux belles conceptions progressistes des partis bourgeois.

J'ai toujours pensé que ce qui faisait la puissance du Parti socialiste, c'étaient l'intransigeance et la netteté de son programme. Celui-ci m'apparaît comme devant être à la fois, dans sa simplicité, rationnel et révolutionnaire (puisque le chaos actuel donne à ces deux mots la même portée) et par conséquent, éliminer soigneusement le vague des conceptions. L'unification sera d'autant plus forte et maîtresse de l'avenir qu'elle se fera sur un minimum d'idées simples et vastes ; qu'elle admettra en toute sincérité, avec leurs conséquences, les deux grands principes directeurs (qui n'en font qu'un), de l'égalité des citoyens et de l'internationalisme des groupements de citoyens. Je suis, du reste, tout à fait certain que les nécessités économiques et sociales les plus pressantes et les plus immédiates amèneront l'avènement temporel de ces idées et que, bon gré mal gré, le

prolétariat conscient marche à ces réalisations effectives qui sont à peu près celles de la Troisième Internationale. Quoi qu'on en dise sur tous ces sujets, il me paraît incontestable que la Troisième Internationale est l'aboutissement logique des tendances et des volontés qui ont tant bien que mal construit la Deuxième.

Fraternellement à vous.

Henri BARBUSSE.

Réponse de Lazzari

Rome, le 2 février 1920.

Mon Cher Rappoport,

Je viens de recevoir ta lettre du 20 janvier et je m'empresse de te répondre.

1° La chute de la Deuxième Internationale est à attribuer avant tout, à la mauvaise volonté du Bureau de Bruxelles, qui embrassa sans hésiter la cause de la guerre. Si, au moins, le secrétaire Huysmans avait séparé sa conduite de celle de ses collègues, on aurait pu espérer la continuation du ralliement international, mais la complète capitulation du Bureau a déterminé la chute irréparable du programme et de l'organisation de celle qu'on appelle la seconde Internationale.

2° Dans ma place de secrétaire du Parti socialiste italien, j'ai immédiatement proposé l'adhésion à la Troisième Internationale (janvier 1919), à peine avons-nous pu connaître l'appel des Camarades de Moscou.

3° L'indication et le choix des Groupements et des Partis qui ont été contre la guerre et qui n'ont pas accepté d'y faire adhésion, est la directive la plus sûre que la Troisième Internationale pourra tenir foi à ses promesses. La solidarité en faits, et non la solidarité en mots, qui est réclamée par son programme, complète cette garantie et nous sommes sûrs que, suivant la poussée donnée par les camarades de Moscou — qu'ils soient vainqueurs ou vaincus — le nouveau mouvement international accomplira sa tâche pour faire triom-

pher le socialisme dans le monde entier, sur les ruines des institutions bourgeoises.

Voilà mes réponses : faites-en l'usage que mieux vous conviendra, et recevez une bonne et cordiale poignée de mains de

Votre affectionné,

Costantino LAZZARI.

Réponse de Calzan

Lyon, le 27 janvier 1920.

Mon Cher Rappoport,

1° La Deuxième Internationale a sombré pour avoir accepté la guerre.

2° Je suis partisan de l'adhésion immédiate à la Troisième Internationale.

3° La nouvelle Internationale doit se préparer à prendre la succession prochaine de la bourgeoisie capitaliste agonisante.

Poignée de main communiste.

CALZAN.

Réponse de Claudio Trèves

Rome, 1^{er} février 1920.

Cher camarade Rappoport,

A votre enquête je réponds :

1° Les causes de la chute de la II^e ? Une seule. — son abdication au profit de l'illusion social-patriotique par laquelle la deuxième internationale a été compromise dans la question de responsabilités ou tout au moins dans celles de la conduite, des fins et des résultats, de la guerre.

2° (Adhésion immédiate). Oui.

3° (Directions). Pour que cette adhésion immédiate à la Troisième Internationale ne soit tout à fait platonique, il faut que la nouvelle Internationale devienne un fait politique, et non mystique, transcendantal, etc., c'est-à-dire un mouvement de réalité positive, liant tous les prolétariats à la solidarité d'une politique commune, parlementaire, interparlementaire, socia-

liste, syndicaliste et intersyndicaliste européenne, dans le but de renverser Versailles, imposer la paix avec la Russie soviétique et rejoindre, dans l'intérêt supérieur du prolétariat international, les questions nationales, qui enveniment les peuples et que les gouvernements exploitent contre les peuples à l'avantage de toutes les bourgeoisies.

Pour cela, toute intransigeance doctrinaire, toute uniformité qu'on prétend imposer aux différents partis territoriaux pour ce qui concerne leur programme et leur tactique locale est un non-sens, une absurdité fatale qui nous éloignera toujours du but de l'Internationale.

Salut socialiste.

Claudio TRÈVES.

N.D.L.R. — Le camarade Trèves est un des chefs des socialistes réformistes en Italie. Quelle distance entre lui et nos Albert Thomas, Renaudel, etc., etc....!

Réponse de Dunois

I. — L'Association Internationale des Travailleurs — la première, celle de 1864, celle de Karl Marx — était morte de l'immensité même de son dessein ; morte d'avoir dédaigné le temps et fait fi de l'espace. « Elle se proposait d'unir en une seule et prodigieuse armée la totalité des ouvriers d'Europe et d'Amérique » (Engels). On n'unit pas, on unit mal des prolétariats qui, au préalable, ne se sont pas constitués en organisations nationales de classe ; on n'unit pas, on unit mal des prolétariats qui n'ont pas au travers d'identiques circonstances historiques, atteint le même alignement intellectuel.

La Deuxième Internationale — la cadette, celle de 1889 — est probablement morte d'avoir pris trop exactement le contre-pied des hardiesses de son aînée. Au lieu d'embrigader des prolétaires disséminés, elle a groupé des partis socialistes ou ouvriers nationaux, dont elle s'est d'ailleurs montrée incapable de discipliner la pensée et l'action et dans le corps desquels l'opportunisme électoral (en dépit de Stuttgart et de Bâle) n'ont cessé de propager l'infection.

La Deuxième Internationale s'est montrée impuissante, à l'heure du péril mortel, parce que, dans la plupart des partis affiliés au « Bureau » de Bruxelles, le réformisme des actes, trop souvent, hélas ! démentait et contredisait le radicalisme des mots.

Et puis, était-ce bien une Internationale que celle qui ne s'assemblait qu'une fois tous les trois ans à peine et qui n'avait en main aucun pouvoir d'exécution ? C'était une Internationale consultative, ce n'était pas, en tout cas, une « Internationale d'action ».

Je ne veux pas douter qu'avec le temps, elle ne le fût peu à peu devenue. Mais la guerre a mis fin à toute évolution trop lente et, dans le monde bouleversé de 1920, le socialisme a pour impératif de renouveler de fond en comble le matériel de ses méthodes. Il ne s'agit plus, cette fois, de *reviser les principes* pour les adapter aux méthodes comme l'avait jadis tenté Bernstein, l'un des plus grands coryphées de la Deuxième Internationale ; il s'agit de retoucher les méthodes pour les accorder aux principes.

II. — Partisan de l'adhésion *immédiate* à la Troisième Internationale, je le serais sans aucun doute, si je la croyais immédiatement utile. Je persiste à penser qu'il vaut mieux tenter d'entraîner avec nous la presque totalité des forces du Parti, la presque totalité des forces de la Deuxième Internationale.

D'abord, rupture avec le « Bureau » de Bruxelles, — tant pis si notre ami Camille Huysmans s'en montre contristé !

Après quoi, entente avec tous les partis qui sont sortis ou vont sortir de la Deuxième Internationale.

Enfin, adhésion à Moscou, précédée autant que possible d'une rapide négociation.

Donc, vous le voyez, adhésion en trois temps, plus sûre à mon avis que l'adhésion en un temps préconisée par vous.

III. — Une seule directive, — et ce sera de répudier, sans plus, toute collaboration de classes soit sur le terrain politique, soit sur le terrain économique, soit sur le terrain de la défense nationale.

Ni dans la paix ni dans la guerre — profane là, ici sacrée — l'union des classes, n'est socialiste. Et, puisque je viens d'écrire le mot de *guerre*, j'irai jusqu'au bout de mon idée, et je dirai : le grand mérite de Zimmerwald, le grand mérite de la Troisième Internationale, c'est d'avoir hautement déclaré que la défense nationale, pour être socialiste, doit être la défense d'une nation socialiste.

Participer à la défense nationale en société bourgeoise, c'est pour le socialisme participer à la défense du régime capitaliste. A aucun prix, il ne faut recommencer cette faute ; et, puisque l'impérialisme est resté debout, puisque nous sommes menacés de catastrophes nouvelles, l'Internationale doit proclamer dès à présent sa neutralité dans la prochaine guerre, — neutralité d'ailleurs armée et qui se tiendra prête aux actes.

Amédée DUNOIS.

Réponse de Oscar Bloch

Paris, le 1^{er} février 1920.

Mon cher Rappoport,

Voici ma réponse à votre questionnaire :

« 1^o Quelles sont les raisons, selon vous, de la chute de la Deuxième Internationale ? »

Hélas ! elles ne sont que trop évidentes. Elles sautent aux yeux.

La Deuxième Internationale qui avait été instituée essentiellement pour la propagande et en vue de l'action électorale et parlementaire, s'est trouvée tout à fait inadéquate aux circonstances nées de la guerre.

D'une part, cette guerre l'a prise au dépourvu, tout en la considérant comme possible et en s'efforçant de la prévenir, la Deuxième Internationale n'avait jamais osé se demander, avec la netteté et la loyauté nécessaires, quel serait son devoir en face de l'éventualité réalisée. Elle n'avait pas osé non plus asseoir son opinion quant à la valeur de l'idée de patrie. En quoi d'ailleurs elle était excusable : car jamais cette idée de patrie, très défendable et qui se confondait même dans une certaine mesure, pour nous autres Français avec les souvenirs révolutionnaires, jamais cette idée n'était apparue aussi malfaisante et aussi inepte que pendant l'horrible boucherie à laquelle, monstrueuse idole, elle a présidé impassiblement. Du coup, toute la civilisation bourgeoise, cette façade qui imposait un certain respect même aux marxistes qui espéraient lui substituer une forme supérieure, s'est effondrée lamentablement. Elle s'est effondrée dans la boue et dans le sang. Et avec elle, s'est effondré le parlementarisme qui, auparavant, servait de terrain de rencontre et de collaboration entre tous les milieux politiques. Le parlementarisme a été battu en brèche par la guerre ; très attaqué par les réactionnaires de tout poil, il a, pour finir, reçu le coup de grâce. De qui ? du socialisme, approximation du gouvernement direct des masses, tentative victorieuse de démocratie intégrale et souveraine.

« 2^o Etes-vous pour l'adhésion immédiate à la Troisième ? »

Certes oui, et sans hésitation aucune. Le temps des hésitations, des demi-mesures, celui aussi des formules sonores et vaines ont passé sans retour. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est un acte vraiment décisif qui rende au parti sa vigueur et sa pureté et qui le sépare pour son affranchissement, des retardataires qui, trop compromis par leurs déviations passées, se refusant d'ail-

leurs à reconnaître leurs erreurs, ne pourraient que retarder et compromettre notre marche en avant.

3° Quelles sont, selon vous, les directives nécessaires de la nouvelle internationale ?

Celles, qui dans l'état actuel de notre information, paraissent avoir dirigé l'action de nos frères russes.

Au point de vue politique, le régime parlementaire remplacé par les conseils des travailleurs.

Au point de vue économique la socialisation des capitaux et plus particulièrement des instruments de production.

Comme moyen d'action et pendant la période de transition nécessaire, la dictature du prolétariat, désarmant et mettant dans l'impossibilité de nuire toutes les résistances intéressées à la conservation de l'ancien état de choses.

Comme but suprême, le point terminus assigné par la doctrine marxiste, la disparition des classes, résultat logique de la lutte des classes, intensifiée d'abord, apaisée ensuite.

Meilleures amitiés.

Oscar BLOCH.

Réponse de Chauvelon

LE COMMUNISME EST AUJOURD'HUI UNE NECESSITE HISTORIQUE

1° Le scandale de la guerre de 1870-71, où deux démocraties modernes soi-disant civilisées, celle de France et celle d'Allemagne, s'étaient laissé conduire à la boucherie pour des questions d'intérêt dynastique, tua la première Internationale.

Le scandale de la guerre de 1914-1920, où les démocraties soi-disant socialisantes du monde entier se portèrent d'elles-mêmes à la boucherie pour des intérêts nationalistes et capitalistes, est en train de tuer la deuxième Internationale.

Cette deuxième Internationale essaye de résister, et meurt sans élégance.

Elle a droit cependant au respect de l'Histoire.

Au cours de la première Internationale, la haute et ferme pensée de Marx avait été tenue en échec par l'idéalisme sincère, mais inconsistant de Bakounine, et surtout par le proudhonisme, où l'âme confuse et prud'homme de la

petite bourgeoisie cherchait à s'exprimer, et où finalement l'héroïsme de la Commune de 1871 s'égara et se perdit dans le maquis de la dialectique et du verbalisme.

Mais, au cours de la deuxième Internationale, la philosophie de Marx établit son règne, et éclaira l'âme prolétarienne. Les foules furent guéries du proudhonisme. C'était une cure nécessaire.

Pour ce qui concerne l'idéalisme de Bakounine, elles se rendirent compte que le Marxisme en était la base nécessaire, et que d'ailleurs, l'idéalisme vigoureux qui est l'âme secrète du Marxisme, non seulement atteint, mais encore dépasse, et de beaucoup, celui de Bakounine.

Donc, la deuxième Internationale fut un professeur de Marxisme pour les foules. A ce titre elle a droit à notre reconnaissance.

Mais elle ne fut rien de plus : la guerre de 1914, qui la domestiqua, révéla son impuissance fondamentale. Son plus génial interprète, Jaurès, avait écrit *l'Armée Nouvelle*. Sa grande âme, par là, s'avouait vaincue, puisqu'elle admettait la possibilité de la guerre. Un crime rendit muet le plus éloquent des oracles. Le secret de ses dernières pensées nous est à jamais fermé.

2° La guerre suscita deux nouvelles Internationales, celle de Zimmerwald, et, ensuite, celle de Moscou.

Celle de Zimmerwald réduisit à néant l'antinomie, la contradiction intime qui travailla les Congrès d'Amsterdam, et surtout de Stuttgart et de Copenhague : défense nationale et internationalisme.

Zimmerwald proclama : « Au point où en est l'évolution du socialisme, la défense nationale est, soit une illusion, soit un piège. Le devoir international prime tout ».

Ce que Zimmerwald avait dit, la Révolution Bolchevik le fit.

Elle institua la fraternisation sur tous les fronts. Elle mina, elle ruina l'impérialisme allemand, l'impérialisme austro-hongrois. Elle est en train de ruiner celui de l'Entente.

Elle a réalisé l'Internationalisme dans un bon tiers du

monde. Elle l'a fait désirer, et rendu possible, dans les deux autres tiers.

Reste à réaliser le Communisme, que Marx avait clairement défini dès 1847, mais auquel il crut devoir substituer, à titre de transition historique, la démocratie sociale.

Cela, c'est le rôle de l'Internationale Communiste de Moscou. Lénine fait plus que confirmer Marx : il réalise le Marxisme.

Faut-il adhérer immédiatement à l'Internationale de Moscou ?

Sans aucun doute, puisque, de toute évidence comme de toute nécessité, la mort de la deuxième Internationale a atteint les vieux Partis Socialistes, à qui il reste tout juste assez de vie pour rédiger des Manifestes et tenir des Congrès.

S'ils avaient été encore vivants, vous les eussiez vus s'interposer entre Moscou et l'Entente, dès le jour où l'Entente institua entre Moscou et elle-même un duel à mort.

3° Aussi tous les socialistes véritables, dès qu'ils verront clair (et beaucoup d'yeux sont déjà dessillés) se rallieront à Moscou.

Ce sera un acte considérable, un acte grave, noble, gros de conséquences.

Car ils devront, ces socialistes probes et courageux, sous peine de mentir aux autres et de se mentir à eux-mêmes, accepter non pas avec résignation, mais avec amour, de toute leur raison et de toute leur âme, les Directives, où s'incarne le Communisme de Marx et de Lénine : dictature du prolétariat, et prise en mains, par le prolétariat, de tous les pouvoirs de l'Etat, en même temps que de toutes les forces de la civilisation moderne, c'est-à-dire : Armée, Finances, Industrie, Agriculture, Administration, Justice, Instruction publique, etc.

Sont-ce simplement des Directives ?

Non : à proprement parler, ce sont des nécessités d'ordre historique, puisque le Communisme, c'est l'organisation scientifique et humaine de toutes les ressources du vaste

monde, enfin internationalisé, unifié, et rendu, par la raison et la volonté humaines, commun à tous les hommes.

Il n'y a pas deux façons d'être Communiste.

Il n'y en a qu'une : celle de Marx et de Lénine.

Emile CHAUVELON.

Réponse de Verfeuil

Le 3 février 1920.

Mon Cher Rappoport,

1° La chute, ou plus exactement la faillite de la Deuxième Internationale est due d'abord à l'insuffisance des forces socialistes dans le monde. Nous n'étions pas assez nombreux et assez bien organisés pour empêcher la guerre. Elle est due ensuite à ce qu'elle n'a pas su ou voulu tracer le devoir internationaliste. On peut même soutenir, en s'appuyant sur des motions d'ailleurs imprécises à souhait, qu'elle a fait tout le contraire.

2° Je suis pour l'adhésion à la Troisième Internationale dont j'approuve les principes mais, pour des raisons de tactique, je ne pense pas que nous devions et puissions nous prononcer pour une adhésion immédiate. Je me rallie au point de vue des Indépendants d'Allemagne. En Suisse d'abord, à Moscou ensuite.

3° Les directives premières de la nouvelle Internationale doivent être quelques-unes de celles de l'ancienne : (lutte de classe ; opposition irréductible à tous les gouvernements bourgeois) et d'autres aussi que j'ai indiquées dans le paragraphe N° 1. Avant tout, il faut qu'elle dise qu'étant contre la guerre elle se dressera contre la guerre, quelles que soient les apparences de celle-ci. Les intérêts de classe doivent passer avant les intérêts prétendus nationaux.

La bourgeoisie nous donne d'ailleurs à ce sujet d'excellents exemples.

Bien à toi.

Raoul VERFEUIL.

Réponse de Henriette-Roland-Holst

I. Quelles sont, selon vous, les raisons de la chute de la II^e Internationale ?

A mon avis, les raisons de la chute de la II^e Internationale sont :

1^o Les tendances générales opportunistes et réformistes du mouvement ouvrier et social-démocrate qui, dans les années précédant la guerre mondiale, avait perdu, de plus en plus, son caractère d'opposition implacable à la société capitaliste.

2^o Les tendances opportunistes et nationalistes très accentuées de presque tous les chefs politiques, accoutumés par leur participation au régime parlementaire bourgeois, à collaborer régulièrement, soit avec les gouvernements, soit avec les partis bourgeois dits « démocrates » ou « avancés ». De là, affaiblissement, ou perte complète de la conscience de classe, ayant pour résultat inévitable la dégénérescence de la social-démocratie, au cours de la guerre, en social-patriotisme et en jusqu'aboutisme.

3^o Les mêmes tendances existant sous d'autres formes, mais à un plus haut degré encore, chez la bureaucratie dirigeante des syndicats dits « réformistes » et, de l'autre côté, le caractère superficiel du syndicalisme à la Hervé, l'insuffisance morale et intellectuelle de la plupart des dirigeants du syndicalisme révolutionnaire.

4^o Le manque d'initiative dans la masse des militants, l'absence d'une élite de révolutionnaires conscients, courageux, absolument dévoués à la cause du socialisme, et, par là-même, capables de donner un nouveau mot d'ordre sans attendre celui des chefs attitrés et d'entraîner les masses dans la direction révolutionnaire. Il faut reconnaître que cette absence d'élite révolutionnaire n'est pas seulement le résultat de l'insuffisance de l'éducation socialiste théorique, mais surtout du caractère général de la période précédant la guerre mondiale. En premier lieu, la prédominance de l'action parlementaire avait, en accoutumant

les masses à considérer que la délivrance pourrait être le fruit d'un minimum d'efforts et de sacrifices et se ferait presque automatiquement par l'entremise des élus parlementaires, créa un état d'esprit lâche et veule. De plus, cette prédominance avait eu pour effet inévitable d'enfermer presque toute l'action socialiste dans les cadres de l'état national bourgeois, c'est-à-dire d'*embourgeoiser* et de *nationaliser le socialisme*.

II. Etes-vous pour l'adhésion immédiate à la III^e Internationale ?

Jé suis pour l'adhésion immédiate à l'Internationale Communiste de tous les partis et groupes acceptant non seulement les principes généraux de Moscou, mais, en outre, prêt à mener ou, mieux encore, ayant déjà commencé à mener une action rigoureusement adéquate à ces principes, c'est-à-dire les partis et groupes menant, dans la mesure du possible, une action révolutionnaire. En général, les vieux partis socialistes (datant d'avant la guerre mondiale) ne seront vraiment aptes à mener une telle action, qu'après avoir, tant par la critique et la discussion, que par l'expulsion des éléments les plus compromis, éliminé le poids mort des traditions surannées et des vieilles formules (défense nationale, parlementarisme, démocratie, etc...) et s'être débarrassés de ceux qui s'y cramponnent encore. Cette épuration intellectuelle et morale est le seul moyen pour les vieux partis de procéder à leur rajeunissement. Leur adhésion à la III^e Internationale n'est désirable qu'après l'accomplissement de cette œuvre de clarification et d'épuration intérieures. Sans cela, leur adhésion risquerait d'affaiblir la III^e Internationale, en y introduisant une minorité de social-patriotes et de réformistes. Car c'est l'unité spirituelle de la III^e Internationale qui fait sa force de combat.

III. Quelles sont, selon vous, les directives premières de la nouvelle Internationale ?

Ces directives sont, à mon avis :

1^o La conviction profonde que le processus de la révolution mondiale — processus découlant fatalement de la

guerre mondiale — peut être accéléré et, dans une certaine mesure, dirigé par une élite consciente, c'est-à-dire par l'action nationale et internationale des partis communistes. Cette accélération et cette direction peuvent épargner à la classe ouvrière, et à l'humanité en général, beaucoup de larmes et de sang, beaucoup de souffrances stériles, de tentatives infructueuses et de tâtonnements.

2° La conviction que la crise terrible où se débat la société capitaliste ne peut être résolue que par l'établissement du système de production communiste, comme base d'un renouvellement général de toute la société, de l'élaboration d'une nouvelle structure politique, juridique et idéologique, c'est-à-dire de la socialisation non seulement des instruments de production et d'échange, mais des cerveaux et des âmes, de la culture générale, de la science et de la beauté.

3° La conviction que le système communiste peut être réalisé uniquement par la dictature du prolétariat, organisé dans les conseils ouvriers (système des soviets), cette dictature étant absolument nécessaire pendant la période transitoire, entre le capitalisme et le communisme, pour déposséder la bourgeoisie, vaincre les mouvements contre-révolutionnaires, organiser la grande masse des travailleurs et incorporer les classes moyennes (paysans, fonctionnaires, petits commerçants, intellectuels, etc...) au système communiste.

4° La conviction que le principal moyen de briser l'Etat bourgeois et la société capitaliste, c'est l'action directe des masses, allant depuis la démonstration pacifique jusqu'à la lutte armée dans les moments de crise, mais trouvant cependant, dans la *grève des masses*, son expression historique la plus adéquate et son arme principale.

5° Une conscience toujours présente du caractère international de la révolution mondiale et, par suite de ceci, un effort continu pour faire l'éducation des masses en ce sens, c'est-à-dire pour leur faire comprendre la nécessité d'envisager les intérêts généraux, internationaux du prolétariat comme devant primer *dans toutes circonstances*

ses intérêts nationaux et momentanés. Cet effort éducatif devra entraîner les masses dans la théorie et la pratique de l'*unité d'action internationale*. Car ce n'est que par cette pratique que pourra s'effectuer le triomphe de la Révolution.

Bussun, le 18 mars 1920.

HENRIETTE-ROLAND HOLST.

La Chronique Internationale

EN RUSSIE

LA GRANDE INITIATIVE

Il est aussi naturel qu'inévitable que, pendant la première période qui suit la victoire de la Révolution prolétarienne, le gouvernement des ouvriers et des paysans doit consacrer toutes ses forces à la tâche primordiale et fondamentale de briser l'opposition de la bourgeoisie, de compléter la victoire sur les exploités et de déjouer leurs complots. Mais à cette tâche vient s'en ajouter une nouvelle, tout aussi inévitable — et, plus nous avançons, plus elle nous apparaît nécessaire — : la tâche positive de construire l'édifice véritablement communiste, de créer des rapports économiques nouveaux et une société nouvelle. La dictature du prolétariat n'est pas seulement la force dirigée contre les exploités, mais elle doit encore et nécessairement affirmer sa force en général. Le fondement économique de la force révolutionnaire, la garantie du succès et de la durée de la puissance révolutionnaire reposent sur ce fait que le Prolétariat instaure une forme plus élevée de l'organisation économique du travail que celle que réalisait le Capitalisme. C'est là le front principal, c'est la source de la force et du gage de la Victoire définitive du Communisme.

L'organisation du travail social, dans la période de servitude était maintenue par le knout ; les ouvriers vivant dans les ténèbres étaient exploités et trompés par une poignée de propriétaires fonciers ; cela reste vrai, même dans les pays démocratiques les plus avancés et les plus civilisés où les esclaves salariés et les paysans asservis subissent l'exploitation et le mensonge d'une poignée de capitalistes. L'organisation communiste du travail, qui représente le premier pas vers l'ordre que nous appelons le socialisme, se maintiendra par la volonté libre et consciente des travailleurs eux-mêmes ; de ceux qui ont renversé le joug aussi bien des propriétaires fonciers que des capitalistes.

Cette discipline nouvelle ne tombe pas du ciel comme la manne, et ne repose pas non plus uniquement sur le bon vouloir des ouvriers ; elle est une émanation des conditions matérielles de la grande production capitaliste. L'une est inconcevable sans l'autre. Mais le support de ces conditions matérielles est une classe historiquement déterminée, qui, créée par le capitalisme, a été organisée, éduquée, éclairée et maîtrisée : cette classe, c'est le Prolétariat.

La dictature prolétarienne, traduite du langage économique et historico-philosophique en langue populaire, signifie :

Une classe déterminée comme les ouvriers des villes ou en général les ouvriers des fabriques et de l'industrie, est devenue capable de conduire la masse des travailleurs et des exploités dans le combat pour l'effondrement du joug capitaliste ; pour le maintien et l'affermissement de cette victoire ; dans l'œuvre de création d'une nouvelle Constitution socialiste et dans la lutte pour la complète disparition des classes.

La majorité prépondérante de la population de tout pays capitaliste, y compris la Russie, et en particulier sa population ouvrière, ont fréquemment expérimenté, non seulement sur elles-mêmes, mais encore sur leur entourage l'oppression, l'exploitation et la brutalité du régime capitaliste. La guerre impérialiste, ce meurtre de dix millions d'hommes pour décider à qui, entre le Capital anglais et allemand, reviendrait le premier rang dans l'exploitation du monde, a intensifié, élargi et approfondi ces expériences, au point de les rendre conscientes. C'est pourquoi la sympathie de la grande masse de la population, particulièrement de la population ouvrière, va fatalement au prolétariat ; elle reconnaît, en effet, que c'est le Prolétariat qui, avec son courage héroïque et son élan révolutionnaire, a renversé les capitalistes qui faisaient résistance et qui, en exposant sa vie, a ouvert la voie à l'établissement d'une société nouvelle où il n'y aura plus place pour les exploités.

Quels que soient l'ébranlement inévitable de la petite bourgeoisie et aussi les velléités des parties du prolétariat et du demi-prolétariat de retomber dans le vieil ordre bourgeois et de se mettre sous la protection des « fétiches » de la bourgeoisie, tous doivent pourtant reconnaître que l'autorité morale et politique appartient au prolétariat ; c'est à lui, en effet, qu'échoit la tâche, non seulement de renverser les exploités et de maîtriser leur résistance, mais aussi d'édifier une forme nouvelle plus élevée du travail social.

Les Samedis Communistes sont, en conséquence, d'une importance historique incalculable. Ils nous montrent l'initiative consciente et délibérée des ouvriers pour le développement de la productivité du travail pendant la période de transition qui conduira à une nouvelle discipline du travail et à l'établissement des conditions socialistes dans l'économie et dans la vie.

L'un des rares, ou plus exactement l'un des seuls démocrates bourgeois qui, par exception, ne sont pas passés, ni au chauvinisme, ni au libéralisme national, mais au socialisme, après la leçon de 1870-71, Jean Jacoby a dit que la fondation des syndicats eut plus d'importance que la bataille de Königsgraetz. C'est exact : la bataille de Königsgraetz a décidé à laquelle des

deux monarchies bourgeoises, autrichienne ou prussienne, devait revenir la prédominance dans la fondation d'une Allemagne nationale capitaliste. Mais la fondation d'un petit syndicat était un pas accompli dans la voie de la victoire mondiale du Prolétariat sur la Bourgeoisie.

De même, nous avons le droit de déclarer que le premier samedi communiste, qui a eu lieu à Moscou le 10 mai 1919, avec les ouvriers du chemin de fer Moscou-Kazan, a une importance historique supérieure à celle de n'importe quelle victoire de Hindenburg, de Foch ou des Anglais dans la guerre impérialiste de 1914-1918. Les victoires des impérialistes signifient le massacre de millions d'ouvriers au profit du capital anglo-américain ou français et l'horreur d'un capitalisme abâtardi, banqueroutier et entrant en dissolution.

Le Samedi Communiste tenu par les ouvriers du chemin de fer de Moscou à Kazan est un des noyaux d'une nouvelle société.

La bourgeoisie et ses créatures cherchent naturellement à ridiculiser les actes des bolcheviks ; elle relève, en se moquant, le nombre réduit des Samedis, comparativement à l'augmentation générale du vol, l'oisiveté, au recul de la production et à la qualité inférieure des matières premières et des marchandises. Nous, nous posons la question concrète : y a-t-il un exemple dans l'histoire, qu'un nouveau mode de production ait été appliqué sans une longue série de fautes, d'erreurs et de répressions ? Un demi-siècle après l'abolition du servage en Russie, de nombreux vestiges de l'ancien régime subsistaient encore dans les villages. Un demi-siècle après la libération des noirs en Amérique, la situation des nègres était encore dans tout le pays un demi-esclavage. La bourgeoisie reste malgré tout fidèle à ses principes ; elle continue, coûte que coûte à employer les mêmes arguments. Avant la Révolution, elle nous traitait d'utopistes ; maintenant que la Révolution est accomplie, elle demande la disparition instantanée de tous les vestiges du passé.

Ces nouvelles racines d'une nouvelle Société doivent être scientifiquement étudiées et soigneusement éprouvées. Sans doute parmi ces graines délicates de la nouvelle semaille, toutes ne sortiront pas de terre. Il est impossible de donner des garanties absolues, d'assurer avec certitude que ce seront les Samedis communistes qui joueront un rôle particulièrement important. Mais ce n'est pas ce qui nous importe. Notre devoir est de soigner ces semences, pour les faire germer ; c'est la vie elle-même qui choisira les plus vivaces. Lorsque le savant, pour un remède à la syphilis a eu la patience d'expérimenter 605 préparations avant de découvrir la 606^e qui répondait à ses exi-

gences, nous devons avoir l'énergie suffisante pour répondre à notre tâche plus ardue — l'abolition du capitalisme — d'expérimenter des centaines et des centaines de nouvelles méthodes de combat, avant d'arriver à distinguer quelle est la bonne.

Les Samedis Communistes tirent leur importance particulière du fait qu'ils ont été institués par des ouvriers qui n'étaient pas placés dans des conditions particulièrement favorables ; loin de là. C'étaient des ouvriers de différentes spécialités et aussi des ouvriers non spécialisés, des manœuvres, etc., placés dans les conditions ordinaires, c'est-à-dire les plus mauvaises. La cause fondamentale de l'abaissement de la production, qui n'est pas observé en Russie seulement mais dans le monde entier, nous est bien connue : c'est la ruine, la dévastation, l'épuisement que la guerre impérialiste a apportés avec elle ; ce sont les maladies et la famine. Cette dernière est déterminante. La famine, ce mot dit tout. Pour vaincre la famine, la productivité du travail doit être intensifiée dans l'agriculture, dans les transports, dans l'industrie. Naturellement il s'établit ici une sorte de cercle vicieux : *la productivité du travail doit être intensifiée pour vaincre la famine et la famine doit être enrayée pour permettre d'intensifier la productivité du travail.*

C'est un fait bien connu que, dans la pratique, ces sortes de contradiction se trouvent résolues, ce cercle vicieux violemment brisé par une crise qui prend naissance dans les sentiments du peuple, dans l'initiative héroïque des groupes qui, durant des crises semblables, jouent fréquemment un rôle décisif. La cause en est toujours dans l'état de famine chronique ; et aujourd'hui, en été, au moment où la récolte est encore sur pied et où l'aggravation générale des conditions alimentaires se fait sentir, la famine apparaît réellement menaçante... Les travailleurs manuels et les cheminots de Moscou vivent dans des conditions d'existence des plus incertaines ; ce sont les ouvriers affamés, vivant au milieu d'une agitation hostile et contre-révolutionnaire de la bourgeoisie qui ont institué les Samedis Communistes et qui, travaillant, pendant leur temps de reste, sans paiement, élèvent ainsi d'une façon énorme la productivité du travail. N'est-ce pas vraiment de l'héroïsme ? N'est-ce point là le commencement d'un bouleversement d'une signification historique nouvelle ?

La productivité du travail est enfin d'une importance et d'une signification considérables dans la lutte pour un nouvel ordre social. Le Capitalisme a créé une productivité du travail que l'on ne pouvait même pas imaginer aux temps féodaux du servage. Le Capitalisme ne peut être et ne sera finalement détrôné par le Socialisme qu'à la suite de l'établissement d'une nouvelle productivité du travail bien supérieure encore. C'est la tâche

qui se présente, très difficile et très pénible ; mais elle est déjà commencée et cela est éminemment significatif. Si, dans l'été de 1919, les ouvriers affamés de Moscou, revenus dans leurs foyers, poussés par la faim, après quatre années d'une guerre impérialiste des plus dures et six mois de guerre civile non moins terrible, étaient en état de mettre en train cette grande œuvre, que ne pouvons-nous attendre de son développement par la suite, alors que nous aurons vaincu la bourgeoisie et gagné à nous le monde entier ?

Le Communisme est, par rapport au Capitalisme, la forme la plus haute de l'organisation du travail, permettant aux ouvriers d'appliquer librement et consciemment tous les moyens que la science met à leur disposition.

Nous attachons aux Samedis Communistes une valeur si particulière, parce qu'ils nous représentent le véritable commencement du Communisme.

C'est pour nous un fait tout à fait rare, car, nous nous trouvons, comme il est dit fort justement dans le programme de notre Parti, sur l'échelon où s'accompliront les premiers pas pour glisser du Capitalisme au Socialisme.

Le Communisme est né du jour où se manifeste dans la grande masse des travailleurs, la volonté prévoyante, prête au sacrifice et à un travail plus dur, d'augmenter la productivité du travail ; la volonté de protéger tout poud de pain, de fer, de charbon ou d'autre produit, non pour eux seuls ni pour leurs camarades, mais pour la société tout entière, pour les centaines de millions d'hommes qui se trouvent pour la première fois réunis dans un Etat socialiste et qui se trouveront plus tard réunis dans une Confédération de républiques de Soviets socialistes.

L'émancipation des femmes

C'est un fait que, au cours des dix dernières années, aucun Parti démocratique du monde, pas plus d'ailleurs qu'aucune des Républiques bourgeoises, n'a fait la centième partie de ce qui a été fait en Russie au cours d'une année, pour l'émancipation de la femme.

C'est ainsi qu'ont été abolies les lois humiliantes où s'exprimait la situation d'infériorité faite à la femme, l'interdiction du divorce, les écœurantes formalités concernant les enfants « illégitimes », la recherche de la paternité, etc. Ces lois existent encore dans tous les pays civilisés, à la honte de la bourgeoisie et du capitalisme. Nous avons le droit d'être fiers de ce que nous avons fait dans ce domaine. Plus nous déblayions les fatras des vieilles lois et dispositions bourgeoises et plus

il nous devenait clair que nous ne faisons là qu'un travail préparatoire de déblaiement, que nous ne faisons que préparer le terrain pour l'édification du bâtiment futur et que nous n'étions encore aucunement occupés à la construction de cet édifice.

Malgré tout, la femme est restée une *esclave domestique*, en dépit de toutes les lois émancipatrices ; elle est opprimée, abrutie et exploitée par les *petits travaux de la maison* qui l'attachent à la cuisine, à la chambre des enfants et rabaisent son travail à la fois pénible et improductif. La véritable émancipation de la femme, le véritable communisme comporte avant tout une lutte générale, dirigée par le prolétariat, ayant les rênes en main, contre l'esclavage domestique ou, plus exactement, un renversement général de la vie conduisant vers une organisation socialiste générale de l'économie domestique.

La réalisation pratique de cette tâche est déjà commencée. Il est vrai qu'on peut encore à peine l'apercevoir, mais les jeunes pousses sont déjà sorties et il ne faut pas sous-estimer ce résultat. Les restaurants populaires, les garderies d'enfants, etc., sont des manifestations de cette nouvelle orientation, qui ne sont que des réalisations de fortune, qui n'ont rien, en elles-mêmes de sensationnel, mais qui, dans la pratique, sont susceptibles d'émanciper la femme, de diminuer son inégalité à l'égard de l'homme, pour la part qu'elle prend dans la production et dans la vie sociales, et de la faire peu à peu complètement disparaître. Ce ne sont certes pas des moyens nouveaux ; comme en général toutes les prévisions objectives du socialisme, ils sont créés par le Capitalisme.

Mais, dans l'Etat capitaliste, ils n'existent qu'à l'état d'exception ou, pour la plupart, de véritable caricature des institutions auxquelles ils fournissent les plus mauvais exemples de spéculation, de soif, de profit, de tromperie et de mensonge ; ou encore, sous couvert de cette *philanthropie bourgeoise*, que les meilleurs d'entre les ouvriers ont toujours haïe et méprisée à juste titre. Nous avons adopté la plus grande partie de ces institutions mais, maintenant, elles commencent à modifier leur caractère primitif.

Nous ne crions pas cela par-dessus les toits, comme le fait la bourgeoisie pour vanter ses acquisitions. La classe capitaliste se glorifie dans des millions d'exemplaires de ses journaux et de ses institutions qui deviennent l'objet de l'orgueil national. Notre presse s'occupe, et en général fort peu, de recommander nos cuisines populaires pour en faire connaître les avantages et les commodités aux consommateurs l'économie des produits qui en résulte ainsi que pour la femme, l'émancipation de

l'esclavage domestique et prouver l'amélioration des conditions sanitaires par le travail communiste exemplaire.

La production exemplaire, les Samedis Communistes exemplaires, une sollicitude et une équité exemplaires dans l'acquisition et la répartition de chaque poud de pain, des restaurants exemplaires, une propreté exemplaire dans toute maison ou logement d'ouvrier, voilà quel doit être, maintenant plus que jamais, l'objet de l'intérêt et de l'attention de notre presse.

Tout ceci incorpore les bourgeois du Communisme qui sont encore à peine visibles, mais qui ne tarderont pas à s'épanouir.

L'Union des Paysans et des Ouvriers

Quelles qu'aient été les difficultés de la situation par rapport aux produits et à la production, ils ont pourtant marqué une progression, sur toute la ligne, au cours de ces dix-huit mois de pouvoir bolcheviste.

Le stock de pain est monté de 30 millions de pouds (du 1^{er} août 1917 au 1^{er} août 1918), à 100 millions de pouds du 1^{er} août 1918 au 1^{er} août 1919). La production des légumes a augmenté. Le gaspillage du pain a été enrayé. Le trafic des chemins de fer commence à s'améliorer malgré les énormes difficultés, ravitaillement en charbon, etc... Ceci, et le fait que le prolétariat s'est maintenu au pouvoir, suffit à prouver que ces nouvelles graines sont sorties de terre, qu'elles pousseront et s'épanouiront en Communisme intégral.

Les Samedis Communistes jettent en outre un jour éclatant sur le caractère de classe de la machine de l'Etat, sous la Dictature du Prolétariat. Le Comité Central du Parti a écrit une lettre sur « le travail révolutionnaire ». Cette idée sera ainsi transmise par le Comité Central aux 100/200 mille membres. (Je crois qu'il en restera de ce nombre après complète épuration ; actuellement, ils sont plus.) Cette idée sera à son tour propagée par les ouvriers organisés. Ceux-ci sont au nombre de quatre millions en Russie, en comprenant l'Ukraine. La transmission de cette roue dentée s'opère dans la proportion de 1 à 20. Il y en a plus, 10 millions de paysans qu'il faut partager en trois principaux groupes : le plus nombreux et qui se rapproche le plus du prolétariat est celui des paysans mi-prolétaires ; ensuite, vient la classe paysanne moyenne et enfin un petit nombre de « kulaks » et de paysans bourgeois.

Tant qu'il sera possible de faire du commerce avec le pain et de spéculer sur la famine — et, en fait, cela est encore inévitable pendant un certain temps de la dictature du prolétariat — le paysan restera mi-ouvrier, mi-spéculateur. Comme spéculateur, il est notre ennemi, ennemi de l'Etat prolétarien, et,

comme tel, prêt à pactiser avec la bourgeoisie et ses laquais. Mais, comme *ouvrier*, le paysan est l'ami de l'Etat communiste, le camarade le plus fidèle de l'ouvrier dans sa lutte contre les capitalistes et les gros propriétaires fonciers. C'est comme ouvrier que le paysan nourrit la masse du peuple qui se chiffre par millions, maintient en marche la machine de l'Etat, qui comprend des millions d'ouvriers organisés, avec une avant-garde de plusieurs milliers de prolétaires communistes.

Un Etat démocratique, au véritable sens du mot, un Etat étroitement lié, comme celui-ci, aux ouvriers et aux masses exploités, *n'a pas existé jusqu'ici.*

Ce sont précisément des œuvres prolétariennes comme celle des Samedis Communistes et les travaux dont ils lui sont redevables qui consolident définitivement l'estime et l'amour de la classe paysanne pour l'Etat prolétarien. Des œuvres semblables et elles seulement sont susceptibles de convaincre définitivement les paysans de la justice de notre cause, de la justice du Communisme et de faire d'eux nos camarades les plus sûrs.

L'accomplissement de tout ceci signifie que nous aurons aplani toutes les difficultés du ravitaillement alimentaire, que nous aurons obtenu la victoire complète du Communisme sur le Capitalisme, que nous aurons solutionné le problème de la production et de la répartition du pain et nous aurons, en outre, réalisé une simplification indubitable du Communisme.

Lénine

EN ITALIE

Le Congrès du P. S., tenu à Bologne, dans les premiers jours d'octobre 1919, marque une étape décisive dans l'évolution du parti. L'ordre du jour Serrati, de la fraction dite maximaliste électionniste, adopté par 48.411 voix contre une quinzaine de mille données à l'ordre du jour Lazzari (aile droite du parti) et 3.417 voix à l'ordre du jour Bordiga (fraction communiste abstentionniste) a consacré la rupture avec le programme de Gènes (1892) qui avait été jusqu'ici la charte fondamentale du parti.

Le Congrès de Gènes, où le P. S. s'était constitué en se séparant des socialistes anarchistes et antiparlementaires, avait déclaré qu'outre la lutte des métiers pour l'amélioration immédiate de la vie ouvrière, le parti devait mener *une lutte plus vaste, visant à conquérir les pouvoirs publics (Etat, communes, administrations publiques, etc.), pour les transformer d'instrument d'oppression et de domination qu'ils sont aujourd'hui en*

un instrument d'expropriation économique et politique de la classe dominante.

Le nouveau programme voté à Bologne, dit que les instruments d'oppression et d'exploitation du pouvoir bourgeois (Etats, communes et administrations publiques) ne peuvent plus d'aucune manière se transformer en organismes de libération du prolétariat, qu'il faut leur opposer des organes nouveaux, conseils des ouvriers, paysans et soldats, conseils de l'économie politique qui fonctionneront d'abord comme instruments de la lutte violente de libération que le Congrès a déclarée inévitable et ensuite comme organes de reconstruction de la société, selon le nouvel ordre communiste.

Il y a donc là un changement complet d'orientation correspondant, si l'on suit les considérations générales sur l'évolution du mouvement socialiste exposées par Trotzky, dans son remarquable ouvrage sur *l'Internationalisme et la Guerre*, au passage de la phase de constitution des Etats nationaux, à la phase d'impérialisme, phase qui a commencé à se manifester pleinement en Italie par la guerre de Tripolitaine.

Les militants qui, comme Turati et Lazzari, s'opposaient à l'abandon du programme de Gènes, le faisaient en bonne partie pour des motifs d'ordre sentimental : ils ne voulaient pas abandonner les enseignes sous lesquelles ils avaient toujours combattu et qui leur sont chères. Mais la motion même de Lazzari les syndicats en bourses de travail à tendances syndicalistes révolutionnaires et anarchistes groupés dans *l'Union syndicale italienne* (secrétaire Borghi), qui sont plus proches comme tendances, de la gauche du P. S., que la C. G. T. Cette Union qui réunit environ 300.000 travailleurs, adhère aussi à l'Internationale de Moscou.

En somme, toutes les forces socialistes en Italie, y compris les anarchistes, adopteront l'idée soviétiste, c'est-à-dire comme le précisait récemment Malatesta (voir la traduction de son interview dans *L'Humanité* du 7 janvier), l'initiative populaire de constituer des noyaux de producteurs qui s'associent entre eux pour leurs intérêts respectifs. En somme, le bloc révolutionnaire est formé en Italie.

Aussi, les travailleurs s'y préparent-ils à la reprise de la gestion sociale. Très intéressant en ce sens est l'effort que l'on tente à Turin en vue de l'organisation de la production. Les ouvriers y nomment des conseils de fabrique qui seront d'abord surtout des organes d'étude et de préparation en attendant qu'ils deviennent les organes principaux de la reprise sociale. On discute activement en ce moment leur rôle, l'étendue de leurs attributions, leurs rapports avec les organismes existants. Ce qu'il y a de plus particulièrement intéressant, c'est l'esprit

qui anime ces discussions : la revue hebdomadaire des socialistes de Turin, *l'Ordine nuovo* agite ces problèmes de la production dans la société nouvelle avec une conscience entière de leur complexité et une grande érudition ; cette publication donne une haute idée de l'éducation politique et du niveau intellectuel atteints par les travailleurs du nord de l'Italie.

Jacques MESNIL.

EN POLOGNE

La bourgeoisie polonaise, se trouvant entre le marteau des révolutions voisines et l'enclume de l'état d'esprit révolutionnaire des masses ouvrières du pays, a cédé avec préméditation le pouvoir au parti socialiste polonais (P. P. S.), le seul parti ouvrier qui, non seulement a continué à vivre sous la dictature de l'envahisseur allemand, mais qui a encore réussi à s'étendre, à s'épanouir dans cette guerre sanglante, au milieu même de cette atmosphère nationaliste.

Le premier gouvernement de la Pologne indépendante — gouvernement du « socialiste » Moratchevsky, satisfaisait pleinement tous les espoirs de la bourgeoisie polonaise. Les Scheidemann et Noske polonais ont travaillé de toutes leurs forces pour étouffer à sa naissance la révolution en Pologne. Avec un cynisme inouï ils ont appelé les légions de Dmowsky, l'homme de la bande noire pour la lutte contre le mouvement révolutionnaire du prolétariat polonais.

Ce sont les Scheidemann et les Noske polonais qui ont fusillé les masses ouvrières révolutionnaires, les grévistes, les membres de la Croix-Rouge de la Russie socialiste, ce sont eux qui ont supprimé la presse des communistes polonais, dispersé les soviets ouvriers en formation, en même temps qu'ils pratiquaient le marchandage avec la coalition triomphante pour les services qu'ils avaient rendus à la réaction et contre-révolution européenne.

Mais, quand la nouvelle Sainte-Alliance menaçait de son poing armé, la Pologne a ordonné à celle-ci l'organisation d'un gouvernement énergique pour lutter impitoyablement contre la Russie soviétiste, cet infâme gouvernement « socialiste » a lâchement et sans essai de lutte, cédé la place au gouvernement réactionnaire de Paderewski et, c'est alors, que sur le marché des puissances impérialistes de Versailles, une nouvelle monnaie courante fait son apparition : l'Indépendante République polonaise.

Le résultat d'une année de cette administration boiteuse apparaît bien évident. Incapacité notoire de la bourgeoisie polonaise dans tout travail d'organisation ou d'action créatrice. La Pologne capitaliste, dont chacune des trois provinces Galicie, Posnanie, ancienne Pologne russe, présente un développement économique différent, offre le tableau de la plus complète désorganisation. Dans chacune de ces provinces, la bourgeoisie dominante promulgue des lois particulières sans tenir compte des lois et des intérêts généraux de la Constitution Nationale du pays.

Toute la bourgeoisie polonaise met ses forces en commun pour une politique impérialiste, et en même temps, la bourgeoisie de chaque province, avide de conquêtes, s'isole pour faire séparément la guerre et essaie d'entraîner dans ses aventures belliqueuses toutes les forces militaires et matérielles de l'Etat : les junkers polonais de la Galicie orientale sont en guerre avec l'Ukraine, pour cette Galicie, qu'ils rêvent de conquérir ; les capitalistes polonais luttent contre les Tchèques pour obtenir la province de Teschen, dont ils convoitent jalousement les mines. En Posnanie, la bourgeoisie polonaise cherche à élargir son marché au compte de l'Allemagne, les propriétaires fonciers de la Russie blanche et de la Lithuanie, pour sauver leurs immenses propriétés de la socialisation soviétiste russe déclarent une guerre sans merci à la Russie et Lithuanie elles-mêmes.

Et au-dessus de ces luttes, de ces massacres, plane la volonté toute-puissante de l'Entente, qui impose à la nouvelle Pologne ce rôle odieux de bourreau de la Russie socialiste. Ce sont les gouvernements français et anglais, avec leur violence, leur ruse, leur perfidie, qui forcent la Pologne « indépendante » à peine née et déjà mourante de faim, à entrer en guerre contre la révolution russe. Et la Pologne, en pleine désorganisation politique et économique, livre ses fils, ses meilleures forces, comme chair à canon, à usage des fins contre-révolutionnaires de la Sainte-Alliance. Cette guerre, avec la Russie soviétique, qui compte au nouvel Etat, dans les premiers six mois, plus de cinquante milliards de marks, mène à la destruction finale du pays, à la misère des masses populaires.

La Pologne dévastée, dépeuplée, est entièrement ruinée. Les champs sont incultes, le bétail manque, les forêts sont complètement anéanties ; aussi la population rurale, est de 70 pour cent en la Pologne, meurt de faim faute de terre et d'outils. Les immenses propriétés foncières appartiennent aux junkers polonais et au clergé. Dans les villes, même état de choses lamentable : les chemins de fer sont détruits, les fabriques, closes, faute de machines, faute de matières premières. Le chômage augmente de jour en jour. Et, dans cette désorganisation du pays,

un demi-million d'ouvriers dans l'ancienne Pologne russe seulement, se trouve sans travail, sans pain, sans asile.

La Pologne gouvernante et possédante *ne veut et ne peut*, pour tirer le pays de cette ruine complète, apporter les changements radicaux nécessaires au profit des masses laborieuses. Tandis que la Pologne capitaliste, en alliance avec la bureaucratie corrompue, sans vergogne, vole, dilapide et détruit les richesses du peuple et de l'Etat. Le gouvernement polonais, impuissant dès sa naissance, marche, par sa politique scélérate, vers une proche et pleine banqueroute. Il est soutenu par les socialistes nationalistes polonais, qui ont volé les crédits, poussé le pays à la guerre contre l'Ukraine, la Lithuanie et contre la Russie socialiste, mais qui ont fait partie de toutes les délégations nationalistes dans les pourparlers avec l'Entente et les autres gouvernements réactionnaires.

Les masses populaires polonaises sont avides *de pain, de terre et de paix*. Elles commencent à comprendre que le remède de cette décomposition sociale ne se trouve pas dans la Diète, ni dans les circulaires ministérielles, mais dans la révolution et seulement dans la révolution sociale où elles trouveront leur salut. Le mouvement révolutionnaire croît rapidement : grèves, manifestations, effervescences agraires. Cette vague grossit chaque jour. Et les communistes se font les porte-paroles des masses ouvrières.

La Pologne des travailleurs conscients voit dans la Russie soviétiste une alliée sûre et ouvertement déclare la lutte à la Pologne réactionnaire qui mène la guerre contre la République prolétarienne. L'élan révolutionnaire des masses laborieuses commence à balayer l'opportunisme, le nationalisme du parti socialiste polonais, la Pologne prolétarienne lui pose nettement la question : avec la Russie soviétiste, pour la révolution sociale ou avec l'Entente et le gouvernement contre la classe ouvrière.

NUNTIUS.

EN AMERIQUE

Non seulement l'extrême-gauche du prolétariat américain est persécutée par la réaction américaine, mais toute organisation ouvrière, quelle que soit sa nuance, qui tente d'une manière quelconque d'améliorer le sort de l'ouvrier salarié, sent le fouet du capitalisme. C'est là l'expérience de l'après-guerre. Le jour où l'armistice fut signé, le capitalisme américain, qu'on dit le plus sage, mais qui est en réalité un capitalisme

des plus égoïstes, rompit la coopération des classes. Il décida de résoudre les problèmes de l'après-guerre dans l'esprit d'un individualisme intransigeant. Une épidémie de grèves éclata par tout le pays, et le capitalisme répondit par la répression. Il fit usage de la presse, des tribunaux et de la police. Le War Labor Board, qui pendant la guerre avait tant fait pour favoriser la coopération des classes, en trompant habilement les ouvriers, fut rejeté. Gompers, même, le fidèle laquais et briseur de grève, fut désavoué. La presse capitaliste commença à attaquer comme Bolcheviks tous les meneurs des ouvriers rouges, roses ou jaunes. Si nous croyons les journaux américains, chaque grève éclata à l'instigation de l'élément bolchevik ou I. W. W., et, dans ces conditions-là, l'emploi des troupes du gouvernement était légitimé.

C'est évidemment faux ; car les éléments révolutionnaires étant en rapide croissance dans les Etats-Unis, l'énorme majorité des grèves pendant la dernière année fut organisée sous l'auspice de la Fédération du Travail Américaine qui est une organisation syndicale de corporatisme pur. Elles furent provoquées par des facteurs économiques, par la vie chère et par le brusque changement aux conditions des temps de paix. Mais les industriels américains n'ont pas hésité à donner une tournure politique à ces grèves, en évoquant le spectre du Bolchevisme. De cette manière, ils sont inconsciemment devenus le meilleur agent pour l'éducation des ouvriers à la conscience de classe. La situation des bureaux centraux de la Fédération du Travail Américaine devient de plus en plus intenable. D'abord, Gompers essaya de pacifier la rage passionnée des patrons en menant dans sa propre Fédération une croisade contre les éléments révolutionnaires et en assistant généralement la réaction à chasser et à déporter les agitateurs rouges. C'était ainsi qu'aux fameuses investigations du Comité Lusk à New-York, Hugues Frayne, un organisateur de la Fédération du Travail Américaine, suppléa volontairement le témoignage sur les visées et les méthodes de l'I. W. W. et du Parti Communiste. Mais la tempête de persécution que cette pièce de trahison prolétarienne aida à propager, est maintenant tombée sur les traîtres eux-mêmes. Gompers a été forcé de protester contre « les lois de sédition » qui vont être discutées au Congrès. Il a enfin compris que ce que la réaction américaine veut est une arme dont on peut se servir contre tous les meneurs des ouvriers sans distinction.

Au sein de la Fédération du Travail Américaine, il y a plusieurs éléments radicaux. L'Union des Mineurs Unifiés, qui participa aux dernières grèves du sous-sol, en est la plus re-

marquable. Quoiqu'elle ne soit pas ouvertement révolutionnaire, elle a adopté plusieurs principes des Soviets, notamment la demande de propriété des mines pour les ouvriers (non seulement du gouvernement). La très puissante organisation des Railroad Brotherhoods (syndicats des Cheminots) est maintenant pratiquement sortie des rangs de la A. F. L. Elle a renoncé au principe fondamental de A. F. L. : lutte pour l'augmentation des salaires, et elle voudrait combiner une action politique et économique simultanée. Elle a maintenant arrêté un programme qui réclame une division du droit de propriété des chemins de fer entre les ouvriers, le gouvernement et les capitalistes. Ce programme a été très soutenu par Gompers et ses comparses qui, de fait, ne comprennent pas les nouvelles tendances. Le programme de Railroad Brotherhoods est un compromis entre soviétisme et capitalisme ; mais, comme il n'y a pas de chance que les capitalistes américains consentent volontairement à un tel arrangement, la question sera résolue ultérieurement, en temps utile, sur la base du droit de propriété des ouvriers.

Les I. W. W. ou l'organisation syndicaliste révolutionnaire gagne à présent plus de membres que la fédération de Gompers, malgré les graves persécutions auxquelles elle est exposée. Dans les Etats occidentaux beaucoup de membres des I. W. W. possèdent simultanément une carte des deux organisations, et ainsi sont-ils capables de favoriser la propagande au bercaïl même de l'organisation modérée. La I. W. W. était la première organisation qui adhéra à la Troisième Internationale, et son programme est tout à fait révolutionnaire. Elle est en constante collision avec les autorités gouvernementales, mais elle continue son existence grâce à son organisation mobile et décentralisée. Elle ignore le nombre de ses membres ; car ses bureaux locaux et centraux sont continuellement perquisitionnés et ses papiers saisis.

Quoique la I. W. W. soit opposée, par principe, à toute action parlementaire, en Amérique on manifeste toujours l'espoir de sa fusion avec les sains éléments socialistes, sous la bannière du Communist Party (parti communiste).

L'espoir de la fusion ne s'est pas encore réalisé. Le Communist Party (en réalité il y a deux Communist Party, l'un le Communist Labor Party et l'autre le Communist Party, principalement composé des anciennes fédérations slaves de l'ancien Socialist Party) a été mis hors la loi par le gouvernement qui se tient prêt à déporter tous les membres étrangers et cherche à emprisonner tous les autres. La difficulté principale est, comme le procureur de la République l'a exprimé lui-

même, le manque d'établissement pénitentiaire pour loger les 46.000 membres.

Quant à l'American Socialist Party, c'est un parti de centre. Son principal embarras est dans ses membres qui ont trop vieilli, dans le parti et qui ont perdu leur ferveur originale. Il va sans dire qu'il n'est pas exempté de persécution et, en ce moment-ci, son unique représentant au Congrès National est déposé de son siège aussi bien que les cinq membres socialistes de la Législature de l'Etat de New-York, pour le crime d'être socialiste.

G...

EN BELGIQUE

LA SITUATION DU PARTI SOCIALISTE

M. Henri Charriant donna naguère à un livre, d'ailleurs fort bien documenté, ce titre flatteur : « *La Belgique moderne, Terre d'expériences.* » Je ne sais si la Belgique moderne mérita jamais un tel nom. En tout cas, je sais qu'elle ne le mérite plus. Depuis la guerre, la Belgique est devenue un état complètement conservateur.

On me dira que la France est bien plus complètement conservatrice encore. Sans doute, en apparence. Mais le cas de la France est moins grave. Car là, la situation des partis est nette : le bloc national, le socialisme. Et, justement, si la réaction se montre plus draconienne, c'est qu'elle a une force plus puissante à combattre. La situation peut changer, presque du jour au lendemain, sous un de ces éclairs d'intelligence des masses comme en provoque parfois une situation économique tendue. En Belgique, la réaction est plus profonde parce que naturelle, générale, je dirai presque populaire. Le parti socialiste officiel a complètement renié son ancien programme révolutionnaire. En fait, *il n'existe plus comme parti de classe.* Il en est réduit à constituer l'aile gauche de la bourgeoisie dans « l'œuvre sacrée de la reconstitution nationale ».

On a discuté beaucoup ici sur les causes de cette déchéance. En réalité, il y en a plusieurs et d'ordres très divers. La première la plus profonde est la guerre, l'occupation. La Belgique, envahie brusquement, a pu croire, plus que les autres nations entraînées dans l'orbite de l'Entente, à la guerre du droit. Selon la théorie jauresiste du premier agresseur, la social-démocratie belge a naturellement soutenu le gouvernement de défense nationale. Son chef incontesté, son idole, Vandervelde, entra dans le cabinet de coalition et fuyait au Havre, avec

le roi. Pendant quatre ans, la vie économique et sociale fut arrêtée. Le prolétariat belge vécut isolé du reste du monde. Sans doute, il souffrait sensiblement. Mais, dans son instinct simpliste, il rejetait sur l'occupant la responsabilité de tous ses maux. Ainsi, la misère qui rendit d'autres peuples *internationalistes*, rendit au contraire le peuple belge *nationaliste*. A l'armistice, il crut à l'avènement d'un âge d'or. Il acclama Vandervelde rentrant dans l'automobile ministérielle. En réalité, il retardait de quatre ans.

La seconde cause, c'est la situation, somme toute, relativement assez favorable de la situation économique. Il ne faudrait évidemment pas exagérer dans un sens et dire que nous vivons dans un paradis terrestre. Mais il ne faudrait pas non plus exagérer dans un autre sens et dire que nous vivons dans le marasme. Le gouvernement d'ailleurs, à l'aide d'une politique habile, a su sauvegarder les intérêts capitalistes en faisant illusion à la classe ouvrière.

La troisième cause, c'est la trahison entièrement consommée des chefs de la social-démocratie, qui en sont arrivés à repousser comme un outrage le seul mot de révolutionnaires, à traiter d'énergumènes ceux qui les rappellent au devoir et à se faire au Parlement, les défenseurs des lois bourgeoises.

La situation interne du parti est extrêmement claire. Abusé, leurré, trompé sur la situation véritable du pays, il a accepté au dernier Congrès, sans aucune équivoque possible, le principe de la collaboration des classes. Il a envoyé quatre de ses chefs, Vandervelde Anseele, Wantier et Destrée, siéger au gouvernement du roi. Il comporte une droite, — son immense majorité, — et une gauche.

Les majoritaires ont à leur tête tous les vieux leaders du parti, les quatre ministres et aussi des hommes comme Hubin, Destrée et Huysmans. Entre parenthèses, je ne sais pas pourquoi, ici et à l'étranger, on veut faire passer Huysmans pour un révolutionnaire. Il est plus réactionnaire que tous les autres et se ferait couper en quatre pour la Seconde Internationale.

Les minoritaires, tous adversaires de la collaboration des classes, sont eux-mêmes suivis en plusieurs tendances : celle de Jacquemotte qui correspond assez bien au centre français (Longuet-Cachin), de beaucoup le plus important, réclame la désaffiliation de la Deuxième Internationale, mais s'arrête à cette mesure d'hygiène ; Celle d'extrême-gauche, presque inexistante encore, qui correspond assez bien à la gauche française (Rappoport, Lorient), réclame l'adhésion immédiate à la Troisième Internationale. Cette tendance, très faible (membres isolés des syndicats, jeunesses communistes, étudiants) n'est défendue

ouvertement à l'heure actuelle que par Van Ouerstracten et moi-même.

En somme, la classe ouvrière belge est actuellement engagée dans une voie dangereuse. Rien n'est encore perdu pour elle. Mais, pour se sauver, elle doit implacablement jeter par-dessus bord les politiciens qui l'ont trahie et se servent de ses épaules pour monter au pouvoir.

Charles PLISNIER.

EN SUISSE

Au cours de la période tragique de la guerre mondiale et des convulsions révolutionnaires qui l'ont suivie, le mouvement ouvrier suisse a livré de durs combats intérieurs et extérieurs.

La grande vague de chauvinisme que la guerre a déchaînée dans les grands Etats avoisinants s'étant également fait sentir en Suisse, le parti socialiste et les syndicats suisses se sont trouvés au début quelque peu désarmés.

Le renversement dialectique s'est aussitôt produit. La bourgeoisie devint tellement arrogante que l'intimidation des ouvriers se changea en une juste colère. Le Parti et les syndicats reprirent des forces et virent considérablement augmenter le nombre de leurs membres. C'est ainsi que le Parti a doublé, dans les années de guerre, le chiffre de ses adhérents qui a passé de 25.000 à 50.000, tandis que les syndicats le triplaient (de 60.000 à 180.000).

Comme toutes les autres sections de l'Internationale, le Parti suisse vit surgir, sous l'influence des formidables événements de la guerre mondiale, les discussions tactiques de tout ordre. Pendant longtemps, ce fut le problème de la *Défense nationale* qui occupa la première place.

La Suisse ne prit, en fait, aucune part active à la guerre ; mais elle fut constamment en danger d'être submergée par une invasion étrangère. C'est pourquoi le problème de la défense nationale l'intéressa comme les autres pays. Trois orientations principales se dessinèrent dans ses rangs, de même qu'à l'étranger et s'accrochèrent par la suite : une droite, un centre et une gauche.

La droite, avec Gustave Muller, le Renaudel suisse, en tête, voulait s'en tenir à tout prix à la défense nationale.

Le centre, beaucoup plus faible numériquement — groupé autour de Grimm — voulait laisser toutes les voies libres pour décider, d'après la situation historique, ainsi que l'on disait autrefois, du vote des crédits et de la politique générale du

Parti. Grimm faisait, comme on le sait, partie de la droite zimmerwaldienne.

La gauche, qui ne voulait admettre, sous aucun prétexte, « la défense nationale », se révèle comme la fraction la plus forte : le Parti fut ainsi amené à repousser catégoriquement la défense dite nationale.

Un autre problème très important, sur lequel on bataille encore, et que poursuivent le centre et la gauche, est celui d'une union plus étroite du Parti politique et des syndicats. Ces derniers, groupant incontestablement, dans l'organisation, les masses ouvrières. Cette union organique des deux forces prolétariennes s'imposait en prévision de la lutte pour d'importants buts sociaux. Et cette lutte était voulue par la masse constamment croissante des ouvriers d'industrie ; ils réclamaient du gouvernement des mesures contre l'accaparement, contre les autocrates militaires et en faveur des lois sociales. L'appel aux manifestations en masse et à la grève générale s'intensifia constamment.

Les chefs réformistes des syndicats s'opposèrent, au début, énergiquement à toute action directe avec le Parti ; ils entendaient préserver leur souveraineté propre et, avant tout, considéraient toute lutte des masses comme une horreur. Mais, sous la pression des ouvriers, ils durent finalement faire des concessions et l'on convoqua le premier Congrès ouvrier suisse où les délégués du Parti et des syndicats se trouvaient réunis.

Il coupa la route à la tentative qui se dessinait pour interdire les luttes des masses pour des buts politiques et fit élire, malgré lui, le soi-disant Comité d'action d'Olten.

Dans l'intervalle, apparut à l'Orient l'aube libératrice. La Révolution russe de mars 1917 fut saluée avec enthousiasme. Quelques mois plus tard, la Suisse célébra sa première grève nationale : le 30 août les ouvriers des villes cessèrent le travail pendant une demi-journée à titre de démonstration.

La Suisse a fort souffert de la guerre. Le manque de ravitaillement se fit de plus en plus sentir. Les arrivages des produits les plus essentiels de l'étranger se raréfaient sans cesse ; les marchands firent en spéculant de scandaleux bénéfices ; les paysans firent usage de leur monopole de vente des denrées alimentaires, avec une insouciance cynique, l'opposition des classes s'accrocha davantage de jour en jour.

Lorsqu'éclata la Révolution en Autriche et en Allemagne, la colère des masses des ouvriers de l'industrie se déchaîna en Suisse, sous son influence, avec la force des éléments. Sur un signe du Comité d'action d'Olten, les prolétaires du pays tout entier chômèrent le 10 novembre en signe de démonstration. Le 12 du même mois, ils déclenchèrent une grève générale nationale, sans fixation de durée, en formulant toute une série de revendications politiques.

Au cours de cette action importante, pendant ces journées glorieuses de l'histoire suisse contemporaine, tous les prolé-

taires concurent de grandes espérances. Malheureusement, le Comité d'action ne se montra pas à la hauteur de sa tâche ; il fit cesser trop tôt la grève. Son ordre ne fut, d'ailleurs, pas écouté partout ; à Zurich, à Bâle, la lutte continua.

La grève nationale ne fut ni une victoire ni une défaite. Elle n'eut pas de résultats positifs, mais garde le mérite inestimable d'avoir fortement éveillé la conscience révolutionnaire des ouvriers.

En août 1919, de nouvelles grèves de masses éclatèrent à Bâle et à Zurich. Les réformistes du Parti et des syndicats s'opposèrent cette fois à l'extension de la grève dans tout le pays : la réaction, qui se relevait à vue d'œil, en Allemagne comme en Suisse, des coups de massues de novembre, continua à encourager les réformistes. La lutte fut brisée dans les deux villes ; comme celle de novembre, elle avait coûté la vie à de nombreux ouvriers. Dans sa peur mortelle, la bourgeoisie avait fait tirer au hasard sur les masses, par ses militaires.

Les luttes des masses suscitèrent et précipitèrent dans le mouvement ouvrier de nouveaux problèmes de tactique. Déjà avant le Congrès de Berne de la deuxième Internationale, les Suisses en étaient sortis. Il fallut, par la suite, prendre position à l'égard de la troisième. La discussion s'élargit par suite des nombreuses questions que posait la situation nouvelle : la tactique bolcheviste ; terrorisme et dictature ; dictature de la minorité sur la majorité ; parlementarisme ; les Conseils ouvriers ; la socialisation ; la tactique des grèves générales ; fusion du mouvement syndical et politique.

La droite, qui se cantonnait sur le terrain de la démocratie, du pacifisme et du parlementarisme, était principalement représentée par les leaders syndicalistes et parlementaires ; elle repoussait avec horreur la force et les bolcheviks.

Le centre se groupait autour de Grimm, comme dans la question de la défense nationale. Il se déclarait pour la troisième Internationale mais sous réserve : que les sections nationales ne devaient pas recevoir leur direction de la Centrale de Moscou ; celles-ci entendaient conserver une large indépendance dans leurs actes. Grimm voulait en outre faire une réserve à l'égard des syndicalistes français qui, dans le manifeste de Moscou, sont considérés comme les représentants attitrés du socialisme français.

La gauche, sous la direction de Platten, Nobs, Welti, Wieser et autres, se prononce pour l'adhésion sans condition. Elle objectait au centre, avec raison, que sa réserve, concernant l'indépendance d'action, avait pour but de permettre, aux moments les plus importants, de demeurer passivement chez soi, sous prétexte de conditions particulières. La gauche préconisait, au début, une déclaration nette au sujet de la dictature, du système des conseils et une attitude critique à l'égard du parlementarisme, puis finalement l'adhésion sans condition à la troisième Internationale. La gauche triompha au

Congrès de Bâle dans l'été de 1919.

Sous l'influence de la réaction, qui à cette époque s'était renforcée, trois mois plus tard l'adhésion fut repoussée par un vote sollicité par la droite.

Déjà au début de 1917, plusieurs centaines de camarades s'étaient séparés du Parti et s'étaient réunis sous le nom de I.R.S. » (socialistes révolutionnaires internationalistes de Suisse). De nombreux émigrants russes, comme Zinoviev, Radek, etc. travaillaient dans le « I. R. S. » jusqu'au moment où ils furent appelés en Russie par la révolution de mars. Les camarades du I. R. S. se constituèrent, au début de la révolution allemande, et, au moment de la grève générale suisse, en « Parti Communiste ». Ce parti poursuivit énergiquement et continue à poursuivre l'organisation de Conseils de soldats, d'ouvriers et de paysans. Il est lié à la troisième Internationale et reste, autant qu'il est possible dans les circonstances présentes, en contact étroit avec Moscou.

Sa critique du parti socialiste nous semble, sous bien des rapports, injuste. Mais, pour ce qui concerne sa critique du sur-parlementarisme et ses hésitations sans cesse croissantes devant l'action, sa passivité en face du problème du système des Conseils et de la socialisation, nous devons lui donner entièrement raison. Cette critique concerne, d'ailleurs, moins la gauche du Parti socialiste que la Droite et le Centre.

H. J.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DES ETUDIANTS SOCIALISTES ET COMMUNISTES DE GENEVE

Le Congrès international des Jeunesses Communistes et le Congrès international des Etudiants socialistes et communistes qui se sont tenus, respectivement, le 20 novembre dernier à Berlin et le 26 décembre à Genève, ont manifesté d'une façon éclatante les progrès du communisme chez les jeunes. Nous ne dirons rien ici du premier, le compte rendu en ayant déjà été fait dans la « Nouvelle Internationale » (Genève).

Ce n'est qu'en le comparant à ceux qui l'ont précédé, que l'on comprendra toute l'importance du dernier Congrès international des Etudiants. Le Congrès de Liège, de 1865, qui réunit plus de 1.200 étudiants de toutes nationalités, ne fut pas un Congrès socialiste proprement dit. On y entendit cependant

des discours révolutionnaires qui valurent à leurs auteurs toutes sortes de vexations de la part des Universités auxquelles ils appartenaient, Paul Lafargue fut une de ces victimes. C'est à Genève, en 1893, que se réunirent pour la première fois les groupements d'étudiants socialistes qui s'étaient constitués depuis la fondation de la 2^e Internationale. Il n'est resté des séances de ce Congrès que quelques pages d'une lourde ironie dues à la plume du célèbre renégat Alexandre Zévaès (voir les Notes et souvenirs d'un militant).

Sept ans plus tard, en 1900, un deuxième Congrès se tint à Paris à l'Hôtel des Sociétés Savantes. On en trouvera le compte rendu dans l'*Ere Nouvelle*. A signaler un débat très intéressant sur la propagande parmi les intellectuels, où prirent part Jaurès, Vandervelde, Enrico Ferri, Tarbouriech, Jean Longuet.

Il n'y eut pas d'autres Congrès jusqu'à la guerre. Les groupements d'étudiants socialistes disparurent à la mobilisation pour ne reparaitre qu'après l'armistice. L'appel lancé au début de l'année dernière par le Groupe des Etudiants socialistes-révolutionnaires de Paris trouva un écho parmi les étudiants du monde entier. Partout des groupements nouveaux, animés d'un esprit franchement révolutionnaire, se constituèrent rapidement. Un Congrès international fut décidé.

Il se tint à Genève du 26 au 30 décembre dernier. Le Congrès marqua nettement, dès le début, son orientation communiste. Après deux journées de discussion, une scission se produisit entre partisans et adversaires de la III^e Internationale, qui aboutit à la tenue d'un nouveau Congrès, d'où furent exclus ces derniers.

La première tâche du nouveau Congrès fut de fonder la Fédération internationale des Etudiants socialistes-communistes. Il fut décidé qu'elle adhérerait à la III^e Internationale par l'intermédiaire du Bureau International des Jeunesses Communistes dont fait partie le Secrétariat international des Etudiants socialistes-communistes. Ces derniers n'étant que des représentants du prolétariat au sein de l'Université devront se mêler étroitement à la classe ouvrière. Ils devront mener la lutte dans les partis politiques et les organisations de Jeunesses qu'ils essaieront d'entraîner à la III^e Internationale. Autonomes pour tout ce qui concerne les questions techniques qui leur sont propres, les groupes d'étudiants socialistes-communistes suivront en matière politique, le mot d'ordre de la III^e Internationale.

En ce qui concerne les autres questions inscrites à son ordre du jour, le Congrès, pressé par le temps, ne put faire qu'un

travail préparatoire. Mais l'esprit dans lequel furent menés tous les débats et les décisions qui furent adoptées permettent de mesurer le chemin parcouru depuis la formation des premiers groupes, imprégnés d'idéologie bourgeoise.

Il était donc facile de prévoir que ces décisions allaient rencontrer une vive opposition dans les pays où règne un socialisme petit-bourgeois, comme c'est le cas de presque tous les pays de l'Europe occidentale. La question était résolue d'avance pour ceux dont les représentants avaient été forcés de quitter le Congrès, par suite de leur hostilité à la III^e Internationale. Mais pour les organisations d'étudiants socialistes de France et de Belgique, dont une partie seulement avait voté l'adhésion à la III^e Internationale, une scission était inévitable. En France, elle est dès à présent un fait accompli. Le groupe des Etudiants socialistes-révolutionnaires de Paris ayant refusé de ratifier les décisions du Congrès de Genève, la moitié environ de ses membres s'en est séparé et a fondé un nouveau groupement, qui a pris le titre de Groupe des Etudiants Communistes de Paris. Le nouveau groupe a aussitôt adhéré à la Fédération internationale qui vient d'être fondée à Genève et s'est déclaré solidaire de toutes les organisations qui se placent sur le terrain de la III^e Internationale. Il a rédigé une déclaration qu'il a envoyée à tous les groupes de province, en leur demandant leur adhésion.

C'est sur la base des principes de l'Internationale communiste et en excluant nettement le socialisme réformiste et opportuniste qu'il prétend réaliser l'union des Etudiants Communistes de France (1).

Robert THAL.

(1) Pour tous renseignements, s'adresser au Secrétaire du Groupe des Etudiants Communistes, 16, rue Grégoire-de-Tours, Paris (6^e).

Revue de Politique Internationale

Le Congrès de Strasbourg. — La Révolution allemande. — La lutte des influences en Asie Mineure. — L'occupation de Constantinople. — Les révolutionnaires malgré eux.

C'est une loi constante des Révolutions que les hommes, les programmes, les conceptions, les partis même s'y usent rapidement. Il y a quelques mois à peine, des hommes comme J. Longuet, Paul Faure et Pressemane passaient pour des révolutionnaires très dangereux pour le Régime.

Aujourd'hui, ils n'effrayent que leurs amis restés fidèles à la Révolution par leur opportunisme on ne peut plus inopportun et leur peur infestive de la Révolution...

On l'a bien vu à Strasbourg. Ce Congrès qui devait marquer un tournant dans l'histoire du socialisme français fut insignifiant. Les « Reconstructeurs » ont hérité de Renaudel non seulement « la défense nationale » qu'ils pratiquaient d'ailleurs avec lui et la peur des forces révolutionnaires agissantes (sauf celles de *la lointaine* Russie), mais aussi tout l'arsenal de « ficelles » et de « trucs » destinés à réduire l'adversaire par tout un système de ruses subalternes.

Au lieu d'aborder, après les préliminaires nécessaires, le véritable débat du Congrès, ayant pour objet la III^e Internationale, on amusa les délégués, d'accord avec Renaudel, par la question de la politique dite « intérieure » en ressassant des banalités exaspérantes. Ce débat, absolument vide et stérile, n'a pas même donné lieu à un vote sérieux. La question vitale — celle de l'Internationale communiste — fut à peu près escamotée. Les conceptions et les méthodes opposées des Reconstructeurs et des Communistes n'eurent pas la possibilité matérielle de se confronter.

La majorité des « Reconstructeurs », ceux qui subissent l'influence de J. Longuet, de Paul Faure et de Pressemane partagent, en partie ou totalement, les erreurs funestes qui ont tué la « Deuxième » : ils adhèrent à la mystification de la défense nationale capitaliste, et ils redoutent la Révolution qui leur semble toujours prématurée. La minorité, plus clairvoyante et moins opportuniste, n'ose pas se dégager des hommes auxquels

ils sont attachés par des liens d'amitié et un passé de compromissions.

Mais, au fond, peu importent les joutes et les duels oratoires. Deux faits restent acquis. Le socialisme de guerre est mort et enterré. La tendance Renaudel a disparu sous sa forme primitive. Ses débris sont condamnés à se cacher dans les plis du drapeau multicolore de la « Reconstruction ». La lutte est maintenant entre les « Reconstructeurs » (en route pour une Internationale X, numérotée du chiffre 3) et les adhérents de l'Internationale communiste qui se construit à coups de révolutions. Le monde capitaliste ressemble à une forteresse minée de toutes parts et prête à sauter à chaque instant. Nous allons d'une révolution à l'autre.

La dernière en date, qui n'a pas non plus été escomptée par nos naïfs « Reconstructeurs », lesquels jusqu'ici n'ont reconstruit qu'une sorte de plus ou moins « grosse majorité » chère à feu Renaudel, est la Révolution allemande en cours.

La Révolution de novembre 1918 institua en Allemagne le Kaiserisme social-patriote, le Kaiserisme sans le Kaiser. Les traitres au socialisme marxiste révolutionnaire se sont emparés du pouvoir pour sauver le régime capitaliste et le nationalisme allemand. Ils ont fusillé et exterminé impitoyablement les vrais révolutionnaires, en s'appuyant cyniquement sur la clique des junkers, les assassins de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Ces assassins furent officieusement protégés.

Cette trahison qui est dans la logique du social-patriotisme d'Allemagne et d'ailleurs vient de recevoir son premier aversissement. Les souteneurs de Noske-Ebert-Scheidemann se payèrent eux-mêmes leurs services rendus à la contre-révolution en renversant leurs protégés protecteurs. Un aventurier, évidemment soutenu par toute la caste militaire, s'empara du pouvoir à Berlin et dans une partie de la Prusse orientale. Le gouvernement social-patriote dut s'enfuir de la capitale.

Les majoritaires qui prêchaient l'horreur de toute grève politique, décrétèrent sur-le-champ la grève générale : il ne s'agissait plus du socialisme, mais de leur pouvoir — et de leur tête —, à sauver... Les Indépendants et les Communistes adhérèrent à la grève. Et cela non pour l'amour de Noske, mais pour des raisons d'intérêt révolutionnaire qui commande l'action. Ils savaient bien que le mouvement populaire, une fois déclenché, ne s'arrêterait pas là.

En effet, le mouvement révolutionnaire allemand s'accroît chaque jour. Quelle que soit son issue immédiate, le mouvement ne peut que grandir et se développer. La récente révolution allemande est, après la révolution russe, la deuxième étape de

la révolution sociale mondiale qui ne triomphera, en définitive, qu'*internationalement*.

Les foyers de la révolution communiste s'allumeront les uns après les autres. Nos ennemis de classe y contribuent de toutes leurs forces. Ils continuent le massacre mondial qui, paraît-il, n'a pas assez duré. Ils se divisent en se disputant les territoires de l'Asie Mineure. Ils s'emparent de Constantinople en rayant, contrairement aux principes affichés, la Turquie de la carte de l'Europe. Ils provoquent ainsi tout le monde musulman. Ils s'aliènent définitivement les Etats-Unis. Ils créent partout du chaos et des ruines. Le gouvernement français, le plus stupide et le plus réactionnaire de tous les gouvernements alliés, ajoute à toutes ces difficultés d'ordre international des provocations quotidiennes d'ordre intérieur : il triple le prix du pain, il s'oppose à toute mesure d'apaisement intérieur, et efface d'un trait de plume, le fondement même de toute l'œuvre laïque et républicaine de Waldeck-Rousseau-Combes-Jaurès. Véritablement, le pressentiment de leur chute enlève à nos classes dominantes et à leurs hommes d'affaires au pouvoir le sens de la mesure et de la prudence la plus élémentaire. Tant mieux pour la Révolution, souvent plus favorisée par ses ennemis que par ses amis...

Ch. R.

Revue de l'Histoire de la Guerre

L'IMPERIALISME RUSSE ET LES ORIGINES DE LA GUERRE (1)

Dans le numéro 1 des « Nouvelles du Commissariat du peuple et des Affaires extérieures », nous trouvons l'exposé suivant du professeur M. Pokrowski (Moscou) :

« Que la guerre de 1914 fût pour la Russie impérialiste et bourgeoise, au point de vue objectif, une guerre pour la possession de Constantinople, une guerre pour l'héritage turc », les gens quelque peu clairvoyants n'en doutèrent jamais. *Il ne pouvait en être autrement* car toute la politique de l'impérialisme russe depuis Nicolas I^{er}, si ce n'est déjà depuis Catherine II, tendait vers ce but. Quant au côté *subjectif* de l'affaire, il est discutable. Une fatale destinée n'attirait-elle pas le dernier des Nicolas et ses ministres ? Ne se sont-ils pas de plus laissés séduire par la possibilité qui, par suite de la guerre mondiale se présentait à eux, de réaliser les vieux rêves des générations de Romanof ? Nous savons déjà aujourd'hui que le « tsar de la paix », Alexandre III, n'a pas moins avidement que son père et son grand-père, allongé la main vers Constantinople. Aurai-ils osé, *dans ce but*, indépendamment de la « conjoncture favorable » qui s'est présentée à eux dans l'été de 1914, commencer la guerre ? On ne pouvait guère, jusqu'à présent, répondre à toutes ces questions que par des hypothèses.

Les travaux de la commission installée près de l'Académie socialiste et chargée d'étudier la guerre 1914-1918 ont donné la possibilité de lever le voile. Nous savons comment les diplomates russes ont préparé la quatrième guerre d'Orient. Ce n'était cependant que le fait de quelques personnes. La participation manifeste de Nicolas lui-même ne faisait pas sortir la question de ce cercle : celle-ci n'indiqua qu'une fois comment le vrai autocrate, là comme partout, était Grigori Rasputin. D'après la correspondance d'Alexandra Fjodorowna, nous savons que l'honorable indignation de « notre ami », provo-

(1) Ces révélations sont tirées de documents puisés dans les archives secrètes du tsarisme.

quée par le spectacle de l'humiliation profonde des chrétiens dans la capitale du monde orthodoxe était entrée, comme un modèle bien défini, dans la psychologie de ceux qui, par leur signature, devaient confirmer les revendications de l'impérialisme russe dans le proche Orient. La psychologie de l'automate qui appose sa signature est au fond, moins intéressante que la psychologie personnelle d'un Iswolski quelconque. Celui-ci a toujours « créé » quelque chose et apposé d'une façon ou d'une autre le sceau de sa personnalité aux événements. Quant au tsar, toute son individualité ne s'exprimait que dans sa signature, mais son écriture avait tant de ressemblance avec celle de son père (et de son grand-père) que l'on peut parler d'une écriture *générale romanovienne*, comme l'on parle de la même façon dans les catalogues de ces maisons qui louent des vêtements d'un costume « espagnol en général ». En un mot, la participation de Nicolas II ne donne aucune sorte d'intérêt à l'affaire. La découverte de n'importe laquelle des lettres écrites de sa main sur cette question (nous possédons provisoirement son journal général sans portée aucune), en tant qu'elles ne contiendront pas un *matériel fondé sur des faits*, (ce que nous ne savons pas encore), aurait, pour celui qui écrit l'histoire, infiniment moins de valeur que les lettres mêmes d'un Nicolas I^{er}, pour ne pas parler de celles de Frédéric II ou de Catherine II.

Nous serions un peu plus avancés si nous pouvions passer des intentions et des dispositions d'esprit de *personnes individuelles* à la psychologie et à l'idéologie *des groupes qui exercent le Pouvoir*. Les documents publiés plus loin donnent justement cette possibilité. Ils nous indiquent comment la question de Constantinople a été traitée non seulement par les *diplomates* russes, mais aussi par le *gouvernement* russe dans sa totalité. C'est ainsi que nous apparaît toujours plus nettement la *nécessité absolue et logique* de cette guerre, non seulement objective par le cours des événements, mais aussi subjective par les idées sur le monde, qu'avaient en 1914 les gens alors au pouvoir en Russie. Nous voyons comment leur pensée incessante est d'écartier peu à peu de leur chemin tout ce qui peut entraver la réalisation de cette guerre. L'idée de se battre pour Constantinople, c'est-à-dire de *provoquer la guerre mondiale* (c'était évident dès le début), après Mukden et Zusima, après octobre et décembre 1905, effrayait certes au premier abord. La peur fit rejeter loin de soi cette pensée. Mais elle disparut avec les années ; les « circonstances » devinrent de plus en plus favorables, les perspectives toujours plus séduisantes, et les « sphères » succombèrent chaque jour davantage devant les insinuations de l'esprit malin. On s'habitua aux idées qui, au

premier moment avaient paru effroyables, la folie commença naturellement et inévitablement à apparaître. Le protocole de la dernière Conférence, tenue en février 1914, a tout oublié des hésitations *de principe* de la première conférence de décembre 1908. On ne discuta encore que quelques détails à *ce sujet* et on ne pesa que certaines difficultés *pratiques*. Mais celles-ci se laissèrent surmonter à leur tour. Ce n'est plus qu'une question de temps, car la parole fatale est tombée : la Russie « est complètement prête à se mesurer avec l'Allemagne ». Avec l'alliance de l'Angleterre et de la France, on peut défier au combat le reste du monde.

L'absolutisme est-il capable, en cas d'une issue défavorable de la guerre, de résister à une *deuxième révolution* ? Cette question n'est pas même envisagée en 1914, alors qu'en 1908 elle formait le fond sur lequel se portèrent tous les débats. A mesure que les souvenirs désenchantants de la grève d'octobre, et que les barricades de décembre disparaissaient derrière les brouillards d'un passé lointain, l'ivresse du tsarisme s'accroissait davantage. Parmi les valets du tsarisme, les plus audacieux étaient justement ceux-là pour qui la « tranquillisation » du pays importait le moins. Leur chef à la Conférence du 21 janvier 1908 fut A. Iswolski, qui, à cette époque, n'était ni ministre des Affaires Etrangères, ni ambassadeur à Paris. Il resta le même homme aux autres postes qu'il occupa. Son horizon resta, comme plus tard encore, parsemé de « points obscurs ». Jadis, comme plus tard, il considéra que son devoir n'était pas de les écarter (il désavoua complètement la politique de son prédécesseur, Lamsdorf, qui visait à un compromis) mais, au contraire, de *s'en servir*. La guerre est inévitable. En refusant de participer à la guerre, la Russie « risquerait » de perdre d'un coup le fruit de ses efforts de plusieurs siècles qui lui ont permis de jouer le rôle de grande puissance et d'être obligée de prendre la place d'un état de second ordre (ce dont personne ne veut). Bref, il faut faire la guerre. Comment cela est-il possible ? C'est dans le discours d'Iswolski que se révèle le mobile le plus intéressant. La guerre pour la Russie entre dans le domaine des réalités, par un *rapprochement étroit avec l'Angleterre*. L'Ambassadeur d'Angleterre avait justement « laissé entendre » à Iswolski, que ce rapprochement serait agréable. Cette allusion suffit au ministre russe des Affaires Etrangères qui a soif de « politique active ». C'est à cette date que prit naissance l'idée d'une *alliance offensive* entre l'Angleterre et la Russie contre l'Allemagne ! Au début de 1908 l'Angleterre était encore disposée à promettre Constantinople à qui voulait l'aider à briser ses concurrents sur le Continent.

Quand Iswolski trouva sans peine sur sa route un puissant compagnon de marche à l'étranger, la sympathie qu'on lui manifesta à la Conférence, à laquelle assistaient les figures les plus importantes du « gouvernement de concentration » (Kokowzew, jadis encore ministre des finances était présent; Stolypin lui-même présidait), fut beaucoup moins vive. Malgré tout, le chef de l'Etat-Major général se plaça sur le point de vue de la « politique active » et rappela un peu l'ours de la fable, connue de Einsiedler. Lorsque le général Palitzyn vint à déclarer que les Turcs « affrétaient des navires pour toutes sortes de transports dans la Mer Noire » et en tira la conclusion que nous devions, nous aussi, entreprendre dans cette mer des transports de troupes, afin d'amorcer « une action contre le Bosphore » il est probable que le coloris dut paraître trop vif à Iswolski lui-même.

La main du peintre qui, derrière les coulisses, ornait le ciel sans nuages de « points obscurs », sembla par trop maladroite. Lorsqu'au cours des explications complémentaires données par ce général à l'esprit entreprenant, il fut question de la Bulgarie entraînée « naturellement » dans la guerre, lorsqu'on apprit presque aussitôt qu'on travaillerait « momentanément au plan de mobilisation pour quatre corps d'armée » le sentiment désagréable éprouvé par les diplomates fut obligé de se changer en dépit. Une telle désinvolture ne devait mener à rien de bon.

En effet, même parmi les militaires, l'accord ne régna pas de prime abord. Le général Poliwanow, ministre intérimaire de la guerre (qui devint si populaire dans les cercles des cadets, quand il devint ministre de la guerre) refroidit le premier l'enthousiasme des promoteurs de cette conférence : « L'éducation militaire, dit-il, ne fait aucun progrès, elle rétrograde au contraire... les approvisionnements et munitions sont insuffisants... l'artillerie, les mitrailleuses, les équipements font défaut... » Quoi donc aurait pu faire plus plaisir aux adversaires de la « politique active » que les révélations de l'autorité militaire ? Ils veulent faire la guerre et ils n'y sont pas préparés. « Permettez, protesta Kokowzew, nous n'avons jamais discuté cette question : on prépare une guerre alors que le Conseil des ministres, réuni par ukase du 19 octobre 1905, en ignore absolument le premier mot » et cela presque jusqu'au dernier moment. — Et cependant, « le gouvernement portera, devant le monarque et l'opinion publique la responsabilité méritée, si les événements devaient prendre une tournure défavorable. » On finit par créer l'artillerie lourde : sous ses coups, les illusions des diplomates à l'esprit entreprenant et de leurs amis militaires furent obligés de s'écrouler. « Le secrétaire d'Etat

Stolypin considère qu'il est de son devoir de déclarer résolument, » c'est ce que nous lisons dans le protocole, « que le ministre des Affaires Etrangères ne peut actuellement compter sur n'importe quel appui d'une politique déterminée ». Afin de ne pas, Dieu nous en protège, être soupçonné de pacifisme, le premier ministre s'empressa d'expliquer sa grande réserve : « Une nouvelle mobilisation de la Russie renforcerait la Révolution dont nous ne faisons que sortir. Nous avons sous ce rapport, enregistré de grands succès ; la Russie (lisez : la Russie des junkers) a montré une force vitale étonnante et rassemble à nouveau ses forces. Dans un pareil moment, on ne peut se lancer dans aucune aventure (*sic*) ni ne manifester qu'une initiative active dans les affaires internationales. Dans quelques années, quand nous aurons recouvré notre tranquillité complète, la Russie, restaurée, parlera l'ancien langage. »

Le mot d'ordre : tranquillisation d'abord, réformes ensuite avait, comme nous le voyons, sa version « au point de vue politique extérieure » : tranquillisation d'abord, Constantinople ensuite. Les partisans militaires de cette tranquillisation étaient absolument d'accord avec les civils. Le 28 janvier 1908, le Comité pour la défense nationale (en vérité, contre l'ennemi de l'intérieur, comme on le sait) déclara que, « vu le manque extrême du matériel dans l'armée et vu la situation intérieure dans le pays, il faut éviter de prendre toutes mesures agressives qui pourraient provoquer des complications politiques ; Nicolas, que les brillantes perspectives d'une « politique active » captivaient apparemment autrefois déjà, se consola par « l'expression lapidaire » de la sagesse populaire : « aide-toi, le ciel t'aidera », qu'il apposa à la fin du rapport rédigé par le Comité de la défense. Peu après, Iswolski fut envoyé à Paris et remplacé au Sangerbrücke par un homme absolument sûr à la manière de Stolypin, le beau-frère de Szasanow, premier ministre, Stolypin. l'homme prévoyant, n'avait point songé qu'Isiwolski réussirait à séduire cet homme-là également. D'ailleurs, le fait ne se produisit qu'après que le chef de la réaction russe eut disparu de l'horizon. Ne faut-il pas reconnaître peut-être, dans ce dernier événement et à l'arrière-plan, la silhouette de l'église Sainte-Sophie ? Le « parti militaire » ne fut-il pas pour quelque chose dans la facilité qui fut donnée à Bogrow de s'approcher, le 2 septembre 1911, si près du premier ministre, que tous les coups de revolver qu'il tira sur lui devaient porter ? Ce sont, certes, des suppositions, mais quoi qu'il en soit, la disparition du « Bismarck russe » facilita particulièrement le jeu des de Moltke russes. Dès la Conférence du 31 décembre 1913, nous nous trouvons devant une toute autre

situation, bien que le même Kokowzew, dont les intentions n'avaient changé en rien, assure la présidence.

C'est alors que le parti militaire eut un atout en main, en la personne du général allemand Liman von Sanders, qui assurait les fonctions d'instructeur de l'armée turque et qui, en réalité, en était le chef suprême. C'était, certes, d'une toute autre importance que les « points obscurs » qui n'étaient peut-être que la conséquence d'une illusion des sens. Kokowzew dut avouer, cette fois, que la Russie ne pouvait rester indifférente « lorsqu'une partie du commandement à Constantinople est assurée par un officier étranger, ce qui confère à une puissance particulière une situation privilégiée en Turquie et déplace toute la question du proche Orient ». Il chercha d'ailleurs adroitement, à établir un distinguo dans le terme « une partie du commandement » entre le commandement d'une compagnie, d'un bataillon, d'une division, et l'« Inspection » indéterminée. Les militaires qui assistaient à la conférence n'eurent aucune peine à établir qu'il n'y avait en réalité aucune différence à faire entre l'« Inspecteur » et « le chef suprême des troupes », notamment s'il fallait s'en rapporter à la terminologie existant en Turquie. Kokowzew n'eut plus qu'à recourir à ce seul argument : « faire preuve d'activité dans la question Liman von Sanders, c'est provoquer un conflit, non seulement avec la Turquie, mais encore avec l'Allemagne ». Désire-t-on une guerre avec l'Allemagne ? La Russie peut-elle en entreprendre un semblable ? Le successeur de Stolypin avait bien en tête tous les anciens arguments invoqués jadis. S'il espérait, en présentant une fois de plus les objections faites autrefois par le premier ministre, « jeter l'épouvante », il se trompait fortement. Chacun ne saurait aisément manier la massue d'Hercule. Aussi, lorsque les militaires l'eurent en main, pour s'en servir d'ailleurs bien maladroitement, ils n'éprouvèrent alors aucune crainte, mais reprirent courage au contraire. « *Le ministre de la guerre (Suchomlinow) et le chef de l'Etat-Major général Schilinski déclarèrent catégoriquement que la Russie était absolument disposée, dès maintenant, pour se mesurer avec l'Allemagne, à ne point parler d'un conflit entre la Russie et l'Autriche seulement.* » En effet, si l'on avait affaire séparément à toute la Triple Alliance, on courrait un risque : cette restriction pouvait rendre tranquille le parti militaire, attendu qu'il était naturellement et exactement au courant de la convention franco-italienne d'une part et fixé d'autre part sur l'empressement qu'apporterait M. Poincaré à participer à la guerre, au cas où l'Allemagne devait s'y trouver engagée elle-même. Les militaires voulaient traîner les diplomates sur la scène et les contraindre à se déclarer solidaires du parti de « la

politique active ». Ils devaient proclamer que la Russie n'avait pas à avoir peur de rester seule !

Szazonow connaissait cependant fort bien le sort d'Iswolski et ne voulut pas se compromettre directement sous Kokowzew. A une question de ce dernier, il répondit de son côté par une autre question : « quelle position le gouvernement prendra-t-il, s'il est sûr de pouvoir compter sur l'appui actif de l'Angleterre et de la France ? » « Le « parti de la paix » dut abattre son jeu. « Le secrétaire d'Etat Kokowzew pour qui, actuellement, une guerre serait le plus grand malheur de la Russie, déclara qu'il serait extrêmement regrettable d'engager la Russie dans un conflit européen », c'est ce que mentionne le protocole, avec l'addition suivante : « opinion à laquelle se rallie le reste des membres de la Conférence ».

On ne réussit pas cette fois-ci à « enfermer » les diplomates et les généraux. Szazonow, toujours inflexible, n'en continua pas moins à poser ses questions. « Le ministre des Affaires Etrangères qui compte sur la possibilité d'un échec des négociations, demande quelle est la décision que l'on prendra dans de pareilles conjonctures. » La position de Kokowzew devint de plus en plus difficile. Il toucha quelques mots d'un boycott financier de la Turquie et déclara, qu'il fallait poursuivre les négociations à Berlin jusqu'à l'évidence complète de leur échec ». En s'apercevant qu'on l'accusait de plus en plus, il crut devoir aller plus loin et dire : « qu'on devait penser à prendre les mesures déjà envisagées, ce en dehors de Berlin et d'accord avec la France et l'Angleterre. »

Il était clair, d'après d'autres informations, que si l'on pouvait absolument compter sur une participation active de la France et de l'Angleterre, on risquerait une « guerre avec l'Allemagne ».

Nous savons, cependant, qu'à cette époque, la certitude de la « participation active » de l'Angleterre pourrait être estimée à 50 %, que l'on comptait totalement sur celle de la France. En signant les « conclusions » de la Conférence, arrêtées dans le sens des déclarations de Kokowzew, Suchomlinow « prêt pour la lutte » ne fit preuve que de conciliation ; Szazonow par contre, put se considérer comme le vainqueur.

C'est en qualité de vainqueur qu'il prit dès lors l'affaire en main. A la troisième Conférence, la dernière, celle du 8 février 1914, dont le protocole est publié ici, il assura les fonctions de président, et sauf les généraux et les diplomates, aucun autre membre ne prit part à la séance. En principe, on considérait la partie gagnée et on passa à l'application pratique du projet. Les partisans du « conflit » durent naturellement convenir que la pratique était infiniment plus mauvaise

que la théorie. A la question posée par Szazonow « sur l'armée de débarquement, sa composition et sa mobilisation », le chef de l'Etat-Major général dut avouer que « l'utilisation des troupes en vue d'une expédition contre les détroits, et la possibilité avant tout d'une telle opération dépendait des circonstances générales qui présideraient au début des hostilités ». Le « conflit » exigeait une telle concentration de forces, qu'il ne fallait absolument pas songer à distraire un seul bataillon du front occidental, et qu'il faudrait peut-être au contraire envoyer les corps d'armée du sud vers ce front occidental. Shilinsky et son adjoint Danilow se consolaient en déclarant que la lutte sur le front occidental déciderait du sort de toute la guerre et que nous trouverions à Berlin les clefs de l'église Sainte-Sophie. Quant aux experts de la marine comparus à titre de témoins, ils s'empressèrent de rappeler que les détroits entre temps « pourraient être occupés par les flottes et armées ennemies ».

Au moment des négociations de paix, il faut que les Russes aient pris solidement pied à Constantinople. « C'est seulement dans ce cas que l'Europe sera disposée à régler, dans un sens indispensable pour nous, la question des détroits. » Nous verrons que ce point de vue réaliste fut encore longtemps partagé par des gens plutôt sensés, quand Constantinople eut été promis à la Russie par les Alliés qui s'y engageaient formellement par un contrat. On peut en trouver la preuve dans le très humble « mémoire du ministre des Affaires Etrangères », publié le 21 février 1917. « Il ne faut pas perdre de vue, écrit N. Pokrowski, dans ce document remarquable, que l'accord si important pour nous, au sujet de Constantinople et des détroits, ne représente en somme qu'une lettre de change, que la Grande-Bretagne, la France et l'Italie ont tirée sur nous. D'après cette lettre de change, le paiement doit s'effectuer par un tiers, la Turquie, qui n'a pas pris part à la convention et qui, selon la situation sur le théâtre des opérations de guerre qui l'intéresse, peut se refuser à accepter nos revendications. Naturellement, à l'ouverture des négociations de paix, la façon dont se présentera la carte de guerre sera d'une importance capitale pour réaliser les projets politiques. »

En février 1914, comme trois ans plus tard, les moyens dont disposait l'Impérialisme russe pour transformer la « carte géographique », étaient au vu et au su de tous, insuffisants. Si l'on avait même pu trouver quelque part les deux ou trois corps d'armée que réclamait le débarquement dans le Bosphore (c'était évidemment un minimum qui aurait à peine pu balancer les forces que les Turcs auraient, dès la première heure, pu y amener pour défendre leur capitale) — les autorités mili-

itaires en doutaient beaucoup — la question suivante se posait toujours : comment devaient-elles être transportées ? La marine devait assurer sur ce point la défense, les troupes assurer l'offensive sur le continent. « En ce qui concerne les voies ferrées » qui conduisent aux ports de la Mer Noire, la situation pouvait être considérée comme satisfaisante ». Et le reste ? Sur ce point, le ministre de la Marine lui-même dut avouer que « l'exécution de l'opération doit se faire dans des conditions moins favorables. La difficulté capitale réside dans le manque absolu des moyens de transport dans la Mer Noire ».

Après cet aveu, il était inutile de chercher d'autres difficultés de second ordre. L'amiral Grigorowitsch laissa cette tâche ingrate à l'un de ses subordonnés. Les conclusions de ce dernier retentirent forcément comme un glas funèbre aux oreilles des « partisans de la guerre », civils et militaires. « Afin d'assurer le transport d'un corps si considérable d'occupation, l'expert de la marine recommanda, comme le plus important remède « l'achèvement de la construction de notre flotte de commerce dans la Mer Noire ». Cette flotte de commerce était cependant achevée depuis 40 ans déjà et 95 % de notre commerce total de la Mer Noire se trouvaient toujours entre les mains de l'étranger. Combien d'années aurait-on dû attendre encore ? Et même si on était parvenu, par tous les moyens permis ou non, à trouver le nombre suffisant de transports, une nouvelle question surgissait : Qui donc protégerait cette nouvelle arme contre la flotte turque de guerre ? On avoua que la situation en 1914, sous ce rapport, était à peu près la même qu'en 1877. Les forces turques navales, y compris sept nouveaux dreadnoughts acquis par la Turquie, furent reconnues supérieures à celles de la Russie. La Russie ne possédait pas un seul dreadnought dans la Mer Noire. Le premier devait sortir des chantiers en 1918. Le tsar Nicolas ne pouvait pas augmenter la flotte, en achetant de nouveaux cuirassés, comme le faisaient les Turcs, attendu que les Détroits étaient toujours provisoirement fermés aux navires de guerre russes. Il fallait donc, pour empêcher les Turcs d'acheter de nouveaux bâtiments, acheter pour le compte de la Russie tous les dreadnoughts qui se trouvaient sur le marché. Cette question était du ressort de la marine, et fut décidée d'ailleurs par la Conférence. Lorsque les diplomates eurent vent de l'affaire, ils exprimèrent leur plus « grande satisfaction », quoique la situation ne devenait pas plus reconfortante ; il était évident, en effet, qu'avant 1915 (et au fond, pas avant 1917, époque où toute l'escadre de dreadnoughts devait être constituée dans la Mer Noire) on ne pouvait songer à enlever la suprématie maritime à Constantinople.

(à suivre)

Revue des Livres

Nous avons reçu les livres dont les titres suivent :

- GEORGES SOREL. — *Matériaux d'une théorie du prolétariat*. — Rivière, Paris, 31, rue Jacob.
— *Réflexions sur la violence*, 4^e éd. Avec plaidoyer pour Lénine. — Même éditeur.
VICTOR MARGUERITTE. — *Au Bord du Gouffre*. — E. Flammarion, Paris, 26, rue Racine.
CHR. ZERVOS. — *Un Philosophe néoplatonicien du XI^e siècle : Michel Psellos*. Préf. de M. François Picavet. — E. Leroux, Paris, 28, rue Bonaparte.
E. DE CLERMONT-TONNERRE. — *Histoire de Samuel Bernard et de ses enfants*. Avec 17 planches hors texte. — Ed. Champion, Paris, 5, quai Malaquais.
RAOUL LABRY. — *Une législation communiste*. Recueil des lois, décrets, arrêtés principaux du gouvernement bolcheviste. — Paris, Payot.
PAUL DESCHANEL. — *Gambetta*. — Paris, Hachette.
BORIS SOUVARINE. — *La Troisième Internationale*. — Ed. Clarté, Paris, 12, rue Feydeau.
— *Eloge des Bolcheviks*. — Paris, 12, rue Feydeau.
Manifeste et Résolution de l'Internationale communiste. Introduction de Boris Souvarine. — Ed. Clarté, Paris, 12, rue Feydeau.
DEMARTIAL. — *Les Responsabilités de la Guerre*. — Même éditeur.
Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, R. Lefebvre, J. Longuet, M. Martinet, S. Pierre, G. Pioch, Ch. Rappoport, B. Souvarine, Vaillant-Couturier, etc. — Librairie du « Populaire », Paris, 12, rue Feydeau.
NAND. — *Solution ?* — Bruxelles, Oscar Lamberty, 70, rue Veydt.
COEN. — *La Vérité sur l'Affaire Sadoul*. — La Vie Ouvrière, Paris, 96, quai Jemmapes.
ROBERT THAL. — *Deuxième ou Troisième Internationale ?* — La Vie Ouvrière, Paris, 96, quai Jemmapes.
MAGDELEINE MARX. — *Femme*. Avant-propos de Barbusse. — Paris, Flammarion.

Nota. — Il en sera rendu compte ultérieurement dans la mesure du possible.

Le Gérant : Charles RAPPOPORT

L'Avenir International

REVUE MENSUELLE

d'action sociale, littéraire, artistique, scientifique

Prix du Numéro : UN FRANC

SOMMAIRE :

- Les Syndicats de l'Enseignement et la C. G. T.* — G. Thomas.
En Allemagne. — Paul Colin.
Le Communisme organisé : Reprise et Socialisation. — André Girard.
Sur Jeanne Labourbe.
Comment le Socialisme passe de la théorie au fait (suite et fin). — Karl Radek.
Comparaison. — A. G.
Le Tolstoïsme de Jean de Saint-Prix. — Véra Starkoff.
L'outil de l'Internationale. — Huberto Ferez.
Chronique des Arts. — Pierre Larivière.
Chronique des Revues. — Pierre Larivière.
Mouvement international : France, Russie, Espagne, Portugal.
Bibliographie — Emile Chauvelon, A. G., J. Gilllet.

ABONNEMENTS

FRANCE. — Un an : 12 francs ; Six mois : 6 francs ; Trois mois : 3 francs.

ETRANGER. — Un an : 13 fr. 50 ; Six mois : 7 francs ; Trois mois : 4 francs.

REDACTION ET ADMINISTRATION :

96, Quai de Jemmapes, 96 — PARIS (X^e)